



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 28 juillet 2021**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 7 juin 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Animation du territoire - Sport de Haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Approbation
2. Hors commission - Organismes extérieurs - Principe de transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation
3. Solidarités - Changement d'usage des locaux d'habitation - Règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation
4. Aménagement durable - Protocole partenarial entre la SNCF et Montpellier Méditerranée Métropole pour une « mobilité augmentée » - Approbation - Autorisation de signature
5. Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Déclaration de projet d'extension du Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) de la Mosson dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne - Approbation
6. Aménagement durable - Nouveau dépôt de tramway et bus - Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) de Grammont - Programme, enveloppe financière prévisionnelle, engagement et modalités de la concertation - Approbation
7. Aménagement durable - Dispositif d'aide à l'achat de Vélos à Assistance Électrique - Prolongation - Modification du règlement - Approbation
8. Aménagement durable - Adhésion à l'association Vélo et Territoires - Approbation
9. Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway - Secteur Ouest – Approbation
10. Aménagement durable - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°4 - Autorisation de signature
11. Hors commission - Pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
12. Hors commission - Règlement intérieur du Conseil de Métropole - Mandat 2020-2026 - Modifications - Approbation
13. Ressources - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation
14. Ressources - Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales - Approbation
15. Ressources - Institution de la taxe sur les friches commerciales - Approbation
16. Attractivité - Appel à projets Nouveau Sommet Afrique - France 2021 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
17. Animation du territoire - Sommet Afrique-France 2021 - Rencontres littéraires - Rémunération et prise en charge de frais - Approbation
18. Aménagement durable - Réalisation d'une voie verte en rive de la RM17E11 - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montferrier-sur-Lez - Approbation
19. Aménagement durable - ZAC Cambacérès - Garanties d'emprunts à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature
20. Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Garantie d'emprunt auprès de la Banque Postale à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation
21. Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Garantie d'emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon à la Société

d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation

22. Aménagement durable - Commune de Pérols - Ode à la Mer - Modification de la ZAC Ode Acte 1 - Objectifs et modalités de la concertation - Approbation
23. Aménagement durable - Commune de Pérols - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Objectifs et modalités de la concertation - Approbation
24. Aménagement durable - Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Objectifs et modalités de la concertation - Approbation
25. Aménagement durable - Concession d'Aménagement - Clapiers - ZAC du Castelet - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation
26. Aménagement durable - Commune de Sussargues - Concession d'aménagement ZAC « Ecoquartier des Capitelles » - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation
27. Aménagement durable - Convention de partenariat Ecomobilité entre Dyneff et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
28. Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) - Exercice 2020 - Approbation
29. Aménagement durable - Parc de stationnement Saint Roch - Création d'un nouveau produit d'abonnement - Avenant - Autorisation de signature
30. Aménagement durable - Opération d'aménagement sur la commune de Cournonterral - Travaux de voirie - Réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et gymnase - Modalités de concertation préalable - Approbation
31. Aménagement durable - Convention de partenariat entre l'association les Compagnons de Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
32. Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2020 - Modification de la délibération n°2020-266 du 23 novembre 2020 - Correction d'une erreur matérielle - Approbation
33. Aménagement durable - Politique foncière en faveur du logement social - Convention de carence entre l'État, l'Établissement Public Foncier Occitanie, la commune de Fabrègues et la Métropole - Autorisation de signature
34. Aménagement durable - Politique foncière en faveur du logement social - Convention de carence avec l'État, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie, la commune de Saint Georges d'Orques et la Métropole - Autorisation de signature
35. Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale Eau - Réponse à l'appel à projets « Clé en Main » de la Délégation Extérieure des collectivités territoriales - Mission Maroc pour le lancement du projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Argen - Approbation
36. Cycles de l'eau - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au projet de Chaire Eau et Agriculture - Autorisation de signature
37. Cycles de l'eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie - Commune de Vendargues - Parc d'activités du Salaison - Convention d'offre de concours de la part de l'établissement U Logistique relative à l'augmentation des capacités de défense extérieure contre l'incendie sur la rue de la Garenne - Autorisation de signature
38. Cycles de l'eau - GEMAPI - Sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic - Domaine du Conservatoire du Littoral - Convention d'occupation des sites en vue de la réalisation de travaux - Autorisation de signature
39. Environnement - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Collecte, tri, valorisation

- des déchets et Politique zéro déchet" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
40. Environnement - Convention de partenariat 2021-2026 entre le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive (CEFE), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
 41. Environnement - Pôle Oléicole de Pignan - Société Coopérative Agricole Les Moulins de Villevieille et de Pignan - Attribution de subvention - Convention de co-financement avec la Région Occitanie - Autorisation de signature
 42. Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention dans le cadre des actions de médiation et d'expertise faune et bâti - Approbation - Autorisation de signature
 43. Solidarités - Etat de réalisation 2020 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation
 44. Solidarités - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2021 - Approbation
 45. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - "Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Modification de la délibération n°M2021-156 du 29 mars 2021 - Approbation
 46. Solidarités - Construction de 12 logements sociaux, rue du Docteur Malabouche à Cournonterral - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature
 47. Solidarités - Construction d'une pension de famille de 27 logements sociaux, 243 rue de la Jasse de Maurin à Montpellier - Attribution de subventions à la Société Anonyme 3F Résidences - Convention - Autorisation de signature
 48. Solidarités - Construction de 50 logements sociaux sur les communes de Clapiers et Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature
 49. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire " 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 106 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
 50. Solidarités - Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental dans Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2021 - Autorisation de signature
 51. Solidarités - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
 52. Hors commission - Conseils citoyens de la Ville de Montpellier - Principes et modalités de renouvellement de leurs membres - Approbation
 53. Attractivité - What A Trip Heyme Festival 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Approbation - Autorisation de signature
 54. Attractivité - Cité intelligente - Jumeau numérique au service de la santé environnementale - CHU de Montpellier et start up KANOPY MED - Convention pour un programme de Recherche et Développement - Autorisation de signature
 55. Attractivité - Site Hélios - Modalités d'accueil d'acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives - Convention type - Approbation - Autorisation de signature
 56. Attractivité - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société

d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) - Approbation

57. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
58. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - Budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
59. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
60. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
61. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
62. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption
63. Ressources - Vote en autorisations de programmes et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption
64. Ressources - Budget Supplémentaire 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
65. Ressources - Budget Supplémentaire 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption
66. Ressources - Budget supplémentaire 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption
67. Ressources - Budget supplémentaire 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
68. Ressources - Budget supplémentaire 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption
69. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Approbation
70. Ressources - Répartition 2021 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) - Approbation
71. Ressources - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
72. Ressources - Tarifs boutique du Musée Henri Prades - Modification de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation
73. Ressources - Organisation du temps de travail au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise en œuvre des 1607 heures - Approbation
74. Ressources - Modalités de mise en place du télétravail au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
75. Ressources - Remboursement des frais d'obsèques dans le cadre d'un accident de service ou de trajet - Approbation
76. Ressources - Recours à 10 contrats supplémentaires d'apprentissage à la rentrée scolaire 2021/2022 - Modification du tableau des effectifs - Approbation
77. Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
78. Ressources - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2021 - Approbation
79. Animation du territoire - Lancement de l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire

de la naissance de Georges Brassens - Approbation

80. Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Office de Tourisme de Montpellier et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole et le Musée Fabre - City Card Montpellier - Approbation
81. Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attributions pour le 3ème trimestre 2021 - Approbation
82. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le site archéologique Lattara - musée Henri Prades et la Ville de Lattes pour l'accueil des scolaires et de la petite enfance dans le cadre des ateliers pédagogiques 2021-2024 - Autorisation de signature
83. Animation du territoire - Convention de mécénat entre le musée Fabre et la Banque Dupuy de Parseval - Autorisation de signature
84. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et Google Art & Culture - Autorisation de signature
85. Animation du territoire - Convention de mécénat entre le musée Fabre et Monsieur Frédéric SALLES - Autorisation de signature
86. Animation du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives - Avenant n°1 - Autorisation de signature
87. Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat "Culture et culture scientifique" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier - Autorisation de signature
88. Animation du territoire - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et l'association Moovement Event relative à l'organisation du festival Family Piknik 2021 - Autorisation de signature
89. Animation du territoire - EPIC du Domaine d'O - Désignation du Directeur - Approbation
90. Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Dénomination du stade d'honneur - Attribution - Autorisation de signature
91. Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2021-2022 - Autorisation de signature
92. Animation du territoire - Convention pour l'accueil de groupes à l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Autorisation de signature
93. Attractivité - Mission d'affaires à Daegu (Corée du Sud) du 29 novembre au 2 décembre 2021 - Participation au forum mondial des villes de l'eau - Financement de la mission - Approbation
94. Attractivité - Mission d'affaires à Helsinki (Finlande) du 30 novembre au 3 décembre 2021 - Participation au salon SLUSH - Financement de la mission - Approbation
95. Attractivité - Mission d'affaires à Heidelberg (Allemagne) du 21 au 25 octobre 2021 - Foire des vins de Montpellier Méditerranée Métropole - Financement de la mission - Approbation
96. Hors commission - Mandat spécial - Mission opérationnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à Heidelberg - Prise en charge financière de l'accueil d'une délégation officielle allemande en octobre 2021 - Approbation
97. Attractivité - Association Maison de l'Europe de Montpellier - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation
98. Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la cinquième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature
99. Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Midi Libre pour la co-organisation de la deuxième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de

signature

100. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
101. Hors commission - Rapports Annuels des Déléataires de service public de l'exercice 2020 – Approbation
102. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale BRL - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
103. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
104. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
105. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
106. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
107. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
108. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
109. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
110. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale ARAC OCCITANIE - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
111. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
112. Hors commission - Attribution de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
113. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature
114. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique, Emploi et Insertion" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
115. Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

SEANCE ORDINAIRE DU MERCREDI 28 JUILLET 2021 A 9H30

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé (es):

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.

Monsieur le Président

Bonjour à tous, chers collègues. Je propose de donner la parole à Sophiane MANSOURIA pour procéder à l'appel avant de vous donner quelques informations, et puis d'examiner l'ordre du jour de ce dernier Conseil.

Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons donc délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Quelques informations avant de commencer. Je voudrais en tout premier lieu, dans cette instance, témoigner en votre nom de notre soutien aux parlementaires qui sont victimes d'intimidations, de violences, de menaces parce qu'ils exercent leur mandat. Quelle que soit notre sensibilité, ça n'est pas acceptable. Et je voudrais ici adresser particulièrement à Jean-Pierre RICO tout notre soutien, parce qu'en sa qualité de Maire, alors qu'il était présent dans l'espace public et veillait au respect des règles qui font la vie en société, il a été l'objet d'une agression inadmissible. Beaucoup t'ont adressé cher Jean-Pierre des messages de soutien. Ici, la fonction de Maire, d' élu, c'est un engagement au service du bien commun, de l'intérêt général. Nous pouvons avoir des désaccords, des appréciations différentes, des convictions différentes, mais ça doit se faire dans le respect. Cher Jean-Pierre, ce qui s'est passé est inqualifiable, et je voulais ici publiquement t'adresser ce soutien. Je crois que c'est une opinion partagée de manière unanime par l'Assemblée.

Je voudrais également adresser des félicitations à un certain nombre de nos collègues qui siègent dans cet hémicycle pour leur élection : notre collègue Maire de Castelnau-le-Lez Frédéric LAFFORGUE qui est élu dorénavant aussi au Conseil régional ; à Christian ASSAF qui a été réélu au Conseil régional ; saluer également la réélection de Jacques MARTINIER avec Michelle CASSAR ; de Claudine VASSAS-MEJRI et de Yvon PELLET au Conseil départemental, ainsi que de Renaud CALVAT, réélu au Conseil départemental ; et – ils ne sont pas présents, mais vous leur communiquerez – Patricia WEBER et Cyril MEUNIER, également réélus. Peu importe où vous siégez dans l'hémicycle, je sais que les uns et les autres, vous aurez à cœur de pouvoir travailler dans l'intérêt du territoire de la Métropole, de l'ensemble des habitants et des habitantes.

J'adresse à nouveau publiquement, en votre nom, des félicitations à Kléber MESQUIDA et Carole DELGA, et je crois qu'à l'issue de ces élections s'ouvre résolument un nouveau chapitre dans l'histoire de notre territoire, où les logiques de conflits entre les collectivités, qui ont trop souvent prévalu, sont maintenant derrière nous. Nous aurons à cœur de travailler ensemble dans l'intérêt du territoire, pour faire avancer un certain nombre de dossiers – c'est d'ailleurs très bien engagé dans la perspective du Contrat de Plan État-Région qui sera abordé au mois de septembre. Récemment dans une réunion sous l'autorité du Préfet de Région, Étienne GUYOT, nous avons pu confirmer collectivement notre engagement sur le dossier de la Ligne à Grande Vitesse (LGV), qui sera soumis – on avait délibéré en ce sens – à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) dans les mois qui viennent, avec un premier tronçon Montpellier-Béziers, puis ensuite Béziers-Perpignan.

Autre point : évidemment, c'est la situation sanitaire. Même si nous faisons notre retour en Conseil en présentiel, nous sommes quand même tous assez inquiets. Nous avons vu notre collègue le Maire de Sète annuler la Saint-Louis. Le taux d'incidence est extrêmement élevé ; il n'a quasiment jamais atteint ce niveau. C'est un taux de 560 sur la Métropole. Il est croissant, très fort chez les plus jeunes pour l'instant, mais il tend à monter. Les hospitalisations pour l'instant sont relativement calmes, quoiqu'elles repartent. Nous sommes bien au cœur de la quatrième vague, d'où le travail qui est accompli pour vacciner, vacciner, vacciner. Hier, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) s'est positionné place Jean-Jaurès. Beaucoup de jeunes qui étaient de passage – et c'est bien normal – ont pu ainsi se faire vacciner. Nous ne pouvons qu'inciter collectivement la population, pour se protéger et protéger les autres, à se faire vacciner. Au demeurant, à l'ensemble des Maires, la Préfecture va distribuer des autotests, notamment pour les agents qui sont en lien avec le public. Au demeurant, un gros travail est fait auprès des personnels pour pouvoir offrir des créneaux de vaccination, tout comme nous l'avons fait ce week-end pour les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration, pour poursuivre la saison estivale. Nous avons des incertitudes sur un certain nombre d'événements grand public qui peuvent se tenir, mais ce que nous cherchons à faire les uns et les autres, c'est

maintenir la vie sociale, la vie économique, tout en essayant de protéger la population. D'ailleurs nous avons été très attentifs aux paroles du Président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH), le Président Jacques MESTRE, que je veux saluer. Nous sommes en dialogue régulier.

Préserver la vie économique et sociale, mes chers collègues, dans la perspective du sommet Afrique-France. Jeudi soir, Montpellier sera à l'honneur puisque sur France Télévisions le concert Africa sera retransmis, tout comme un certain nombre de concerts pendant tout le mois d'août, donnant une formidable visibilité à notre territoire, ce qui devrait permettre d'accueillir des gens pour des courts séjours et soutenir restaurateurs et hôtellerie. C'est d'ailleurs près de 230 personnes qui ont travaillé sur cette manifestation, qui sont venus d'ailleurs, et ça a pu soutenir l'activité économique. Au demeurant, l'année dernière, au 30 juillet, nous avons voté la création d'un fonds de garantie pour l'organisation des congrès, pour maintenir l'activité économique, en tout cas pour envoyer un message de confiance. Cette décision fait que le Corum a 40 événements entre début septembre et fin décembre ; c'est autant de soutien à l'hôtellerie et la restauration. Ce fonds de garantie que nous avons créé, aujourd'hui, d'autres métropoles le mettent en place pour pouvoir maintenir l'activité. Je voudrais saluer le travail de Cyril MEUNIER, de Clare HART puisqu'il y a beaucoup d'événements internationaux.

Qu'il me soit permis d'avoir des mots pour plusieurs personnalités qui ont quitté le territoire, mais servi le territoire. Bien sûr le Préfet Jacques WITKOWSKI, qui était venu s'exprimer à de nombreuses reprises devant les Maires et au Conseil de Métropole, avec lequel nous avons apprécié travailler, qui a été nommé en Seine-Saint-Denis. Saluer l'arrivée du Préfet Hugues MOUTOUH. La prise de contact a été immédiate sur l'ensemble des dossiers du territoire. Pour beaucoup de Maires concernés par la zone gendarmerie, évidemment saluer le général Jean-Valéry LETTERMAN, qui a été présent et qui a commandé nos gendarmes pendant plusieurs années, et qui maintenant va s'occuper de la communication de la gendarmerie. Et donc de saluer son successeur le général Sylvain LANIEL, avec qui je ne doute pas que nous travaillerons ardemment.

Nous parlons des gendarmes : je me tourne vers Frédéric LAFFORGUE, le Maire de Castelnau-le-Lez. Nous serons aux côtés, et beaucoup de Maires sont concernés, auprès de la famille et de l'ensemble des gendarmes, auprès de David LEDUN, qui nous a quittés à la suite d'une maladie très éprouvante et pour laquelle il y a une mobilisation pour sensibiliser à la recherche. Ses obsèques auront lieu vendredi. L'émotion sera évidemment immense. Bien sûr, nous pensons à sa famille, mais à l'ensemble des gendarmes.

Autre aspect : nous aurons à délibérer sur l'évolution de nos organismes, notamment la TaM, qui va passer de Société d'Economie Mixte Locale (SEML) en Société Publique Locale (SPL). Il a été acté lors des conseils d'administration la fusion ACM-SERM, et je voudrais saluer l'ensemble des collaborateurs des deux organismes. Nous engageons ce mouvement et c'est Monsieur Cédric GRAIL qui a été nommé Directeur.

Enfin, les Jeux olympiques ont commencé et 46 athlètes – Monsieur ASSAF en parlera tout à l'heure – sur notre territoire sont présents aux Jeux olympiques. Certains ne sont pas de Montpellier, mais s'entraînent ici – on pense évidemment à un des espoirs français de médailles : Kevin MAYER – d'autres sont pleinement issus de la vie sportive, et je voudrais ici penser à Téji SAVANIER notamment, qui a été déterminant dans le match contre l'Afrique du Sud. Téji SAVANIER est un des joueurs très prometteurs du Montpellier Hérault Sport Club et très impliqués dans la vie sportive. Je voudrais d'ailleurs publiquement aussi, en votre nom, le remercier pour son appel à la vaccination. Il a joué un rôle très important dans ce quartier de la Cité Gély où pour des raisons d'accès aux soins, on n'a pas forcément l'information. Il a été extrêmement mobilisé.

Voilà quelques informations.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 28 JUILLET 2021

Monsieur le Président

Nous avons un ordre du jour important, qui appellera des débats sur certains points, d'autres moins. Je vous propose de passer au vote sur l'ordre du jour qui comporte 115 affaires, une étant rajoutée pour la représentation à la Conférence régionale du sport et vous trouverez sur table l'annexe n° 1 de l'affaire 77 sur le tableau des emplois et effectifs. Je vous demande d'adopter ce nouveau projet d'ordre du jour. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté.

L'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 85

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 7 JUIN 2021

Monsieur le Président

Procéder au vote sur le procès-verbal du Conseil du 7 juin 2021. Y a-t-il des observations ? Des refus de prendre part au vote ? Des oppositions ? Des votes contre ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 7 juin 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 85

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Prendre acte des décisions prises entre les deux Conseils. Vous avez reçu les décisions prises. Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte des décisions.

AFFAIRE N° 1 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SPORT DE HAUT NIVEAU - DISPOSITIFS A DESTINATION DES ATHLETES DE HAUT NIVEAU - APPROBATION

M. A. MOYNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Je propose de donner la parole à Monsieur ASSAF sur les dispositifs à destination des athlètes de haut niveau et nous faire un petit point – un petit focus ou un grand focus – sur nos espoirs pour les Jeux et la vie sportive.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président, à double titre. D'abord merci de me donner la parole et merci Monsieur le Président d'avoir saisi l'importance de ce rapport en souhaitant l'inscrire en premier point de l'ordre du jour. Mes chers collègues, permettez-moi également d'associer à cette délibération mes collègues Christophe BOURDIN et Jean-Luc MEISSONNIER, qui partagent avec moi la délégation en charge des sports.

Ce rapport revêt une importance toute particulière parce que, d'abord, il s'inscrit dans un contexte particulier. Le Président l'évoquait en propos liminaires : en ce moment même, au moment où nous débattons, il y a deux joueuses du Basket Lattes Montpellier-Méditerranée-Métropole Association (BLMA) qui sont en train de disputer une demi-finale des Jeux olympiques à Tokyo, et un joueur, Téji SAVANIER, qui au même moment – à 10 h 30 je crois – disputera un match décisif pour la qualification en quart de finale des Jeux olympiques. On pourrait penser que c'est le hasard du calendrier qui veut ça, mais il n'en est rien. Chers collègues, sachez que nous envoyons en ce moment même aux Jeux olympiques de Tokyo 46 athlètes, 20 femmes, 26 hommes qui, licenciés ou s'entraînant régulièrement à Montpellier, défendent les couleurs, certes pour beaucoup de leur pays, mais surtout de notre territoire. Si j'ajoute à cela le nombre de compétitions internationales que nous accueillons sur notre territoire depuis maintenant de nombreuses années – je pourrais évoquer les coupes du monde de football féminin, masculin, les championnats du monde de patinage artistique l'année prochaine, le festival international de sport extrême, les championnats d'Europe de volley, que sais-je encore – si à cela j'ajoute également les résultats de nos équipes de première division, ce n'est pas pour rien que souvent on attribue à Montpellier le titre de capitale du sport en France – souvent discuté d'ailleurs avec Paris.

Tout ceci est le fruit d'une politique qui a été envisagée dès la fin des années 70 et qui a vu son apogée dans les années 90 et qui consistait à imaginer l'attractivité, le pouvoir de développement de Montpellier autour de trois axes majeurs qui étaient la culture, l'urbanisme et le sport. C'est en héritiers de ces politiques-là que nous venons aujourd'hui vous proposer ce rapport, qui doit constituer une des premières étapes pour refondre cette politique imaginée dans les années 90, qui porte ses fruits toujours et encore, mais qui, si elle n'est pas adaptée, modernisée, rajeunie, bref repensée, pourrait – d'ailleurs comme dans la pratique sportive – nous

valoir quelques déconvenues. Fidèle à LAMPEDUSA dans *Le Guépard*, cette délibération vous propose de tout changer pour que rien ne change, finalement.

L'idée ou l'étape que nous souhaitons franchir ici consiste en deux points. Un premier qui vise à aider directement, individuellement, les jeunes talents, ceux qui se préparent pour des compétitions internationales, ceux qui feront notre fierté aux Jeux olympiques de Paris en 2024. Ceux qui aujourd'hui on 10, 12, 13, 14 ans et pour qui la pratique du haut niveau finalement peut se confronter, se voir empêchée par des situations financières compliquées – en tout cas pour la plupart supportés par leurs parents. Et puis également appuyer, instaurer un partenariat avec des sportifs de renom, des sportifs reconnus que l'on qualifie ici d'ambassadeurs et qui doivent nous permettre là encore de rendre notre Métropole encore plus attractive, encore plus performante – si je puis dire.

Sur le volet de l'aide individuelle, nous avons souhaité non seulement venir en appui des politiques qui existent déjà, de soutien aux espoirs sportifs – politiques d'État, politiques régionales – mais pas simplement. On n'a pas souhaité n'être qu'une aide parmi d'autres, et nous donner la possibilité de pouvoir aider, dans des sports olympiques, des jeunes licenciés sur le territoire de la Métropole, des jeunes et moins jeunes sportifs non professionnels – je le précise – qui au gré de leur classement pourront bénéficier d'une aide annuelle allant de 1 000 à 1 500 euros. Ces aides ne sont pas uniquement cumulatives ; elles doivent permettre par exemple à de jeunes espoirs, à de jeunes titrés qui sont hors listes ministérielles, de pouvoir bénéficier d'une aide, et c'est souvent l'aide d'ailleurs la plus importante. Pourquoi nous avons souhaité insister là-dessus ? C'est parce que bien souvent la pratique ou la sélection pour intégrer un dispositif d'élite nationale se décide très jeune. C'est finalement lorsqu'on est très jeune et lorsqu'on n'est pas encore pris en charge par les dispositifs étatiques que l'aide financière se fait le plus grandement ressentir. C'est pourquoi nous avons souhaité inverser j'allais dire « *l'échelle des aides* », pour permettre aux jeunes espoirs de pouvoir bénéficier d'un maximum de nos aides, et ce dès le plus jeune âge. Vous verrez dans le rapport tous les critères qui sont possibles et requis pour bénéficier de cette aide.

Je voudrais juste insister sur les modalités d'instruction et d'attribution des aides. C'est un point qui a fait l'objet d'une commande très claire du Président de la Métropole, c'est-à-dire de faire en sorte que cette aide soit soumise à un comité, un comité – permettez-moi de le dire aussi clairement que ça – qui n'est pas constitué de ce que l'on pourrait appeler « *les rentiers de la politique sportive* », mais un comité qui sent le vestiaire. Autrement dit un comité qui est constitué de coachs sportifs, un comité qui est constitué d'entraîneurs, d'éducateurs, de présidents de clubs associatifs, de kinés, de nutritionnistes, de journalistes sportifs, bref de gens qui connaissent le sport et qui auront par leur expérience, par leur vécu, par leur amour de la pratique sportive, qui auront à cœur de voir et de faire émerger des futurs nouveaux talents.

Un dernier point également : les ambassadeurs et ambassadrices. Bien évidemment, à chaque fois – et nous le savons bien dans cette enceinte qui est dédiée à l'aide du sport dit d'élite – que l'on marche sur notre jambe gauche, il ne faut pas oublier la jambe droite. Les sportifs confirmés, ceux qui, de par leurs exploits – et nous espérons qu'à l'issue des Jeux de Tokyo, Monsieur le Président, nous pourrions mettre à l'honneur ces sportifs – contribuent à incarner la réussite de Montpellier. Ces sportifs-là se verront également, par le même comité, proposer des contrats dits « *d'ambassadeur* », des contrats d'une durée limitée et non renouvelables. Là encore, notre souhait est d'éviter les phénomènes dits « *de rentes* ».

Voilà s'agissant de cette première étape. Je dis première étape car, vous le verrez, et nous aurons à redébattre ici des éléments qui doivent nous permettre de refonder complètement notre politique sportive, pour qu'elle contribue tout à la fois, bien évidemment, à renforcer l'identité de notre Métropole et de notre territoire, mais aussi et surtout de faire rayonner ce même territoire au niveau national, au niveau européen, au niveau international. Voilà, mes chers collègues, en quelques mots, tout ce que nous mettons, tous les espoirs que nous mettons à travers ce rapport. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, cher Christian, pour cette présentation très complète. Est-ce qu'il y a des questions ? Je propose donc de passer au vote. Quelque chose me dit que ça va être unanime, comme un message de soutien à Téji SAVANIER qui joue à 10 h 01 – on me dit que c'est dur de capter en streaming, donc normalement la séance devrait être sérieuse.

Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - PRINCIPE DE TRANSFORMATION DE LA SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM EN SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - APPROBATION

Mme F. BRAU entre en séance (avec le pouvoir de Mme M. BORNE).

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Ça revient sur ce que j'évoquais au début : une évolution des outils qui accompagnent le développement de notre territoire. Là il s'agit d'un changement de statut de la TaM, qui est actuellement une SEML, où sont présents un certain nombre d'acteurs. Des acteurs publics, bien sûr, la Ville de Montpellier historiquement – TaM qui fut Société Montpelliéraine des Transports Urbains (SMTU) – Montpellier Méditerranée Métropole et des opérateurs comme Transdev, la Caisse des dépôts et un certain nombre d'acteurs locaux. Nous allons faire évoluer son statut juridique pour aller sur la forme d'une SPL, qui sera donc 100 % publique, où principalement la composition des membres sera celle de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

Nous opérons ce changement pour plusieurs raisons. D'abord pour des raisons de sécurisation juridique. Ça c'est un point majeur, que nous devons avoir à l'esprit. D'autre part, nous allons vers la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole. La prochaine étape est au 1^{er} septembre pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Je fais une petite incise, mais alors que nous serons demain au « *jour du dépassement* de la Terre » – dont nous sommes habitués à voir qu'il progresse, qu'il s'avance dans l'année – les mobilités décarbonées, elles, à Montpellier, dans la Métropole, elles sont accessibles, d'abord pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, puis fin 2023 pour l'ensemble des habitants de la Métropole. Au terme d'urgence écologique, voilà une réponse que nous apportons, et on conseillera à beaucoup de s'en inspirer. Fermons la parenthèse. Dans la perspective de la gratuité, pour arriver à une clarté de gouvernance, nous avons une autre SPL, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), qui est dans le champ de l'aménagement.

Voilà la proposition qui est formulée, ça appellera des délibérations, parce qu'on va changer la composition du Conseil d'administration – qui est présidé par notre collègue Laurent NISON, qui est ici.

Est-ce qu'il y a des observations sur ce point ? Madame OLLIER et Madame DOULAIN, Monsieur LÉVITA, Monsieur REVOL. Allez-y, Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Vous vous apprêtez à transformer la TaM en SPL. Comme ça, on pourrait se dire « *pourquoi pas ?* ». C'est pour cette raison qu'il faut se renseigner pour savoir ce qu'est une SPL. Une SPL, outre d'échapper aux marchés publics, permet également d'aider les amis au pouvoir. Christian JULIENNE, économiste, nous expliquait que toutes les grandes villes et les départements et autres vont être naturellement tentés de créer ces SPL pour y mettre des vice-présidences, adjoints, chefs de services et autres amis politiques heureux de devenir entrepreneurs avec l'argent des contribuables, et sans se soumettre à la concurrence. En outre, le texte lui-même contribue à un véritable appel au délit de favoritisme, à la prise illégale d'intérêts et à l'abus de biens sociaux. J'aimerais savoir comment vous allez gérer cette SPL ? Comment ça va se passer ? Il y a eu énormément de débats au niveau du Parti socialiste – qui a voté cette loi – puisque justement il y avait ce non-appel à concurrence.

Deuxièmement, il va falloir j'imagine racheter les parts de toutes les entreprises qui actuellement sont actionnaires de la TaM. Je voudrais savoir combien cela allait nous coûter ? En plus de la gratuité – la gratuité n'existant pas, je vous rappelle, puisqu'à la fin il y a toujours quelqu'un qui paie.

Monsieur le Président

Madame OLLIER, les routes sont gratuites ; nous les payons. Pouvez-vous me donner la référence de la personne et du sous-entendu que vous faites sur les administrateurs actuels de la SA3M qui sont en SPL, que vous soupçonnez qu'ils font des prises illégales d'intérêts ? Qui est cet auteur ? Parce qu'il n'est pas NOBEL, en tout cas.

Clothilde OLLIER

Je ne sous-entends rien. Je vois juste que, depuis le début de ce mandat, vous nommez systématiquement des gens qui sont dans votre majorité. Avec Madame DOULAIN, nous n'arrivons pas à accéder à des groupes de travail.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

S'il vous plaît.

Clothilde OLLIER

Systématiquement vous mettez des gens de votre majorité, et cette SPL... La démocratie, c'est de faire participer tout le monde ! Alors vous allez modifier la nature de l'actionnariat, vous allez avoir les pleins pouvoirs et une exonération des offres de marchés publics. J'aimerais bien avoir des informations là-dessus.

Monsieur le Président

Je me permets de vous demander qui est l'auteur que vous citez en référence, qui est contre le fait qu'une société puisse être 100 % publique et qui jette la suspicion ? En général, ce sont des auteurs d'inspiration très libérale – et ils ont le droit d'ailleurs. Vous en avez cité un, je voudrais pouvoir vérifier, parce qu'on va se procurer le document.

Clothilde OLLIER

Oui, je vous donnerai ce document, il n'y a pas de souci.

Monsieur le Président

Pouvez-vous le citer en séance ? Vous avez donné son nom.

Clothilde OLLIER

Oui bien sûr. Je me suis appuyée sur les propos qui ont été tenus par Europe Ecologie Les Verts dans une autre commune de France – que je vous donnerai bien évidemment. Je vous donnerai tous les documents, si vous voulez. En tous les cas, libéral ou pas, il faut ouvrir le débat et discuter sur ce changement. Ça ne peut pas être juste un point comme ça, sans qu'on en ait discuté auparavant et sans qu'on ait eu suffisamment de documents.

Monsieur le Président

Je vous remercie Madame OLLIER. Juste pour information, au Conseil d'Administration (CA) de TaM, Madame BORNE – qui n'est pas de la même sensibilité que Monsieur LAFFORGUE – par exemple, y siège. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Si je rejoins certains points de vigilance cités par Madame OLLIER, nous on se réjouit du passage en SPL. Pourquoi ? Parce que c'est toujours mieux que ce qu'il y avait avant, et ce statut, il est synonyme de reprise en main par la force publique de nos transports publics, et donc c'est une bonne chose, en l'état. C'était d'ailleurs dans notre programme et nous l'avons déjà suggéré à plusieurs reprises lors de ce Conseil. Il n'y aura pas de surprise sur notre choix, qui va vers la SPL, avec un actionnariat 100 % public.

Cependant, j'ai trois questions à vous poser, dans un objectif évidemment de préserver les deniers publics et le portefeuille des habitantes et habitants de cette Métropole. La première : vous le savez, le vrai sujet derrière ce passage en SPL, c'est la possibilité pour la TaM de récupérer les juteuses lignes suburbaines qui sont aujourd'hui dans les mains de Transdev. Ma question sur ce premier point : allons-nous en 2024 mettre fin à la Délégation de Service Public (DSP) qui nous lie avec Transdev sur cette partie du réseau ? Avez-vous prévu de mentionner dans le périmètre de la SPL et dans ses aspects statutaires cette volonté de récupérer les lignes suburbaines ? Ça, c'est la première question.

Ma deuxième question, c'est sur la méthode. Comment allez-vous faire pour racheter les parts des actionnaires actuels de la TaM ? Vous l'avez dit : la SAEMML actuelle, TaM, a dans son tour de table des actionnaires qui ne sont pas tous des enfants de cœur, et qui vont du coup vouloir récupérer leur mise.

Comment allez-vous gérer cette problématique ? Les parts actuelles de la SAEML sont-elles dévaluées du fait de la crise de la Covid-19 et des mauvais résultats ? Comment allez-vous gérer cet aspect ?

Troisième question : avec ce passage en SPL, qu'allez-vous faire, quelle est votre stratégie sur les filiales de gestion de parkings ? Il y a eu une stratégie dans le passé de multiplier les filiales avec beaucoup d'opacité, et finalement des faibles résultats en termes de bonne gestion. Clairement, on a des parkings qui sont en grande difficulté. Est-ce que ce passage en SPL va être l'occasion aussi d'arrêter ce type de filialisation et nous permettre de voir clair dans les comptes de la filiale de la société-mère, le jeu qui est derrière la création de ces Sociétés par Actions Simplifiées (SAS) ?

Vous l'avez compris : nos questions sont donc à la fois d'ordre très pragmatique et politique. Je ne suis pas toujours sûre qu'on partage vraiment à tous les instants la croyance dans la supériorité du service public sur le service privé en ce qui concerne la gestion de biens communs, ou en tout cas d'accès à des droits fondamentaux comme les transports, mais en tout cas je suis certaine que vous comprendrez la nécessité de répondre à ces questions qui sont éminemment stratégiques pour notre territoire. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Dans le rapport, vous indiquez bien que la société TaM a été créée en 1979. Nous sommes en 2021, la société a 42 ans d'existence. À ma connaissance, ses résultats sont tout à fait honorables. On a eu 42 ans sans problème de sécurisation juridique, tout d'un coup vous découvrez ce risque : je n'en crois pas un mot. Ce qui change tout, c'est effectivement la gratuité, qui vient bouleverser l'architecture de cette compétence.

Je vous renvoie – parce que peut-être qu'on n'en parlera pas – sur le rapport TaM qui nous est soumis, je ne sais plus quelle affaire c'est, 100 etc., à la page 165 : il est bien indiqué que la subvention de la Métropole à TaM est de 69,2 millions d'euros.

Je considère qu'il va falloir effectivement racheter les parts de la Caisse des dépôts et de la Caisse d'épargne. Vous ne dites pas un mot de ces négociations. Peut-être qu'il fallait attendre la discussion, la décision d'aujourd'hui.

Il va falloir couper TaM en plusieurs entités, parce que TaM a des filiales et une SPL ne peut pas avoir de filiales. Que vont-elles devenir ? Ces filiales, elles sont rentables. Vous allez donc, en les écartant, augmenter le montant de la subvention d'équilibre. Nous en sommes à 69,2 millions d'euros, alors que la gratuité n'est pas encore totalement mise en œuvre.

Conclusion : vous jouez au Monopoly avec TaM, comme vous jouez au Monopoly avec la SERM. L'ennui, c'est qu'il y a des personnes dans ces sociétés, et des personnes qui sont très inquiètes de leur avenir. Je considère que cette décision n'est pas très sérieuse. C'est la raison pour laquelle je voterai contre.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Je ne manquerai pas de vous communiquer les différentes remarques que nous avons reçu de la Préfecture sur les problèmes de sécurisation juridique. Ça ne changera sans doute pas votre vote, mais elles sont réelles. Je trouve qu'on a tout intérêt à faire en sorte que les choses se passent de manière la plus sécurisée juridiquement. D'autre part, nous avons reçu le personnel, les représentants du personnel de TaM, pour les informer de cette décision. C'était plutôt une demande d'ailleurs, qu'ils formulent de longue date. Après, c'est votre opinion et elle vous appartient. Notre but, c'est quand même de continuer à maintenir et d'améliorer une offre de transport pour l'ensemble des habitants de la Métropole.

Monsieur REVOL, et Madame FRÊCHE répondra à différents points.

René REVOL

Au-delà du débat technique et juridique, je pense qu'on commence à s'engager maintenant sur le débat de fond à ce sujet et c'est heureux. Il y a quelques années, dans cette Assemblée, j'avais défendu une double idée. Premièrement, l'idée que nous devons marcher vers la gratuité, car les transports en commun au XXI^e siècle, dans le monde du changement climatique, vont devenir identiques à ce qu'étaient les écoles au début du XX^e siècle comme enjeu de société. Et deuxièmement, pour ce faire, il nous fallait aller vers un mode de

fonctionnement qui privilégie la régie publique. J'avais défendu ça, et à l'époque, certains m'ont présenté cette idée comme une idée folle, qui allait créer des déficits massifs. En fait, c'est un débat politique qu'il faut avoir, et il est clair qu'aujourd'hui en passant à une SPL, nous faisons un pas en avant tout à fait décisif et que je soutiens, car on donne la possibilité à la puissance publique d'assumer, y compris financièrement, le défi de la gratuité des transports et du développement des transports en commun. Ce défi, il faut le relever ensemble.

De ce point de vue, je voudrais montrer qu'une SPL n'est pas nécessairement le diable en personne, puisque si vous prenez par exemple la Régie des eaux de Grenoble, qui est assez exemplaire, ou la Régie des eaux de Rennes, qui est aussi assez exemplaire, pour des situations de sécurisation juridique, à cause du périmètre de ces régies, elles sont passées en SPL, et personne ne dit que la SPL de Grenoble est plus mauvaise que la régie qui l'a précédée. Au contraire, elle en a hérité la culture. Il faut qu'on aille vers ce fonctionnement.

Je rappelle aussi que le débat de l'époque amenait certains à défendre l'idée qu'il fallait qu'il y ait un budget transport autonome et équilibré. Si on fait un budget transport autonome et équilibré, il n'y a que deux sources possibles ; il y a premièrement le versement transport des entreprises et il y a deuxièmement le fait que les usagers paient leur passage. Je signale qu'en 2016, un candidat à la présidence de la République défendait l'idée de la suppression du versement transport – je m'en souviens très très bien – et de faire que finalement tous les gens qui sont transportés paient le coût exact du transport, ce qui aurait entraîné la chute des transports en commun. Il faut comprendre qu'avec le versement transport et le paiement marginal transport, le budget transport devient nécessairement déficitaire, et que nous sommes obligés de passer par un financement public, qui assure ce défi du transport en commun. Naturellement, il faut le faire avec rigueur, il faut le faire en maniant tout ça avec une grande prudence. Mais c'est évident que nous devons aller dans cette direction. Et pour aller dans cette direction, il est clair qu'à partir du moment où un service n'est plus rentable, le privé n'y vient plus, et c'est donc à la puissance publique d'en assumer la responsabilité. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL. Je donne la parole à Madame FRÊCHE, qui va répondre sur les points.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Peut-être rappeler que la société TaM, c'est une SEML qui est actuellement détenue, dans son capital, à 46 % par Montpellier Méditerranée Métropole, à 9 % par la Ville de Montpellier et à 45 % par les autres actionnaires privés. Donc TaM reste une société anonyme. On passe juste d'une SEML à une SPL, avec pour l'instant deux actionnaires publics, la Métropole au titre de sa compétence mobilité, la Ville de Montpellier au titre de sa compétence stationnement sur voirie.

C'est évidemment d'abord pour sécuriser juridiquement toutes les modifications contractuelles issues des grands projets structurants que nous portons. Monsieur LÉVITA, au-delà de la gratuité des transports, il y a quand même les 4 Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), la ligne 5, le parking Saint-Roch, le stationnement sur voirie. Enfin, les grands projets que nous menons vont évidemment au-delà de la gratuité des transports, qui est le fer de lance d'une approche systémique sur les mobilités. Ensuite, il s'agit aussi d'évoluer dans un contexte économique qui change considérablement à cause de la crise sanitaire, qui nous oblige à avoir un partenariat financier renforcé entre la collectivité publique et la société. Enfin, il s'agit de réorganiser le capital, peut-être aussi à terme d'ouvrir le périmètre sur les mobilités. Aujourd'hui, c'est une société anonyme qui sera basée sur un actionnariat 100 % public ; on peut très bien imaginer que dans un futur proche, on puisse ouvrir ce capital à d'autres collectivités autour de Montpellier pour élargir évidemment les compétences de mobilités, qui aujourd'hui ne s'exercent que sur le périmètre administratif de la Métropole, alors qu'on sait que la mobilité dépasse largement ce périmètre administratif.

Pour Madame OLLIER, je tiens quand même à vous dire qu'en tenant ce genre de propos, vous creusez encore et encore le fossé entre les citoyens, les élus et les outils de l'action publique locale. Évidemment que les sociétés, dans le cadre d'une SPL, sont contrôlées par un comptable public, par un commissaire aux comptes, par la Cour régionale des comptes. Arrêtez de jeter en permanence l'opprobre en simplifiant des choses qui sont complexes. Le Code général des collectivités territoriales me paraît être une référence plus pertinente que celle que vous avez utilisée. La SPL réalise ses activités pour le compte, sur le territoire et sur les seules compétences de ses seuls actionnaires publics. Elle permet pour ses actionnaires la possibilité de conclure des contrats sans mise en concurrence et de les faire évoluer simplement avec plus de souplesse et de préserver des leviers d'action locaux sur la base d'une relation *in house* et d'un contrôle analogue. Ce n'est évidemment que positif. Ça veut dire qu'aujourd'hui, et pour les salariés même, c'est beaucoup plus rassurant. D'ailleurs,

ce n'est pas pour rien que les organisations syndicales ont toujours plaidé en Conseil d'administration pour la modification et la transformation en SPL. On ne prend plus le risque lorsqu'on remet en concurrence la DSP de confier le service au privé. Voilà quel est le but de la SPL. Évidemment, cette transformation a nécessité de rencontrer le personnel, d'abord pour l'informer, le rassurer sur la mise en œuvre d'une telle démarche. Le Président Michaël DELAFOSSE, le Président de la TaM qui pilote cette transformation, Laurent NISON, ont rencontré les organisations syndicales pour leur présenter les différentes étapes de cette transformation, avec l'objectif de passer en SPL au 1^{er} janvier 2022.

Concernant les différentes filiales, pour le parking Saint-Roch, ça a déjà été absorbé par la société mère, c'est-à-dire la TaM, donc le problème est réglé. Et ensuite, pour la dernière filiale qui reste aujourd'hui, c'est TaM Voirie. Celle-ci va être également absorbée par la société mère, et ça fera l'objet – parce que c'est une compétence municipale – d'une délibération qui sera présentée en septembre en Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Les personnels de TaM Voirie vont changer de convention collective, mais là aussi c'est positif, parce que la convention collective liée aux transports est plus favorable que celle de TaM Voirie.

Je voudrais pour finir saluer le travail de Laurent NISON qui conduit cette transformation, aussi du Directeur Luc EGOUMENIDES, de l'ensemble des services qui ont fait quand même preuve d'une capacité d'adaptation au cours de la crise sanitaire absolument remarquable. Notre objectif c'est la transformation le 1^{er} janvier 2022.

Pour la dernière question qui a été posée, nous sommes en train. Le Président a contacté tous les actionnaires privés qui ont toujours accompagné de manière extrêmement positive la TaM durant toutes ces années, et donc on va racheter leurs parts. Il y en a à peu près pour 2 millions d'euros, à la valeur nominale. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE, pour la clarté et la précision de vos réponses. Je mets aux voix le rapport. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 4 voix

Ont voté contre : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Clothilde OLLIER

AFFAIRE N° 3 : SOLIDARITES - CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX D'HABITATION - REGLEMENT METROPOLITAIN FIXANT LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS ET DETERMINANT LES COMPENSATIONS - APPROBATION

MM. C. ASSAF, S. COTE (avec le pouvoir de Mme V. BRUNET) et M. REYNAUD sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Je donne la parole à Madame VASSAS-MEJRI, sur une affaire très importante également.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci, Monsieur le Président. Nous allons évoquer le changement d'usage des locaux d'habitation. Quelques mots sur le contexte montpellierain. Nous connaissons tous la pression qui existe sur Montpellier et sur la Métropole, avec une forte demande en logements et une augmentation continue des prix moyens de vente : entre 2019 et 2020, plus 4,9 % sur la Métropole et plus 6,5 % sur Montpellier. En parallèle, on note une augmentation de l'offre de meublés de tourisme sur les plateformes type Abritel ou Airbnb. Sur Montpellier, on dénombre autour de 5 600 meublés de tourisme. Si cet essor n'est pas contrôlé, l'offre de logements pérennes diminuera – diminue déjà – et la tension sur le marché immobilier sera encore plus forte. Aussi, pour veiller au maintien des équilibres entre l'habitat traditionnel et les activités économiques dans les meublés de tourisme, après avis favorable du Conseil municipal de Montpellier, il est nécessaire d'instaurer un mécanisme

de contrôle et de régulation des changements d'usage des locaux destinés à l'habitation, au profit d'un autre usage, bien sûr en s'appuyant sur la réglementation, notamment les dispositions de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) qui renforce les contrôles et les sanctions, et en s'appuyant également sur des règlements déjà mis en place dans d'autres villes – qui sont assez exemplaires. Le règlement proposé soumet certains changements d'usage à une compensation, c'est-à-dire que pour obtenir une autorisation, il faut transformer en logements d'autres locaux non dévolus à l'habitation pour reconstituer la perte d'un logement par la création d'un autre logement.

Je vais vous présenter deux slides. La première concerne le cadre global. Vous voyez qu'aujourd'hui nous allons délibérer sur le règlement sur la Ville de Montpellier. En jaune foncé, vous avez 16 communes de la Métropole qui, si elles le souhaitent, pourraient délibérer en Conseil municipal sur le principe de la mise en place d'un règlement pour le changement d'usage, et nous délibérerions ensuite en Conseil de Métropole. Les 14 autres communes en jaune clair, c'est le Préfet, sur proposition du Maire, qui prendrait un arrêté. Je précise juste que ces communes sont déterminées par les services fiscaux au niveau national, et que si d'autres communes étaient intéressées, elles peuvent tout à fait suivre l'exemple de Montpellier dans les semaines ou mois à venir.

Nous allons maintenant passer sur la deuxième slide. Là, c'est le plus pratique pour vous exposer les grands principes de ce règlement. Un local d'habitation qui serait utilisé en meublé de tourisme (de type Airbnb ou Abritel), si le logement est une résidence principale, il n'y a pas de formalité, mais l'habitant est obligé de limiter sa location à 120 jours par an – il peut aussi louer une partie de ce logement, par exemple une chambre. Si le logement n'est pas une résidence principale, une personne achète, fait un investissement, il a une autorisation sans compensation, s'il est physiquement propriétaire, s'il ne demande qu'une seule autorisation pour son foyer et pour une durée limitée à deux fois trois ans – une fois trois ans, reconductible. S'il souhaite louer tout au long de l'année, il devra avoir proposé une compensation dans les autres cas. Donc il devra acheter un autre local qui n'est pas dévolu à l'habitation et le transformer en habitation, pour compenser la perte de ce logement, sachant que si c'est dans le cœur de ville de Montpellier, ça devra être dans le même quartier également, et au niveau de la superficie au moins équivalent en superficie. Si on redescend, un local d'habitation est utilisé pour un autre usage que l'habitation (commerce, activité, bureau) ; il y a une autorisation avec compensation lorsqu'il y a deux conditions : si le logement représente au moins 100 m² et s'il se situe dans le secteur sauvegardé de la Ville de Montpellier. Il y a une exception, si le logement est situé en rez-de-chaussée ou destiné à l'exercice d'une activité professionnelle libérale, ou bien destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif. Cet usage n'appelle pas de compensation dans tous les autres cas. Pour un usage mixte (l'exercice d'une activité dans sa résidence principale) : il n'y a pas de formalité pour une activité qui conduit à recevoir ni clientèle, ni marchandise, et si une activité est uniquement au rez-de-chaussée ; il y a une autorisation sans compensation si l'activité occupe moins de 50 % de la surface totale du local, du logement donc, et si l'activité n'engendre ni nuisance ni danger pour le voisinage, ni désordre pour le bâti, et si l'activité respecte le bail et le règlement de copropriété. Voilà les grandes lignes de ce règlement qui vous est proposé.

En cas de non-respect, il y a des sanctions qui seraient appliquées. Non-respect de la procédure : il pourrait y avoir une amende civile d'au plus 50 000 euros, avec remise en état de l'habitation. Une fausse déclaration, une manœuvre frauduleuse : une sanction pénale est possible jusqu'à un an d'emprisonnement et au plus 80 000 euros d'amende. Et une amende civile d'au maximum 10 000 euros si la personne loue sa résidence principale plus de 120 jours par an.

Au niveau du calendrier, le 14 juin, la Ville de Montpellier a délibéré en Conseil municipal sur le principe de la mise en place de ce règlement. Aujourd'hui, le 28 juillet, à la Métropole, nous délibérons. À l'automne 2021, nous aurons une nouvelle délibération à Montpellier pour mettre en place un numéro d'enregistrement qui permettra de parachever le contrôle des locations de meublés touristiques. Toute personne qui mettra un logement à la location, quelle que soit la durée, devra obtenir ce numéro qui figurera sur les annonces de location.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, pour cette présentation très complète, qui rend donc possible pour d'autres communes également de réguler Airbnb. Je donne la parole à Florence AUBY. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur MARTIN.

Florence AUBY

Merci Madame la Vice-Présidente de vos explications. Juste une précision : j'ai beaucoup travaillé là-dessus et j'ai mis beaucoup de temps à comprendre ce problème d'arrêté d'usage, grâce aux services qui nous ont vraiment aidés et expliqué. En ce qui nous concerne, la Ville de Lattes sera très concernée par ce sujet, puisque nous sommes une ville également sous tension démographique et nous allons également travailler pour vous présenter rapidement cet arrêté d'usage, qui se calquera, pas tout à fait exactement, mais qui se calquera un petit peu au vôtre.

Monsieur le Président

Merci, Madame AUBY. Donc on aura à délibérer, à accueillir la délibération de la Commune de Lattes. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. On le sait tous : la situation du logement, que ce soit sur la Ville de Montpellier ou sur l'ensemble de la Métropole, est extrêmement tendue. Et surtout, nous avons à gérer un paradoxe très difficile, qui est que les prix, que ce soit à l'accession ou à la location – mais il s'agit aujourd'hui de parler de location – sont extrêmement élevés, alors qu'en même temps nous avons une population dont les revenus globalement sont beaucoup moins élevés, avec un taux de pauvreté important. Donc ça nécessite une politique globale quand il s'agit de logement. Il y a des choses qui sont déjà mises en œuvre sur la lutte contre l'habitat indigne, et ça a été l'objet de la mise en place du permis de louer, pour lutter contre cette grande difficulté. Il s'agit aussi également de lutter contre la hausse des prix, parce que, bien sûr, nous avons une action sur le logement social, mais il faut être franc : ça ne peut pas tout résoudre. Parce que si nous produisons du logement social, mais qu'à côté de cela nous laissons un marché agir de façon totalement débridée, nous courons sans fin pour essayer de rattraper la situation pour nos concitoyens. Il s'agit-là d'incitation à la mise en location. C'est ce que nous avons voté aussi avant-hier en Conseil municipal à Montpellier sur la taxation des résidences secondaires, qui a aussi pour but de remettre sur le marché des logements. Aujourd'hui, à travers cette délibération, il s'agit aussi de ne pas taper évidemment – et ça a été bien expliqué techniquement, je dirais – sur les plus petits qui mettent une chambre en location ou qui arrondissent leurs fins de mois en mettant une partie de leur logement de temps en temps en location. Mais il faut bien voir qu'il y a maintenant des pseudo-professionnels de ce type d'activité, qui non seulement nuisent aux hôteliers et au marché de l'hôtellerie traditionnelle, mais aussi dénaturent petit à petit la vie de certains quartiers et c'est également un vrai problème. La Ville de Paris, par son Adjoint Ian BROSSAT, a déjà pas mal défriché le terrain, et c'est important parce qu'il y a eu des obstacles juridiques. Grâce à lui et grâce à l'action de la Ville de Paris, ça a permis un petit peu de lever ces obstacles-là et de dégager du terrain devant nous. Voilà l'importance : pouvoir remettre du logement et mécaniquement essayer d'agir sur la limitation de la hausse des prix. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MARTIN, pour votre intervention. Je veux saluer également Madame VASSAS-MEJRI, qui a pris tous ces dossiers de l'habitat et du logement à bras-le-corps. Actuellement, c'est tambour battant aussi pour présenter au second semestre la création de l'Office Foncier Solidaire (OFS), qui va être un outil très précieux pour accompagner les ménages des classes moyennes, des classes populaires dans l'accès au logement, tout en travaillant sur la sécurité juridique, parce que ce sont des dossiers très complexes. Elle porte ça.

Je propose de mettre aux voix. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et vous avez compris qu'on aura souvent des affaires à l'ordre du jour, et bientôt la délibération du Conseil municipal de Lattes. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 4 : AMENAGEMENT DURABLE - PROTOCOLE PARTENARIAL ENTRE LA SNCF ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR UNE « MOBILITE AUGMENTEE » - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. C. ASSAF, S. COTE (avec le pouvoir de Mme V. BRUNET) et M. REYNAUD, entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 4. Madame FRÊCHE. Protocole partenarial entre la Métropole et la SNCF.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. En décembre, vous avez rencontré le Président de la SNCF, Jean-Pierre FARANDOU. Vous avez convenu tous les deux de l'importance d'établir finalement une plus grande proximité entre la SNCF et les territoires, pour une meilleure coordination de son action, pour apporter une réponse plus cohérente et plus adaptée aux spécificités finalement de chaque territoire. C'est la première fois que la SNCF conventionne avec une métropole. En général, la SNCF conventionne avec la strate régionale. Vous avez souhaité et vous avez proposé à Jean-Pierre FARANDOU que Montpellier Méditerranée Métropole soit la première métropole à conventionner avec la SNCF. Pour arriver à cette convention et à ce protocole d'accord, la SNCF et les services de la Métropole ont créé des groupes de travail sur différents secteurs et différents axes, qui correspondent aux demandes des citoyens, avec la volonté de les traduire concrètement en solutions techniques viables pour les concrétiser sous échéance de 1 000 jours.

Le premier axe de travail concerne la desserte d'abord de Montpellier et l'optimisation de l'offre de service entre la gare Saint-Roch et la gare Sud de France. On appelle ça l'expérience et le confort usagers. Donc à cette fin, nous devons travailler pour établir un titre combiné train-tram-bus, avec la connexion de la ligne 1 jusqu'à la gare Montpellier Sud de France. Il faut aussi améliorer l'adaptation des horaires de l'arrivée des trains, avec évidemment la grille des horaires de nos transports en commun. Il y a plein de gens qui vont à Paris pour la journée ou dans d'autres métropoles : il faut améliorer le stationnement vélo – c'est l'objet d'un décret qui a été pris au mois de juin, qui oblige la SNCF notamment à augmenter le nombre de places sur le Pôle d'Échanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la gare Sud de France et la gare Saint-Roch.

Enfin, deuxième axe de travail : il faut optimiser le doublet de ligne fret-voyageur et le système de déplacement dans l'aire urbaine, et structurer l'étoile multimodale montpelliéraine. Finalement, c'est le RER express dans l'aire urbaine de 800 000 habitants, évidemment en complémentarité entre le ferroviaire et la route, entre Lunel et Sète. Pourquoi ? Parce que les haltes ferroviaires aujourd'hui constituent une pierre angulaire et stratégique dans le système mobilité de la Métropole. C'est évidemment à l'intérieur de la Métropole le PEM de Baillargues, 8 minutes de la gare Saint-Roch, le PEM de Villeneuve-lès-Maguelone, 5 minutes de la gare Saint-Roch. Nous défendons la mise à jour de l'étude de faisabilité d'une halte à Sablassou, à Castelnau-le-Lez. Mais au-delà, c'est un système qui fonctionne avec la halte ferroviaire de Lunel, la halte ferroviaire de Vergèze-Codognan et la halte ferroviaire de Sète.

Enfin, c'est évidemment dans ce protocole un soutien indéfectible à la phase 1 de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), qui est fondamentale pour compléter le doublé de ligne à l'Ouest de la Métropole, notamment ce qui nous permettra d'augmenter de manière notable le nombre de sillons sur le PEM et le nombre de trains sur Villeneuve-lès-Maguelone. Les groupes de travail ont aussi intensément travaillé sur le fret ferroviaire, avec l'articulation sur la logistique urbaine, avec une attention particulière qui doit être portée sur la valorisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF, dans le cadre de la mutation de la Ville et des stratégies du développement métropolitain. Je pense notamment aux emprises foncières à côté de la gare Saint-Roch ou dans le secteur de la Restanque, à Vendargues ou à l'Ouest de la Métropole.

Enfin, le dernier axe de travail concerne la sûreté en gare et dans son proche environnement. Nous avons d'ailleurs demandé dans le cadre de la Métropole que nos deux gares, gare Saint-Roch et gare Sud de France, bénéficient de l'expérimentation Vision sûre, qui aujourd'hui est actuellement en cours à Paris gare du Nord. Ce protocole fera évidemment l'objet de bilans au fur et à mesure, et des modalités de suivi ont été définies et seront partagées régulièrement entre les deux Présidents. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE, pour cette présentation très complète. Monsieur LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez, très intéressé et engagé sur le PEM.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues, chère Julie, je voulais vraiment vous féliciter pour ce travail de coordination. Si on remonte un petit peu dans le temps, l'étude de faisabilité de la gare TER à Sablassou date de 2008. Aujourd'hui, avec cette signature, on a une coordination totale entre les services de la Métropole et les services de SNCF. Je pense très sincèrement que l'on va pouvoir avancer sur ces dossiers. Je ne compte pas que Castelnau-le-Lez ; bien sûr, il y a Villeneuve-lès-Maguelone, le PEM de Baillargues. Ce projet de RER express – je sais que la Présidente de Région l'avait appelé « RER de la mer », liant à la fois l'Est et l'Ouest de la Métropole – nous permettra d'avoir une offre complète de transport, et à la fois avec les liaisons de lignes de tram, c'est le cas à Sablassou puisqu'on aura aussi le bus à haut niveau de service, la ligne 1, le réseau express vélo à proximité. On a vraiment de véritables pôles d'échanges, à la fois à l'Est à l'Ouest de la Métropole, qui nous permettront de répondre aux critères de mobilité. En tout cas, je tenais à vous féliciter et à vous remercier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Véronique est également concernée, avec Villeneuve-lès-Maguelone, qui est à 5 minutes. Madame le Maire, chère Véronique.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Oui, effectivement, on est ravis de cette délibération, parce qu'augmenter l'offre de train sur Villeneuve-lès-Maguelone, ça va permettre plus facilement à certains habitants de Villeneuve-lès-Maguelone, mais pas que, de rejoindre Montpellier en 5 minutes. Après, il faut bien garder en ligne de mire que la gare est à 2 kilomètres du centre de Villeneuve-lès-Maguelone : donc il y a un problème de desserte, un problème d'accès, un problème de parking qu'il va falloir résoudre. Là-dessus, on a besoin de toutes les forces avec nous. Et puis il va falloir aussi promouvoir cette gare auprès des citoyens, particulièrement des Villeneuvois, parce qu'en fait ils la connaissent assez mal. Merci beaucoup en tout cas.

Monsieur le Président

Madame le Maire, vous avez parfaitement raison. Madame FRÊCHE, l'ensemble des équipes de la Métropole sont mobilisées. Villeneuve-lès-Maguelone : 5 minutes en TER de la gare Saint-Roch. C'est vrai que c'est méconnu, et là on a une alternative de très grande qualité aux migrations domicile-travail, aux déplacements automobiles. Il faut qu'on la rende extrêmement lisible. Vous avez parfaitement raison. Je vais donner la parole à Cyril – brièvement s'il te plaît, parce qu'en fait j'allais conclure.

Cyril MEUNIER

Très rapidement, juste pour rappeler qu'il y a Villeneuve-lès-Maguelone, mais il y a également Maurin, qui est à 5 minutes de la gare. Et ça va pouvoir permettre le développement de ce quartier.

Monsieur le Président

On va faire une belle campagne de promotion de cette gare sur toute cette zone d'activités, tout comme Jean-Luc MEISSONNIER, avec le PEM de Baillargues, pour lequel on a une expérience d'autopartage au demeurant qui se déploie et qui joue un rôle également structurant sur la partie Est de la Métropole.

Madame FRÊCHE a été très complète. Je voudrais quand même avoir des mots. L'histoire ferroviaire et Montpellier, si certes on a la première ligne de chemin de fer développée sur le territoire national pendant la révolution industrielle, nous sommes un territoire qui n'est quand même pas bien doté. Nous n'avons pas d'étoile ferroviaire, à l'image de Toulouse, de Lyon, de Lille, de Rouen, d'un certain nombre de métropoles. Nous sommes dans une situation où, d'une certaine manière, SNCF, Réseau Ferré de France (RFF), l'ensemble des acteurs ont plutôt été moins positionnés sur notre territoire. Lors de la rencontre avec le Président FARANDOU – qui a commencé sa carrière comme cheminot à Rodez, si ma mémoire est bonne et qui est maintenant le patron de la SNCF – c'est un petit peu ce qu'on a posé en termes de constat. Notre territoire a besoin d'être accompagné, on a besoin de travailler ensemble et on a besoin d'avoir des relations extrêmement fluides, efficaces sur l'ensemble des sujets de mobilité, notre Métropole étant celle qui connaît l'une des croissances démographiques les plus importantes. Effectivement, on va être les premiers en France à avoir ce type de convention. Nous la signerons le 29 septembre et ce sera la première Métropole. Puis le sujet de la sécurité, nous pouvons l'aborder ensemble. On l'a évoqué lors du précédent Conseil, sur la police des transports. Mais les ambiances de gare doivent absolument être traitées. Ça a été une demande d'ailleurs des représentants du monde économique faite à Monsieur CALVAT récemment, en disant que là, il y a un enjeu, il y a un enjeu d'accueil et d'ambiance quand on arrive notamment à la gare Saint-Roch. Donc là on va pouvoir coordonner nos actions, et au demeurant on va aussi sans doute travailler ensemble un petit peu à la

transformation de l'espace public, pas de manière très importante mais quand même avoir des interventions pour que la rue de Maguelone, qui accueille les usagers du TER, les usagers du TGV, puisse – c'est la première entrée de la Métropole – mieux recevoir.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de cette unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 5 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY - LIGNE 5 - DECLARATION DE PROJET D'EXTENSION DU CENTRE D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES HIRONDELLES (CEMH) DE LA MOSSON DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA 5EME LIGNE - APPROBATION

M. R. CAIZERGUES sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5. Cela concerne la ligne 5. C'est dans le budget prévu sur la ligne 5 pour un projet d'extension du centre d'exploitation et de maintenance des Hirondelles, qui est le centre à la Mosson, qui va jouer un rôle croissant aussi dans l'apprentissage de tous les métiers autour du tramway. Comme nous allons avoir des rames supplémentaires, il faut d'ores et déjà se livrer à une première extension.

Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FRÊCHE sur ce dossier ? Il n'y en a pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 6 : AMENAGEMENT DURABLE - NOUVEAU DEPOT DE TRAMWAY ET BUS - CENTRE D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE (CEM) DE GRAMMONT - PROGRAMME, ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE, ENGAGEMENT ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. R. CAIZERGUES entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Nous poursuivons sur la question des dépôts et des lieux de maintenance des tramways et des bus – je l'ai évoqué en Conférence des Maires. Parce que le dépôt de Jeune Parque est trop petit, celui qui est situé au Sud, vers Lattes. Donc à terme, cette emprise foncière sera vendue et nous permettra de financer l'opération. Nous devons réaliser un nouveau dépôt, à la fois tram mais surtout bus, et surtout bus à hydrogène, pour pouvoir accueillir les bus à haut niveau de service. Le site qui a été retenu, parce qu'on a la maîtrise foncière, c'est le site de Grammont. A la fois ça nous permettra de répondre aux besoins de maintenance et d'accueil de l'ensemble des objets de mobilité – que ce soit le tramway ou le bus à hydrogène – mais ensuite de mettre en place une desserte commerciale, une branche de la ligne 1 qui permettrait de faire un parking relais à l'entrée de Montpellier – nous en avons ici besoin – et d'assurer une desserte du site de Grammont, qui est un site important où se trouve le cimetière intercommunal, se trouve le Zénith, se trouvent de nombreux terrains de sport, se trouvent d'innombrables pratiques de loisirs des familles. Quitte à avoir un nouveau lieu, autant qu'il puisse aussi servir au grand public. Là on lance les procédures de concertation. C'est un calendrier qui ira au-delà de ce mandat, mais c'est un chantier structurant et nécessaire pour TaM.

Nous aurons à terme donc deux dépôts, celui des Hirondelles à la Mosson et celui de Grammont, celui de Jeune Parque ayant vocation à être valorisé, et pour lequel nous aurons un échange autour des enjeux probablement de développement économique, en fonction des mutations qu'on va pouvoir identifier sur la zone.

Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Juste une idée qui pourrait être intéressante. À partir du moment où on fait un parking relais, essayer de négocier avec Autoroutes du Sud de la France (ASF) et surtout l'État la possibilité d'une entrée directe dans ce parking à partir de l'A709 ; ça réglerait une bonne partie des risques que prennent nos concitoyens sur l'A709 le matin en attendant de pouvoir rentrer sur le rond-point dit « du Zénith », qui n'est toujours pas favorisé, même depuis le doublement de l'autoroute. Mais je ne parle que pour les anciens.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Vous ouvrez d'ores et déjà la concertation. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - DISPOSITIF D'AIDE A L'ACHAT DE VELOS A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE - PROLONGATION - MODIFICATION DU REGLEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 7. Madame FRÊCHE, vous avez la parole pour présenter la délibération.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Dans le cadre de la politique volontariste que nous menons sur les infrastructures cyclables, nous prolongeons le dispositif d'aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) jusqu'au 31 décembre 2021. Ce dispositif a déjà permis l'achat de plus de 11 000 VAE sur le territoire de la Métropole, pour un chiffre d'affaires généré chez les vélocistes de plus de 20 millions d'euros. C'est un énorme succès qui évidemment ne se dément pas, avec un flux constant de demandes de l'ordre de 200 dossiers déposés par semaine. Nous avons un délai de traitement compris entre 2 et 3 mois. Donc évidemment, c'est ce succès qui nous a conduits à prolonger la mesure pour permettre à un maximum d'habitants de faire le choix d'une solution du déplacement plus économique, plus performante, plus rapide, meilleure pour la santé, et qui est finalement pour certains une véritable alternative à l'usage de la voiture individuelle. L'aide est toujours universelle, c'est-à-dire sans condition de ressources, d'un montant de 500 euros pour les VAE neufs et de 200 euros pour les VAE d'occasion.

Dans le cadre de cette politique, nous avons mis en place une instance de concertation avec tous les vélocistes du territoire de la Métropole. Parce que je rappelle évidemment que les achats sur la plateforme Amazon sont exclus du dispositif, et donc pour bénéficier de l'aide, il faut absolument acheter son vélo chez un des vélocistes du territoire de la Métropole, ce qui favorise évidemment l'emploi local et le maintien des emplois sur le territoire.

Il ne nous aura pas échappé qu'aujourd'hui il y a une situation de pénurie mondiale. Notamment, aujourd'hui, il y a un équipementier au Japon, Shimano, qui aujourd'hui fournit près de 65 % de toutes les pièces détachées de l'industrie du vélo, que ça soit les guidons, les freins, les roues... Il y a un enjeu aussi parallèlement – et d'ailleurs ce sont des conversations et des discussions qu'on a eues avec Olivier SCHNEIDER, Président de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB), lors du congrès sur la structuration d'une filière au niveau européen – cette pénurie aujourd'hui touche aussi bien les VAE que les vélos mécaniques. On a fait depuis la mise en place du dispositif trois réunions avec l'ensemble des vélocistes du territoire, et les vélocistes nous ont dit « aujourd'hui on rencontre une pénurie sur les VAE ; si vous mettez maintenant en place une

aide sur les vélos mécaniques, on risque finalement d'aggraver cette situation de pénurie sur les deux parcs ». Donc nous maintenons évidemment notre position : nous voterons un dispositif propre aux vélos mécaniques, mais pas tout de suite, conformément effectivement aux discussions que nous avons eues avec les vélocistes – qui d'ailleurs étaient assez unanimes sur le sujet.

Peut-être un dernier élément : nous avons entendu au cours de cette concertation la volonté d'intégrer dans ce dispositif un kit d'électrification, qui est capable de faire passer un vélo musculaire standard en VAE avec une batterie. C'est donc un nouvel élément dans ce dispositif, que nous pourrions financer à hauteur de 50 % du prix d'achat dans la limite de 200 euros par kit.

Je voudrais aussi dire que, dans le cadre du système vélo, chaque année aujourd'hui en France 400 000 vélos sont volés, ce qui fait un vélo par minute. Sur les nouveaux cyclistes, cela donne une statistique assez problématique : un quart des cyclistes qui se sont mis au vélo mais qui se font voler leur vélo, finalement, abandonnent la pratique. Il y a vraiment un enjeu extrêmement fort de multiplier sur le territoire les stationnements sécurisés. Raison pour laquelle nous venons de commander 40 box sécurisés pour les implanter dans le territoire de la Métropole, fin d'année 2021-début d'année 2022. Ce sont des box sécurisés qui sont accessibles par carte et via l'application M-Ticket, de 6 à 60 places, et qui seront positionnés dans les PEM, en bout de ligne du tramway, devant les résidences avec des petits collectifs où les gens ne peuvent pas monter à pied leur VAE, devant les résidences sociales ou même les résidences pour les étudiants.

Dernier mot aussi : nous venons de proposer à tous les Maires de la Métropole d'adhérer au programme « *Objectif employeur pro-vélo* ». C'est un dispositif qui est financé par les certificats d'économie d'énergie, qui pourrait permettre aux communes de sensibiliser leur personnel à l'usage du vélo, notamment au travers d'ateliers de remise en selle, parce qu'effectivement, quand on n'a pas fait de vélo depuis un petit moment, se mettre au VAE n'est pas forcément évident. J'invite tous les Maires de la Métropole à adhérer à ce dispositif. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Je propose d'ouvrir la discussion sur cette délibération. Madame DOULAIN, qui proposera un amendement, Madame OLLIER, Monsieur SAVY, Monsieur MEUNIER.

Alenka DOULAIN

Merci. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, chers collègues. On est évidemment ravis d'apprendre le succès du nombre de demandes d'aide à l'acquisition de vélos électriques – je ne le répéterai jamais assez – ainsi que les moyens financiers considérables qui sont mis derrière. On l'a vu : plus d'1 million d'euros ont été redistribués aux Métropolitaines et Métropolitains, et ça aide évidemment à sortir de l'autosolisme, ça aide à avoir un basculement de nos modes de transport vers des transports moins polluants. On se félicite aussi de l'extension de l'aide vers les kits d'électrification, qu'on avait également portée, et qui était conseillée par les associations de vélocistes et associations de représentation des usagers.

Mais j'ai quand même souhaité déposer un amendement, je vous l'ai envoyé hier – je m'excuse d'ailleurs des délais. Parce que vous l'avez dit, certes, les vélocistes ne sont pas forcément pour aujourd'hui une extension des aides à l'acquisition sur du vélo mécanique, mais ce qu'on peut aussi comprendre d'un point de vue simplement économique : entre vendre un vélo à 2 000 euros et à 500 euros, ce n'est pas la même chose. Par contre, les associations représentant les usagers et les cyclistes à Montpellier, depuis le début, elles vous ont invités à rapidement étendre ce dispositif aux vélos mécaniques ou musculaires. C'est ce que je vais porter, parce que je pense qu'aujourd'hui il ne faut pas opposer du tout ces différents types de vélos. Il n'y a aucune raison de mettre en concurrence le vélo mécanique avec ou sans assistance. C'est tout l'objet de mon amendement.

Ce qu'on propose – je vous l'ai envoyé par mail, mais je le reprécise – c'est une aide de 200 euros pour l'acquisition d'un vélo mécanique neuf, qu'il soit pliable ou classique, évidemment dans la limite de 50 % de la valeur d'un vélo neuf ; une aide de 500 euros pour les vélos cargos, triporteurs ou remorques sans assistance électrique dans la limite de 50 % de la valeur d'achat neuf ou d'occasion ; et puis une aide de 50 euros pour l'acquisition d'un vélo mécanique d'occasion – parce que c'est effectivement très important – acheté chez un revendeur de la Métropole. Je reprécise pourquoi c'est important, l'extension sur les vélos mécaniques : c'est que – vous l'avez bien dit – il y a une vraie peur chez les nouveaux cyclistes, mais aussi chez les anciens, de se faire voler son vélo. Et plus son vélo a une valeur importante, plus il y a de risque de se faire voler.

Donc je le redis, la solution du VAE, ça répond à certains usages, et on le soulignera et on votera pour aussi pour ça ; mais ce n'est pas suffisant et il y a des personnes qui ne rentrent pas dans ces enjeux-là. Il y a aussi – je l'ai dit lors du dernier Conseil – mais il y a une véritable question de moyens financiers. Madame FRÊCHE, vraiment je le redis. Même avec les aides importantes, il y a un reste à charge qui fait qu'il y a plein de personnes qui ne peuvent pas acquérir du coup un vélo électrique. Et puis il y a aussi des gens, par conscience écologique, qui ne le font pas parce qu'ils ne souhaitent pas s'équiper de batteries au lithium. Je pense que cet amendement c'est vraiment un amendement de bon sens et je souhaite qu'il soit soumis au vote pour que les personnes qui pensent que toute mesure de transition écologique, environnementale, doit prendre aussi ces aspects de solidarité, ces aspects sociaux. Merci pour votre écoute et de soumettre au vote cet amendement.

Monsieur le Président

Madame OLLIER, vous avez la parole.

Clothilde OLLIER

Je soutiens pleinement l'amendement proposé par Madame DOULAIN. Je voulais juste ajouter un point. C'est que, pour pouvoir acheter effectivement un vélo à assistance électrique, il faut d'abord pouvoir le payer. Qui a les moyens de mettre 1 500 euros dans un vélo ? C'est extrêmement cher. Quand on a des moyens financiers limités, c'est très difficile d'avancer l'argent pour le vélo. On voit qu'on donne cette aide sans condition de ressources, ce qui est tout de même problématique puisque, du coup, on va se retrouver avec des gens qui ont les moyens de se payer un vélo, qui ont cette aide, alors que ceux qui ne les ont pas ne peuvent pas. Enfin, qui peut avancer 500 ou 1 500 euros pour un vélo ? C'est extrêmement compliqué. C'est pour ça qu'à double titre j'appuierai l'amendement porté par Alenka DOULAIN, puisqu'il permettrait à des personnes qui ont peu de moyens de pouvoir s'acheter un vélo d'occasion ou un vélo mécanique, qui coûte beaucoup moins cher. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame OLLIER. Monsieur SAVY.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je pense qu'effectivement l'objectif, c'est celui de respirer dans la Ville et puis décongestionner la Métropole. Effectivement je pense qu'il ne faut pas opposer les deux types de vélo, mécaniques et VAE. Il faut au contraire différencier ce qui relève du vélo qui peut être utilisé au quotidien tous les matins dans une ville encombrée aujourd'hui, et la pratique du vélo mécanique qui sans doute emporte d'autres usages, d'autres types d'utilisateurs aussi. L'idée, c'est de concurrencer la voiture et donc l'autosolisme sur des parcours de moyenne distance, c'est-à-dire sur la première, deuxième, voire troisième couronne de la Métropole sur des trajets de 10-15 kilomètres environ. Le VAE, lui, a été démontré en France comme un outil convaincant, permettant de dynamiser le report modal depuis la voiture vers les écomobilités. La preuve avec les 11 000 dossiers déposés depuis l'année dernière : c'est autant de voitures en moins dans la Métropole. Plus de 50 % des trajets font moins de 8 kilomètres – on le sait – sur la Métropole. La moyenne de déplacement en VAE, c'est 19 km/h ; c'est beaucoup moins en vélo mécanique (13 km/h) et en voiture d'ailleurs c'est encore moins (15 km/h). On sait que si on veut créer ce report modal à l'échelle de moyennes distances, il faut aussi permettre d'aller relativement sereinement – j'allais dire un peu vite – sur son lieu de travail.

Et deuxième élément : c'est la topographie. Juvignac compte des pentes à 19 et 21 %. Il n'est pas du tout évident qu'on puisse transférer d'un point de vue modal la possibilité pour des Juvignacois par exemple, mais aussi pour des Murviellois, puisqu'avec Julie FRÊCHE et puis un certain nombre d'élus de l'arc Ouest nous avons sillonné il y a 10 jours l'Ouest montpelliérain à vélo pour trouver des alternatives au cheminement voiture sur des chemins ruraux : ce n'est pas si facile de prendre les pentes de Murviel. Je sais qu'il y a beaucoup de dossiers sur Murviel qui ont été déposés pour un VAE. Et Isabelle TOUZARD pourrait le confirmer : il est très difficile en vélo mécanique, si on n'est pas sportif, de se décider à venir à Montpellier pour bosser. Je crois que le VAE répond aujourd'hui à quelque chose qui est de l'ordre du changement cognitif. On profite de la Covid-19 pour ça. Je crois qu'il faut, cette première marche, l'encourager. Si demain les vélocistes raisonnent autrement, et Julie FRÊCHE l'a évoqué, je pense qu'il faudra réfléchir dans un second temps. Mais d'ici là, la prime vaut jusqu'au 31 décembre 2021. Et je crois que c'est une vraie réussite politique pour toute la Métropole et pour tous les élus que nous sommes.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire de Juvignac, cher Jean-Luc. Je donne la parole à Monsieur MEUNIER, qui est notre Vice-Président en charge de l'attractivité, et la communication qu'il va faire est de toute première importance pour le Conseil de Métropole, justement autour des enjeux du vélo. Cher Cyril, et merci par avance.

Cyril MEUNIER

Je crois que peut-être qu'un certain nombre d'entre vous n'en avez pas eu connaissance, mais nous avons eu il y a quelques mois une très mauvaise nouvelle, puisque le groupe Schneider a arrêté une de ses usines qu'il avait sur notre territoire et mis à mal l'embauche de 80 personnes, et ceci nous avait mobilisé au niveau des services économiques – et je tiens à remercier en particulier Chahira BENZAOUI et Philippe BOULET, qui est derrière moi. On a fait en sorte de se rapprocher très rapidement du groupe Schneider. Alors, vous allez me dire « *mais qu'est-ce que ça a voir avec le VAE ?* » : il va falloir être un peu patient, ça arrive.

Nous avons mis en place, les services de la Métropole, tous les contacts et toute la dynamique qui était la nôtre pour pouvoir retrouver un repreneur. Objectif : reprendre l'usine, qui est une usine propre et totalement, quasi-moderne et neuve, et puis essayer de permettre aux 80 personnes qui y travaillaient de trouver une solution de reclassement ou de repositionnement. Avec Michaël, nous étions allés voir les syndicats, il y a de cela 4-5 mois, et on s'était engagés, lui et moi, à ce que nous mettions tout ce qui était possible en place. Il s'avère qu'aujourd'hui les 80 personnes ont retrouvé un emploi, soit par Schneider qui a évidemment reclassé une partie de son personnel, de très fortes qualités et capacités et compétences. Puis on a eu souvent des demandes de visite d'usine. D'ailleurs, pour tout vous dire – et s'il y a bien un exemple qui va vous montrer qu'on est en grave difficulté sur l'aspect économique – nous avons eu à étudier en dernière lecture quatre dossiers de reprise de l'usine qui tenaient la route. Donc ça veut dire qu'aujourd'hui, quand on a une usine à Montpellier qui voit partir son propriétaire et son activité, on peut espérer qu'il y ait quatre personnes, quatre groupes qui soient capables de racheter cette usine. C'est rare et je pense qu'il y a pas mal de territoires en France qui nous enverraient. Je vous rappelle qu'on a 700 demandes par an d'installation d'entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'on en satisfait péniblement 200 – c'est quelque chose qu'on doit garder en tête.

Je reviens maintenant : qui a remporté « le pompon » ? La société qui a remporté « le pompon », c'est-à-dire le droit de racheter cette usine en reprenant 12 des personnes qui étaient déjà employées dedans – et je tiens à les en remercier – c'est une société qui est sur le vélo électrique et les trottinettes électriques, et qui est maintenant dans l'activité de vente de pièces détachées et de distribution directe ou par internet de ces biens. C'est une jeune société, qui a été montée par deux Montpelliérains, portés par leur famille, que beaucoup d'entre nous nous connaissons, et qui aujourd'hui, en un an et quelques, sont arrivés à un chiffre d'affaires de 10 millions d'euros. Ils ont pour objectif grâce à cette usine d'être le leader français – et bientôt je l'espère européen – en vente directe de pièces détachées. Il y a aussi, dans le cadre de cette implantation, la possibilité sur la continuité du terrain qui est derrière, de pouvoir mettre des usines de production, puisque comme l'a dit tout à l'heure Julie, il est vrai qu'il faut que, sur ce domaine-là – comme sur le domaine de la santé, on en a parlé au moment du début de la crise, de la pandémie – nous reprenions la main sur l'industrialisation de ces différents points. Ça positionne notre Métropole une fois de plus en avant sur la problématique des mobilités douces et de l'utilisation des VAE. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril pour cette information. Effectivement aujourd'hui, sur le vélo comme sur d'autres sujets, nous sommes dépendants du monde, sur les matières premières, sur tout un tas de points. Le travail qui a été fait pour essayer de relocaliser de l'activité ou en implanter répond à l'écosystème du vélo, ça permet d'avoir une opportunité ici de développement. Ce n'est pas un dossier simple : ça a été très dur lors de la rencontre avec les organisations syndicales. Je sais que d'autres l'ont fait et ça permet d'envisager un développement d'une activité de production autour du vélo. Madame FRÊCHE a commencé en parlant de la géographie : le Japon, la Chine, la Thaïlande. Là on peut commencer à parler de Montpellier. C'est important que cette communication ait lieu dans ce débat et merci beaucoup de ton implication comme Maire de Lattes et comme Vice-Président en charge de l'attractivité.

On va passer au vote, juste en indiquant que nous ne sommes pas hostiles à l'aide pour le vélo mécanique – surtout pas – mais que nous le ferons dans une temporalité. Déjà, ce dispositif est très novateur : c'est le plus ambitieux de France. En plus, il intervient en parfaite harmonie avec les dispositifs de la Région et du Département, qui sont eux sur critères sociaux exclusivement.

On croise beaucoup de gens, cher Jean-Luc d'ailleurs, qui disent « moi, l'intégralité de mon vélo plus une part employeur a été prise en charge par le soutien des puissances publiques, et donc c'est très bien » – souvent, notamment les gens du CHU. Il y aura le moment venu une aide au vélo mécanique. Il faut le faire en lien avec les professionnels, qui ne sont pas des spéculateurs, qui ne sont pas des profiteurs. Ce sont des entrepreneurs, d'ailleurs passionnés par leur métier, qui recrutent à tour de bras, et c'est bon signe. La nouvelle d'avoir un lieu sur les pièces détachées va contribuer à rendre plus fort l'écosystème du vélo. Nous prolongeons jusqu'au 31 décembre le dispositif d'aide à 500 euros. D'ici là on pourra, dans le cadre du comité de pilotage, voir à quel moment on met en œuvre l'aide sur le vélo mécanique en lien avec les professionnels. Au 31 décembre, il faudra de toute façon réfléchir à un autre dispositif, parce que l'aide à 500 euros, elle ne va pas pouvoir couvrir tout le mandat – parce que Monsieur le Vice-Président aux finances me rappelait qu'il fallait déjà être attentif.

Donc je n'appelle pas à voter pour l'amendement de Madame DOULAIN, que je mets aux voix naturellement. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est favorable ? L'amendement est rejeté.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

*Pour : 3 voix
Contre : 85 voix*

Je mets aux voix la délibération. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Elle est unanimement adoptée, et j'en remercie l'ensemble des collègues qui travaillent sur ce dossier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 8 : AMENAGEMENT DURABLE - ADHESION A L'ASSOCIATION VELO ET TERRITOIRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Adhésion à l'association Vélo et territoires. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 9 : AMENAGEMENT DURABLE - DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PARCELLAIRE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA CINQUIEME LIGNE DE TRAMWAY - SECTEUR OUEST – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 9. C'est relatif à la ligne 5 de tramway sur une enquête parcellaire sur la partie Ouest. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 10 : AMENAGEMENT DURABLE - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DE LA TAM - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. AKBARALY sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Contrat de DSP. Avenant n° 4. Madame DOULAIN, vous les avez envoyés à l'ensemble des membres du Conseil, donc présentez vos amendements. Ensuite, Madame FRÊCHE répondra. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole sur cette affaire ? Madame OLLIER. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Chers collègues. Aujourd'hui vous nous proposez au vote cet avenant. Il y a deux choses dans cet avenant à la DSP avec la TaM. La première, c'est la deuxième tranche de gratuité. Et puis un autre élément important, c'est tout simplement ce que vous avez appelé une optimisation de l'offre – qui est en fait une réduction de l'offre de transport en commun sur Montpellier.

Depuis le début du lancement de la gratuité, on est relativement coutumier un petit peu de vos trébuchements, et il y a un caractère un petit peu brouillon à ce dossier. Il y a eu l'affaire en juillet dernier sur la question de, dans quelle mesure vous baisserez le prix des abonnements, puisqu'il y avait la gratuité le week-end. Normalement, il fallait le baisser de 25 % ; vous avez dit 10 %, parce que vous n'aviez pas forcément les financements. Ensuite il y a eu le petit pas de côté sur la question de la gratuité pour les moins de 26 ans, que vous avez finalement dû faire pour les moins de 18.

Vous vous êtes un petit peu contredit – ça, à la limite, on en est plutôt coutumier, ça ne m'étonne pas. Par contre là, ce que vous mettez dans cet avenant, vous mettez deux choses à la fois, en même temps, et c'est vraiment ça qui me choque. Vous mettez l'extension de la gratuité et une baisse de l'offre. Je crois que – et j'en appelle aux autres conseillers métropolitains – ici, personne n'a signé pour ça. Nous, on l'a déjà dit : pour qu'un service public de transport soit considéré comme efficace, il faut qu'il soit attractif. Être attractif : il n'y a pas que le levier du prix du ticket, on le sait. Il y a aussi la question de l'amplitude horaire, il y a aussi la question de la fréquence horaire des lignes. Je crois que ça, c'est vraiment important de l'avoir en tête.

Pour ceux qui n'auraient pas forcément lu l'avenant – parce que je l'ai envoyé hier, il n'était pas joint directement dans la délibération qui nous a été envoyée dans la convocation – il y a marqué qu'il y a une réduction de 20 % du service sur la ligne 4 de tram, et puis vous avez une réduction de service sur 8 lignes de bus (la 6, la 7, la 8, la 11, la 12, la 13, la 14 et la 51). C'est beaucoup sur Montpellier ; je crois qu'il y a une ligne qui concerne Castelnau-le-Lez. À titre d'exemple, sur la ligne 4 – c'est une ligne qui est vraiment importante, parce qu'elle connecte l'ensemble des lignes de tram – il y a des habitants qui sont concernés par cette ligne, comme les habitants de Près d'Arènes, où il n'y a pas vraiment d'autres alternatives que cette ligne-là. Il y a les 4 000 élèves du lycée Jean-Mermoz qui vont être impactés, qui vont être entassés dans cette ligne. Je ne prends qu'un exemple, sinon, sur les lignes de bus dont vous avez décidé de réduire la fréquence : la ligne 12, vous passez tout simplement à un bus par heure, voilà. On est la septième ville de France, et on a sur une des lignes un bus par heure, au calme ! En plus, concrètement, ce sont 300 000 kilomètres de service par an qui vont être supprimés, et donc on revient grosso modo au niveau de notre service de bus d'avant 2019.

La mise en place de la gratuité, on l'a dit depuis le début : personne n'est contre sur le principe évidemment. C'est un horizon qu'il nous faut atteindre. Mais on a toujours dit, nous, qu'en termes d'armature de transport public aujourd'hui on n'y était pas, parce qu'il y a encore beaucoup trop d'investissements à mettre en place. Aussi – je vais souligner ce point – depuis le début, vous me dites : « *Madame DOULAIN, vous ne comprenez pas ; il va y avoir certes une baisse des recettes de fonctionnement ; par contre, on ne touchera pas aux dépenses d'investissement* » – et on l'a vu : il y aura les bus à haut niveau de service, etc. Mais on le sait : il y a une autre manière de répondre à cette baisse des recettes de fonctionnement. C'est tout simplement de baisser aussi – entre guillemets – les dépenses. Parce qu'en fait, quand on parle de l'attractivité, il n'y a pas que la question « *est-ce qu'il y a des nouvelles lignes ?* » ; il y a aussi la question de l'amplitude et de la fréquence horaires – je vais vraiment l'appuyer parce qu'on sait que c'est stratégique – et ça, c'est très simple : ça veut dire plus de dépenses de fonctionnement. C'est là qu'on voit que ça touche aussi le budget de fonctionnement, parce qu'il faut plus de conducteurs et de conductrices. C'est aussi simple que ça.

Je ne vais pas vous mentir : depuis le début, il y a des gens qui me disent : « *Madame DOULAIN, franchement, sur la gratuité, vous avez perdu, les gens ils sont contents, c'est pour leur pouvoir d'achat, c'est impossible* ». Je suis désolée, mais là ce que je vois, ça me révolte. Je sais que ce n'est pas facile de porter ce discours, mais pour moi, j'ai aussi des gens qui viennent me voir et me dire « *moi, j'ai peur d'arriver au travail en retard et je me prends des blâmes parce qu'on a souvent des retards sur certaines lignes* ». J'ai aussi des femmes qui me disent « *franchement la ligne 4 le soir, c'est entre 20 et 25 minutes d'attente, j'ai vraiment peur* ». J'ai aussi des gens qui me disent qu'ils en ont marre de passer énormément de temps dans les transports parce que c'est long et ça a un impact sur leur vie privée. Pour moi, une mesure de pouvoir d'achat, si derrière c'est pour dégrader la qualité de vie des Montpelliéraines et des Montpelliérains, et des habitants de cette Métropole, la copie est vraiment à revoir. J'en ai un petit peu marre d'avoir l'impression que ce dont vous avez surtout peur, c'est de perdre la face, par rapport à ce dossier. Peut-être que vous voulez faire bonne impression à Paris et vous avez sûrement un agenda national, mais moi ce n'est pas le mien. Mon agenda, c'est celui que la qualité du service permette d'augmenter le nombre de gens qui vont prendre les transports en commun. C'est mon seul cap. C'est ma seule obsession. C'est le seul levier qu'il faut qu'on actionne.

Du coup ma question est limpide : est-ce que pour financer votre gratuité, vous avez décidé de dégrader le service de transport de notre Ville pour faire des économies sur les coûts de fonctionnement ? Si oui, par rapport à cet avenant, quel est le coût des économies que vous avez prévu sur la base de ce service ? Si vous faites des économies de ce type pour cette deuxième tranche de gratuité, quelles seront celles que vous allez effectuer pour la gratuité finale ? Arrivera-t-on à des suppressions de lignes que vous justifierez, car les usagers ne sont plus que deux, comme l'a fait par exemple votre prédécesseur sur la question des pistes cyclables ?

J'ai quand même décidé de pas forcément me résigner, je vous propose quand même deux amendements – pour être force de proposition, parce que c'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur – pour pallier ces manquements sur l'avenant que vous nous proposez au vote. Le premier, c'est de rajouter dans la liste des bénéficiaires à la gratuité les personnes qui sont bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire et de l'aide médicale d'État. C'est pour se conformer à la loi. C'est parce qu'aujourd'hui avec la gratuité vous n'avez pas vraiment revu toute la grille de tarification sociale, et je pense que ça doit être fait assez vite. Et puis on le sait : ça sera sans coût pour la Collectivité, puisque ce public se retrouve déjà obligé à utiliser les transports publics sans pour autant en être solvable. Et puis le deuxième : c'est évidemment de supprimer l'ensemble des réductions de service, que vous appelez « *optimisation* », dans cet avenant, parce que je trouve ça évidemment choquant. Il y a juste sur la ligne 13 où ça nous semble ok de passer à 8 à 9 minutes, parce que c'est une ligne où on connaît le fait qu'on puisse éventuellement en réduire la proposition de service. Mais sur toutes les autres, et notamment sur la ligne 4 de tram, c'est extrêmement choquant. Merci pour vos réponses.

J'en profite, parce que Madame FRÊCHE tout à l'heure...

Monsieur le Président

La parole est à Madame OLLIER, puisque vous avez dépassé votre temps.

Alenka DOULAIN

Je la poserai tout à l'heure, il n'y a pas de problème.

Monsieur le Président

Voilà. Vous aviez terminé, donc on est bon. Allez-y, Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Effectivement, deux points nous sont proposés. Je vais revenir sur le point que j'exprimais en tout début de Conseil : la gratuité, ça n'existe pas. Rien n'est gratuit. Il y a toujours quelqu'un qui paye. Donc la gratuité n'existant pas, vous avez fait le choix de cette gratuité. Cette gratuité, il va falloir la payer : on va voir petit à petit arriver des choses pour pouvoir payer cette gratuité.

Sur le premier point, sur les plus de 65 ans, pourquoi cette gratuité ? Bien sûr, c'est ce que vous avez promis dans votre proposition de campagne. Mais pourquoi ne pas lier cette gratuité aux revenus, par exemple comme c'est fait sur Grenoble, en fonction du coefficient CAF, on va payer plus ou moins de tarifs de transport, en fonction de ses revenus, ce qui est plutôt plus logique que de faire une gratuité totale pour des gens qui ont les moyens de payer les transports pour leurs enfants, ou des aînés qui ont les moyens de payer leurs transports.

Tout comme pour le vélo électrique dont on parlait tout à l'heure.

Deuxième chose : je souscris aux propos de Madame DOULAIN – bien évidemment – mais je rajouterai que c'est bien surprenant, mais toutes les lignes qui sont suspendues, toutes les lignes où le service va se dégrader, c'est quartier Saint-Martin, La Paillade, Paul-Valéry, La Martelle. Ce sont des quartiers qui sont des quartiers qu'on dit « *populaires* ». Moi j'aime bien les gens populaires et je ne comprends pas pourquoi, une fois de plus, on va dégrader les services pour ces gens-là qui, justement, n'ont pas accès au vélo électrique, puisque c'est trop cher de mettre 1 500 euros dans l'achat d'un vélo. Deuxièmement, on leur diminue l'offre de transports en commun, pour des gens qui n'ont pas forcément les moyens d'avoir un véhicule. Je ne comprends pas comment vous fonctionnez. Enfin si, je crois comprendre : vous voulez à tout prix faire passer votre gratuité, et petit à petit on va diminuer l'offre. Alors, est-ce qu'il ne serait pas plus intéressant justement, pour inciter les personnes à prendre le bus ou le tram, d'avoir une offre correcte plutôt que d'aller systématiquement détruire le service public en diminuant le nombre de trams et en diminuant le nombre de bus, puisque ce qui fait qu'on va prendre le bus, c'est bien le fait qu'on va être sûr d'avoir un bus à l'heure ? Merci.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Madame FRÊCHE va vous répondre.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Effectivement, plusieurs choses. Vous le savez : c'est un article de la délégation de service public, la politique tarifaire. En fait nous prenons un avenant 4 pour compenser à l'euro près la gratuité des transports phase 1 le week-end depuis le 5 septembre 2020, ainsi que la phase 2 à partir du 1^{er} septembre 2021. Moi j'aime bien recevoir des leçons. Mais les leçons de gens qui ont toujours été contre la gratuité des transports pendant toute la campagne électorale, effectivement, c'est moins crédible. Quelques chiffres quand même pour montrer l'efficacité de cette mesure. Aujourd'hui 90 000 pass week-end ont été délivrés, près de 56 000 sur l'application M-Ticket. Les pass moins de 18, plus de 65 ans : la gratuité n'est pas encore en place et nous avons déjà près de 10 000 pass moins de 18, plus de 65 ans qui ont été délivrés, ce qui fait que près de 100 000 personnes, ça veut dire plus que le nombre d'abonnés depuis vingt ans sur le réseau, bénéficient de la gratuité des transports.

J'apprécie, Madame OLLIER, votre leçon sur la tarification sociale et solidaire. Mais la tarification sociale et solidaire, c'était le combat des années 70 sur l'économie des transports. Le monde a changé. Il ne vous a pas échappé que tous les réseaux sont confrontés au financement des compensations induites par près de 50 % de baisse de la fréquentation pendant la crise sanitaire. Evidemment, l'économie des transports est en train de considérablement changer. On s'inscrit dans ce changement, parce que ça correspond aujourd'hui à l'aspiration des jeunes qui marchent pour le climat, une solution pour l'urgence climatique, une solution aussi pour donner du pouvoir d'achat aujourd'hui. Un abonnement, Madame OLLIER, ce sont 423 euros. Allez dire à toutes les familles aujourd'hui qui vont économiser 423 euros par an que c'est inutile. Parce qu'aujourd'hui le non-retour au droit pour la tarification sociale et solidaire est estimé à près de 40 %. Nous opérons une compensation à l'euro près dans le cadre de la délégation de service public.

Sur les propos de Madame DOULAIN, qui sont évidemment totalement erronés, disproportionnés, excessifs, il y avait une DSP qui a été votée en 2018, et en fait l'ancienne équipe, avant les élections municipales, avait pris un avenant pour modifier les éléments de la DSP. Nous revenons simplement aux engagements contractuels qui nous lient à travers cette délégation de service public avec la TaM. Aujourd'hui, les modifications sont de l'ordre d'un passage de 8 à 9 minutes, ou de 9 à 10 minutes. Lorsque vous parlez, Madame, de la ligne 12 qui dessert le pauvre quartier Saint-Martin – mais tout ce que nous faisons pour le quartier Saint-Martin... Aujourd'hui vous dites passage 1 heure. Non. On maintient 30 minutes en heures pleines et c'est effectivement 60 minutes pour les heures creuses. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus personne qui prend ce bus, parce que vous avez la ligne 4 qui dessert les arrêts Restanque et Saint-Martin, et ensuite vous avez la ligne 3 au Nord avec l'arrêt place Carnot. Effectivement les gens on a fait le constat que les week-ends, parce que c'était gratuit, ils prenaient les tramways. Il faut arrêter aussi, il faut entendre aussi les gens qui trouvent ça insupportable de voir passer des bus qui circulent à vide. Aujourd'hui, les gens, ça les choque. Aujourd'hui, quand vous voyez un tramway, quand il y a un couvre-feu à 18 h et il y a des tramways qui circulent à 19 h-20 h, on les a maintenus pourquoi ? Pour évidemment, les gens qui continuent à travailler en horaire de couvre-feu. Il y avait des gens qui nous interpellaient dans la rue en disant « *mais Madame FRÊCHE, mais Monsieur le Président, Monsieur DELAFOSSE, qu'est-ce que c'est que ces tramways et ces bus qui circulent à vide ?* ». Donc arrêtez un petit peu vos leçons de morale.

Aujourd'hui nous revenons à l'équilibre et donc nous prenons cet avenant 4 pour compenser à l'euro près la gratuité.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE, de vos propos. Le réseau va d'ailleurs continuer à évoluer, puisque nous aurons l'occasion d'en parler par une présentation sur les bus à haut niveau de service. De la même manière que, parfois, nous ne sommes pas bien compris. Ce n'est pas simple, le changement, mais sur l'avenue de la Justice de Castelnau, Henri-Mares, Marius-Carrieu, le bus n° 15 – qui était prisonnier des embouteillages – a une voie dédiée, donc améliore la desserte de trajet de 8 minutes, et nous avons donc ainsi optimisé. Les premiers à nous remercier de ce choix, c'est les conducteurs TaM, quand on va les saluer au dépôt le matin, ou pour le bus n° 6 à Clemenceau. Donc nous revenons à la DSP telle qu'elle existait avant 2019. Il y a ci et là des ajustements.

Il y a un mot qui a été employé sur le service public – là, le service public de la mobilité. La réalité, c'est que dans une trajectoire budgétaire pas évidente, tout le monde en est conscient. Une des oratrices me demandait en Conseil municipal de faire ici des exonérations, de mettre plus de moyens là ; il faut faire des choix. On ne peut pas raser gratis, on fait des choix. Je remercie tous les Maires, qui souvent dans cette Assemblée s'expriment toujours avec mesure et précision, représentant leurs administrés, de soutenir ces choix : gratuité du weekend et au 1^{er} septembre nous serons la plus grande Métropole à appliquer la gratuité des transports, moins de 18 ans, plus de 65 ans. Les moins de 18 ans, c'est une aide pour les familles qui sont impactées par la crise. Mais c'est surtout un message d'espoir pour la jeunesse – Madame FRÊCHE l'a très bien dit – qui marche pour le climat, sur les mobilités décarbonées. Pour les plus de 65 ans, pourquoi nous avons fait ce choix aussi ? Quand on a plus de 65 ans, après ce qu'on a vécu, les gens avaient peur de sortir de chez eux. Tous ici, tous les Maires ont eu des anecdotes : « *on a fait Noël en Zoom avec nos petits-enfants ; on a vécu reclus chez nous* » – d'ailleurs ce sont les Maires qui souvent sont allés prendre des nouvelles de nos aînés. Là, avec la gratuité, c'est la réappropriation du territoire de la Métropole, c'est la possibilité de sortir. Nous avons notre trajectoire, à l'horizon fin 2023. Si bien sûr les finances nous avaient permis d'étendre plus, d'aller sur les plus de 60 ans, les moins de 26 ans, nous l'aurions fait. Mais la responsabilité, la bonne gestion financière nous éconduisent, donc on fait la gratuité par étape. J'entends que rien n'est gratuit, c'est vrai, rien n'est gratuit. C'est pour ça que nous réfléchissons bien à l'allocation, des contributions communes que sont les impôts. Mais dans le même raisonnement les routes sont gratuites, l'hôpital public, l'école...

Voilà l'esprit qui nous anime : c'est aujourd'hui un grand service de la mobilité. Croyez-moi, avec les investissements que nous faisons et que le Conseil de Métropole consent sur la ligne 5 du tramway, le bus à haut niveau de service, les mobilités actives et en particulier le vélo, nous agissons à la fois avec un esprit de justice sociale, une exigence environnementale, pour améliorer et garantir le droit à la mobilité. Voilà quel est l'esprit qui anime. Vous avez tous vu comment Madame FRÊCHE s'est emparée de sa délégation, avec conviction et surtout extrême rigueur, pour piloter l'ensemble des dossiers.

Je mets donc aux voix. Je n'appelle pas à soutenir les amendements de Madame DOULAIN. Qui est pour les deux amendements présentés ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Les amendements sont rejetés.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 81 voix

Je mets aux voix la délibération n° 10. Qui s'abstient ? Qui est contre ? La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION - PACTE DE GOUVERNANCE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Mme T. AKBARALY entre en séance.

MM. R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. SEBLIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Pacte de gouvernance. Mes chers collègues Maires, vous avez délibéré dans l'ensemble des Conseils municipaux sur cette affaire. Je veux saluer ici le travail de Michelle CASSAR et de Renaud CALVAT, qui ont mené ce dialogue pour redéfinir, conformément à la loi, l'esprit de notre intercommunalité – qui doit naturellement avoir une gouvernance apaisée, où on travaille au service de l'intérêt général – et qui a défini à travers ce pacte un certain nombre de règles pour pouvoir avancer ensemble. Il y aura notamment des assises territoriales qui regrouperont l'ensemble des élus des Conseils municipaux, de ces hommes et femmes impliqués dans l'avenir de notre territoire, pour bien connaître la Métropole, ses enjeux et travailler collectivement dessus.

Il y a d'autres aspects qui figurent dans ce document, qui a obtenu un avis unanime des communes.

J'ouvre le débat si besoin. Madame DOULAIN, Madame GIMENEZ, Monsieur LAFFORGUE, Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur REVOL. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. On nous demande d'adopter le Pacte de gouvernance de notre Métropole. Je m'étais exprimée sur ce sujet lors du Conseil municipal et je le redis : il y a vraiment des choses extrêmement positives dans la démarche qui a été la vôtre, notamment sur la concertation avec les communes, sur l'intention d'instaurer des règles de fonctionnement démocratique pour notre Assemblée. Je rappelle que c'était également quand même l'intention lors du pacte de confiance en 2015, donc il faut rester extrêmement vigilant pour pas que ce soit juste des belles paroles. Il y a de belles choses dans ce pacte : il y a l'ouverture notamment des commissions aux élus municipaux, la volonté de partager des équipements. Bref, une démarche de coopération et de mutualisation, que nous saluons évidemment. On sera quand même un petit peu regardant dans les années à venir sur la dimension liberté communale, qui est parfois agitée pour parfois cacher un manque de courage sur des sujets comme l'urbanisation, la chasse et j'en passe.

Mais en tout cas, je rappelle ma surprise : c'est que j'ai l'impression qu'il y a un grand absent de ce pacte ; c'est quand même les citoyens et les citoyennes. J'avais formulé une proposition qui est relativement simple, qui est aujourd'hui beaucoup appliquée dans d'autres collectivités, notamment du Parti socialiste, qui est la mise en place d'une sorte « *d'Assemblée du futur* » qui pourrait un petit peut-être la suite de notre Conseil de Développement – qui aujourd'hui, clairement, n'arrive pas à créer ce lien entre citoyens, société civile et notre instance. Je pense ça serait très très positif. On pourrait imaginer du coup se baser sur le Conseil de Développement, mais un petit peu l'augmenter et tout simplement y mettre aussi des représentants de la société civile, des acteurs économiques, des chercheurs, des ONG, mais aussi des élus. Et puis évidemment la moitié de ces citoyens pourraient être tirés au sort et viendraient composer cette Assemblée. Cette Assemblée, elle pourrait plancher sur des sujets qui concernent la souveraineté alimentaire de notre territoire, la question de la souveraineté énergétique, la question du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) aussi qui va beaucoup nous occuper dans les années à venir. Je suis un petit peu étonnée qu'on n'ait pas quand même cherché à investiguer ce type de solutions, qui en fait ne sont pas si complexes. D'ailleurs je rappelle que par exemple la Commune de Grabels, avec son Conseil citoyen de transition écologique, c'est un peu dans cet esprit qu'elle s'inscrit. Ce n'est pas si compliqué à mettre en place, ça demande peut-être un changement de paradigme, mais ça me semble intéressant.

Sinon, il y a des mesures qui avaient été proposées, il me semble, dans les échanges sur la question de ce pacte et de son impact sur le règlement intérieur. Du coup, je présenterai deux amendements sur l'affaire n° 12, qui sont des propositions extrêmement simples, pas du tout coûteuses. Vous verrez : il y en a même une qui nous permettrait de faire des économies – je les présenterai à ce moment-là. C'était juste pour vous expliquer le sens de ma démarche sur ces sujets. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Je considère que vous aurez donc présenté vos amendements dans votre intervention. Et puis ils ont été connus. Madame GIMENEZ, vous avez la parole.

Clara GIMENEZ

Je vous remercie. Je tiens à saluer le travail qui a été effectué en lien avec les communes pour l'élaboration de ce Pacte de gouvernance, et un certain nombre d'avancées, notamment l'implication des conseillers municipaux des 31 communes dans la vie de notre Métropole. Néanmoins, avec mes collègues du groupe « *Communiste et Républicain* » de la Ville de Montpellier, on s'abstiendra sur cette affaire, contre laquelle nous avons voté en Conseil municipal de la Ville. Non pas sur le contenu du pacte – puisqu'on estime qu'il n'est pas si mal – mais sur le principe de métropolisation, qui nous conduit à voter un pacte pour que les communes soient un peu respectées. Le principe même de l'existence d'un pacte est quelque part un problème pour nous.

Ce n'est pas une surprise pour vous, puisque mon collègue Hervé MARTIN s'était abstenu sur le passage en Métropole en 2014. Il indiquait déjà les raisons de ce vote en exprimant les dangers qui nous guettaient avec la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM). Cette loi, pour les Communistes, conduisait à quatre écueils majeurs. Le premier, c'est évidemment l'éloignement du citoyen des lieux de décision en amenuisant le pouvoir des conseillers municipaux. Ensuite, l'organisation de l'austérité en réduisant les dépenses publiques ; baisse des dotations de l'État, qui amène à nous jeter dans les bras du privé, alors qu'on aurait besoin de services publics, et à développer la privatisation d'un certain nombre de dossiers. Ce qui conduit mécaniquement à la création de nouveaux espaces de profits et évidemment à la mise en concurrence des territoires.

Si nous sommes opposés à la Métropole, ce n'est pas parce qu'on est des *boomers* rétrogrades, adorateurs des principes révolutionnaires de 1789 qui ont instauré les communes, qu'on serait contre le progrès, mais bien parce qu'on pense que les maires et les conseillers municipaux, élus directement en tant que représentants de leur commune, peuvent coopérer sans pour autant déléguer la plupart de leurs compétences à une superstructure, et qu'ils peuvent travailler pour répondre aux défis de la période, notamment les défis sociaux et environnementaux. Nous sommes persuadés que la priorité actuelle est bien de répondre à ces enjeux-là, sociaux, humains, environnementaux des habitants de notre territoire. On est convaincus que la Métropole ne permet pas – en tout cas telle que définie par la loi – d'y répondre de manière optimale, que ça ne permet pas proximité, solidarité et développement de services publics. Néanmoins nous espérons que le pacte tel que proposé nous permettra de travailler en bonne intelligence, d'adoucir un peu les effets de la métropolisation pour répondre aux défis de la période. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ, de votre intervention, qui correspond à vos convictions, qui sont tout à fait respectables. Monsieur LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez.

Frédéric LAFFORGUE

Nous avons voté à l'unanimité à Castelnau-le-Lez le 29 juin dernier le Pacte de gouvernance. L'opposition avait proposé deux amendements sur ce sujet. Pour éviter des contraintes juridiques, puisqu'on était au niveau du Conseil municipal, j'ai proposé à Mathilde BORNE de vous adresser un courrier de proposition d'amendement aujourd'hui. On a signé conjointement – opposition et majorité de Castelnau-le-Lez – en vous demandant deux points. Le premier concernant un délai sur l'envoi des dossiers. Mathilde avait proposé 5 jours ; on s'est mis d'accord pour 3 jours, pour que l'administration ait le temps quand même de réagir entre le Bureau des Maires et des Vice-Présidents, et l'envoi des dossiers, pour que les conseillers métropolitains aient le temps d'étudier les dossiers. Le second, que tous les conseillers municipaux puissent être destinataires des documents. On a échangé avec Renaud CALVAT à ce sujet. Bien sûr, il y a aussi un problème d'information dans le timing jusqu'au vote. Là aussi, peut-être à regarder comment on peut adresser à tous les conseillers municipaux, est-ce que ça peut passer aussi par le biais des DGS une fois que c'est voté, et adresser tous les rapports aux conseillers municipaux. On vous a adressé vendredi un courrier conjoint entre Mathilde BORNE et moi-même, afin de vous proposer ces deux amendements, et éviter tout problème juridique qui aurait été voté en Conseil municipal et qui aurait pu bloquer la procédure de ce Pacte de gouvernance. Merci de bien vouloir en prendre compte.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LAFFORGUE. Je réponds à la fin du débat, bien sûr. Madame VASSAS-MEJRI.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci, Monsieur le Président. Je disais qu'à Castries, évidemment, nous avons voté favorablement sur ce pacte. Simplement, il y a eu une proposition qui n'était pas inintéressante. C'était de régulièrement – peut-

être une fois par an, comme vous le prévoyez au niveau de la Métropole – inviter l’ensemble des élus sur le périmètre du secteur, d’autant plus que les dossiers vont être de plus en plus travaillés sur le secteur. Il serait intéressant de les associer à un moment donné à une réunion commune, tous les conseillers municipaux du secteur en question, pour nous Cadoule et Bérange.

Monsieur le Président

Bien reçu. René REVOL, Maire de Grabels.

René REVOL

Nous, au Conseil municipal, nous avons longuement discuté de cette question. D’abord, on voudrait se féliciter et remercier beaucoup Monsieur CALVAT et Madame CASSAR pour le temps pris pour discuter avec chaque commune sur ces dossiers, parce que ça a été une élaboration collective. On a émis quelques vœux – je ne les répète pas, puisque ça partage les vœux qui ont été exprimés par Castelnau-le-Lez et par Castries. On voudrait associer de plus en plus. Je signale à ce sujet que les conseillers municipaux ont particulièrement approuvé le fait d’être associés maintenant directement aux commissions. Il faut avoir conscience du changement de fonctionnement par rapport aux mandatures précédentes, où les commissions étaient relativement méprisées, rapides et inefficaces, sauf quelques-unes qu’on arrivait à maintenir, mais pour le reste, elles n’étaient guère utilisées – ça me paraît important. L’association de tous les Maires au Bureau de Métropole, qui fait qu’ainsi les communes sont liées.

Je partage totalement naturellement les critiques sur le phénomène de métropolisation exprimées par Madame GIMENEZ ou par Madame DOULAIN. Je les partage d’autant plus facilement que, moi, j’ai voté contre le passage en Métropole, avec sept autres communes. Nous appliquons la loi puisque nous sommes passés en Métropole, mais il faut que nous corrigions les défauts liés à la métropolisation. On les corrige par exemple avec la jurisprudence qu’on a introduite depuis le mois de juillet dernier, qui fait qu’aucune des actions menées par la Métropole sur le territoire d’une commune n’est déclenchée sans que, préalablement, il y ait eu une discussion avec le Maire et la commune concernée – ça concerne tous les domaines dans lesquels nous avons une compétence métropolitaine. Il n’y a rien de pire que ce qu’on a pu vivre dans les années précédentes, où nos concitoyens découvraient des travaux qui avaient lieu sur une commune et que le Maire n’était même pas informé de ces travaux et quand on posait des questions, on ne nous répondait pas. C’est extrêmement important d’introduire ça, qui permet de garantir le principe constitutionnel de la libre administration des communes. Ce principe constitutionnel, il peut être remis en cause par le développement de la métropolisation, c’est pour ça qu’il faut maintenir dans le fonctionnement de la Métropole cette capacité aux communes, parce que c’est nous qui sommes élus directement.

Ça m’amène à mon dernier point, qui est dans la délibération qu’on avait adoptée, qui n’est pas proprement dit un amendement, parce qu’il s’agirait d’une délibération spécifique qu’il faudrait qu’on discute à l’échelle de la Métropole pour la mettre en œuvre. Moi aussi, comme vous Monsieur le Président, je salue par courtoisie républicaine, comme on le fait régulièrement, tous ceux qui ont pu être élus au dernier scrutin, ou comme nous-mêmes lors de l’élection du mois de juin dernier. Mais il n’a échappé à personne que quasiment aucun d’entre nous n’a été élu avec plus de 20 % des inscrits. Il n’a donc échappé à personne qu’il y a une crise démocratique majeure, et qu’elle n’est pas uniquement due à la crise sanitaire. Dans un tel contexte, nous avons la responsabilité, dans toutes nos décisions sur notre mandature, pas simplement de dire « *nous avons été élus, nous appliquons notre programme* » – ce n’est déjà pas mal, parce que ce n’est pas toujours le cas – mais aussi de faire que nous puissions consulter les citoyens. C’est pour ça qu’il faut mettre en œuvre des procédures, qui peuvent aller jusqu’au référendum d’initiative citoyenne. Naturellement, il ne s’agit pas de multiplier les votes qui pourraient paralyser l’activité. Il s’agit de choisir sur quelques éléments structurants la manière avec laquelle nous allons mobiliser nos citoyens, car aucune politique n’est efficace uniquement par sa mise en œuvre par l’administration. Une politique n’est efficace qu’à partir du moment où elle est partagée par la majorité des citoyens. La démocratie qui précède une décision, ce n’est pas une perte de temps ; c’est un gain de temps. Voilà pourquoi nous avons voté cette délibération à l’unanimité en Conseil municipal, avec l’opposition comprise ; tout le monde était d’accord avec ça, mais on a rajouté ce point et il faudra qu’un jour on discute comment, à l’échelle de la Métropole, on introduit plus de démocratie directe. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Jean-Luc SAVY, Maire de Juvignac.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, je voudrais remercier Renaud CALVAT et Michelle CASSAR pour le travail effectué, d'avoir déjà délibéré dans différents pôles les points qui ont été abordés autour de principes et valeurs forts, que notre équipe à Juvignac rejoint fortement sur les solidarités, sur le respect des identités communales, sur les principes de coopération, sur les modes de gouvernance. Finalement, ce document traduit fidèlement ce à quoi nous avons travaillé, puisque Renaud CALVAT et Michelle CASSAR – il faut le savoir – avait demandé à chacun des Conseils municipaux de bien vouloir s'exprimer sur un contenu qui pouvait refléter leurs propres principes et leurs propres valeurs. Les élus de Juvignac sont en phase avec les principes qui ont été repris dans ce Pacte de gouvernance. Je crois qu'au contraire il ne s'agit pas d'effacer les entités communales, mais vraiment de se rassurer là-dessus. Il s'agit au contraire de démultiplier le rayonnement de chacune des communes au profit d'un territoire plus large, tout simplement, à savoir celui d'une « *communauté de destin* ». On a des documents d'urbanisme, des documents en matière de déchets, on a de grands sujets de mobilité et d'énergie qu'on ne peut pas travailler morcelés à 31. Bien évidemment que la coopération à 31 est absolument nécessaire sur différents sujets, mais de ce qui relève des compétences métropolitaines, aujourd'hui, je pense qu'on ne peut pas faire autrement que de rationaliser à grande échelle un outil qui, pour moi, revient à la proximité, parce que les structurations de travail à l'intérieur, présentées dans le pacte, à savoir associer tous les Conseils municipaux, mais aussi les élus des Conseils municipaux, les rencontrer une fois par an, la Conférence des Maires, associer tous les Maires avec les Vice-Présidents dans des entités organisatrices.

Je souligne aussi le travail qui est mené aux côtés de Michaël DELAFOSSE par Olivier NYS. Ce qui est en train d'être mené en termes de miroir administratif à ces principes politiques doit se traduire dans le fonctionnement des services publics de qualité, là où effectivement – moi je rejoins René et d'autres interventions – ça péchait, où effectivement on avait une culture montpelliéraine qui n'était pas à l'image métropolitaine parce que les choses se construisent lentement évidemment, c'est un paquebot métropolitain – ce n'est pas péjoratif de ma part. Il faut structurer tout ça, donner du corps et donner une acculturation, mener une campagne d'acculturation pour que cette administration qui rend le service public soit beaucoup plus efficiente, à l'échelle de ses principes et valeurs politiques.

Effectivement, un document c'est un document : on verra. Moi j'ai confiance dans les hommes et les femmes qui sont en train d'être mis en place, avec une organisation très très différente de ce qui valait, non plus en silos mais en transversalité. Je vois bien que, sur ces grands sujets, on va avoir une administration, en tout cas autour de de l'équipe qui est en face de moi, compétente. Moi j'ai plutôt foi en l'avenir. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jean-Luc. Renaud.

Renaud CALVAT

Merci. Rapidement, Monsieur le Président. Moi aussi, m'associer à vos remerciements, Monsieur le Président, à l'ensemble des Maires qui ont participé aux différentes réunions – elles ont été intenses, riches – et on voit que de nombreux collègues ont travaillé et sont venus enrichir nos réflexions, à Michelle, à moi et à Étienne ROSSIGNOL, qui a aussi beaucoup travaillé avec nous sur la réalisation de ce Pacte de gouvernance.

Je veux juste rappeler que ce document est un document issu de la loi de 2019 Engagement et Proximité, et ce document à vocation uniquement à préciser les relations entre la Métropole et ses mairies. Il n'est pas le règlement intérieur. Il est un des éléments du règlement intérieur, mais il n'est pas le règlement intérieur, et il n'exclut bien évidemment aucune autre forme d'action que l'Institution peut et met en place dans sa relation aux citoyens : le règlement intérieur peut prévoir d'autres actions. Notre pratique citoyenne politique, cher René, peut prévoir et prévoit d'autres actions de relations entre l'Institution et ses citoyens. Mais ce document-là, il ne peut aborder que les relations entre la collectivité intercommunale et les membres de l'intercommunalité que sont les communes.

Concernant Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, la question du délai pour envoyer les projets de délibérations, on est aussi sur une autre question juridique, qui est la publicité d'un document qui n'est pas encore validé par le Conseil. Le délai de 3 jours ça ne doit pas être intégré dans le Pacte de gouvernance ; ça peut être à terme intégré dans le règlement intérieur, c'est-à-dire de mettre un délai plus important pour adresser les projets de rapport aux commissions. Si à ce jour – je le dis sous le contrôle de Monsieur NYS et de Laurent CHALVIDAN, qui est quelque part par-là, qui fait un travail remarquable, vraiment – des fois les rapports sont envoyés 24 ou 48 heures avant la commission, ce sont pour des raisons purement techniques et professionnelles, liées à la charge de travail des agents. Ça n'est pas une volonté de transmettre le rapport 48

heures avant. Moi j'entends la demande, et elle est légitime. Il y a des délais légaux pour l'envoi des rapports aux élus du Conseil de Métropole : 5 jours francs et 12 si ce sont des rapports budgétaires. Pour l'envoi en commission, si on rajoute un délai, il faut le faire en concertation avec l'Administration, il faut le faire en concertation avec le Service des Assemblées, de Laurent CHALVIDAN et de son équipe, pour ne pas, nous, décider ici quelque chose que nous allons imposer aux fonctionnaires dévoués de l'administration, sans leur demander leur avis, leur participation ou leur analyse. Je vous propose, si vous êtes d'accord, que nous reportions cette proposition – qui est légitime et que je fais mienne – après un échange avec le service des Assemblées, et qu'on l'intègre dans le règlement intérieur.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Renaud. Effectivement, je crois que si on fige là 3 jours ou 5 jours, ça peut être une source un peu de complexité. Il faut le comprendre. Je m'associe aux propos de Renaud. La demande que nous faisons à l'administration, c'est essayer d'avoir ce délai de 5 à 3 jours, pour qu'effectivement les élus puissent préparer les commissions, les commissions ayant vocation à elles-mêmes préparer le Conseil, à être des lieux de travail, à enrichir. Ici s'expriment les positions qu'on peut juger utiles, comme très légitimement Madame GIMENEZ, Monsieur REVOL, sur la perception de l'intercommunalité, son évolution nécessaire, les zones de préoccupation qu'elle peut susciter. La question du lien aux citoyens sera un de nos sujets qui arrivera naturellement. Nous sommes là dans la phase que nous demande la loi, de nous doter d'un Pacte de gouvernance, sur les relations entre l'intercommunalité et les communes. Il y a cette idée très forte que Jean-Luc SAVY a utilisée de « *communauté de destin* », et de positionner le Maire comme la figure centrale auprès de ses administrés et que la Métropole puisse accompagner le Maire dans l'explication des décisions, des choix, dans les projets qu'il entend conduire, et sur des compétences majeures, nous faisons un effort de solidarité, développement économique, mobilités, déchets, pour pouvoir relever l'ensemble des défis. Après, il y a le Pacte de gouvernance et l'esprit de son animation. Vous avez bien compris : on est à un an de nombreux Conseils qui se sont tenus. C'est le temps du respect des prises de parole des uns et des autres, et d'essayer de faire en sorte que nous puissions affronter ensemble les nombreuses données qui se posent à nous, l'emploi, les mobilités, etc.

Ce Pacte de gouvernance, il va vous être envoyé. Il a été délibéré. Notez dans vos agendas la date du 27 novembre pour une réunion, une journée de travail avec l'ensemble des conseillers municipaux de la Métropole. D'habitude, on se réunissait lors des vœux, là c'est une journée de travail pour bien partager, conformément à ce qui est prévu. L'enjeu, c'est que tout élu qui siège dans une Assemblée se sente partie prenante des grands enjeux de la Métropole. Moi quand je croise certains de vos collègues, vous me le dites : « *Oui, nous, la Métropole c'est loin, on ne comprend rien* ». Non, non. La Métropole, elle est au service de tous. Il faut que ceux qui portent l'action publique dans leur territoire puissent en être partie prenante.

Nous aurons d'autres sujets, et nous prenons pour l'année 2022 celui de la relation aux citoyens avec l'installation du Conseil de Développement, qui aura à travailler justement sur ce sujet, puisque la Métropole porte de grandes politiques publiques, et que, évidemment, elle doit faire l'objet d'une association maximum des citoyens. Je ne sais pas qui a la formule magique, cher René, pour lutter contre l'abstention, mais ce désenchantement démocratique qui s'exprime par le refus de participer au scrutin doit nous interpeller tous, nous mobiliser avec beaucoup d'humilité, mais essayer de travailler pour recréer le lien de confiance entre les citoyens et leurs institutions démocratiques. Je suis d'accord avec toi : le respect des engagements formulés devant les électeurs, c'est important, la capacité à expliquer pourquoi on doit éventuellement évoluer, c'est aussi déterminant.

Je vous propose de passer aux voix sur le Pacte de gouvernance, en remerciant quand même encore une fois Michelle et Renaud, parce que ça a été un gros boulot. Ah oui, et bien sûr, pardon Claudine, par territoire, par zone géographique – Ouest, Est – je trouve que c'est bien, on va aborder la question des mobilités, alors sur la partie plutôt Ouest de la Métropole ; il faut que l'ensemble des élus soient partie prenante pour bien expliquer et apporter leur contribution là-dessus. En tout cas pour ma part, je ne verrai pas ça comme une velléité de sécession, comme parfois on a pu le sous-entendre, mais au contraire une volonté de bien faire et de faire avancer les sujets. D'ailleurs la réorganisation de notre administration, sa territorialisation, prévoit justement ce dialogue, et déjà chaque Vice-Président, dans ses délégations, constitue un peu ces groupes : François sur les sujets des déchets, Julie bien sûr sur les sujets des mobilités, et les autres collègues.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Le Pacte de gouvernance est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT.

AFFAIRE N° 12 : HORS COMMISSION - REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DE METROPOLE - MANDAT 2020-2026 - MODIFICATIONS - APPROBATION

M. M. SEBLIN entre en séance.

Mmes C. GIMENEZ, C. RIBOT, MM. S. DESSEIGNE, L. JAOUL et Y. PELLET sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 12 : l'intégration du Pacte de gouvernance dans le règlement intérieur. Vous avez eu connaissance des amendements de Madame DOULAIN. Vous pouvez les présenter rapidement, si vous le souhaitez. Je vous ai répondu sur celui lié aux 3 jours, parce que je pense que vous comprenez qu'il ne faut pas trop formaliser. Allez-y.

Alenka DOULAIN

Mais je vais quand même maintenir mais trois petits amendements, très rapidement. Le premier, c'est effectivement sur le délai de 3 jours, parce que vraiment, je pense que la qualité des échanges en commission dépend de la préparation par les conseillers qui y participent. J'assiste aussi à des commissions qui ne sont souvent pas forcément tant que ça animée, souvent de manière très superficielle, parce que quand on n'a pas lu les documents, on ne peut pas poser des questions, et moi je trouve ça très important d'avoir ces espaces d'échanges entre nous, pour vraiment pouvoir aborder tous ces sujets. Je maintiens et peut-être, dans un esprit de gouvernance apaisée, peut-être que Monsieur LAFFORGUE suivra aussi sur le vote.

Le deuxième amendement, c'était sur l'article 42, quand on dit que les conseillers municipaux peuvent participer aux commissions, reste le sujet de savoir quel type de conseillers municipaux ? Est-ce que ce sont uniquement ceux de la majorité ou ce sont aussi ceux de l'opposition ? J'ai juste rajouté une phrase qui permettait de dire que c'est la responsabilité des Maires, effectivement, de choisir ces conseillers, mais de l'ouvrir dans un esprit de représentativité à l'ensemble des conseillers municipaux, aussi minoritaires, de leur Conseil.

Et un amendement qui sera un rajout à l'article 52 de la modulation des indemnités en cas de cumul de mandat. Madame FRÊCHE, je rejoins ce que vous disiez en début de séance sur le fait qu'il y a vraiment une défiance entre citoyens et élus, et que du coup c'est important, les actes réguliers sur ce sujet. Pour tout vous dire, je suis un peu surprise : il y en a qui sont encore là, à ce Conseil. Pour être sincère, je me suis dit qu'il y en avait certains qui cumulaient jusqu'à présent parce qu'ils voulaient finir leur mandat de conseillers régionaux et départementaux, dans un esprit de bien finir leur travail. Du coup, de voir qu'ils ont à nouveau cumulé... Il y en a même des nouveaux qui cumulent ! Je trouve qu'au-delà de ce sujet-là, je pense qu'on ne sera pas tous d'accord sur est-ce qu'on doit ou pas cumuler, je propose juste de se dire qu'il y a un aspect par contre sur lequel on pourrait être plus consensuel : si on n'arrive pas à limiter le cumul, au moins on peut essayer de limiter le cumul des indemnités, qui lui va créer de la défiance et toujours cette impression que les élus profitent sur le dos des habitantes et des habitants. Je propose juste – ça se fait à Rennes, c'est très simple – une décote de 20 % des indemnités pour les élus qui ont fait le choix de cumuler. En plus, je sais qu'au niveau du Conseil régional, à la limite, ce ne serait pas très grave si on le mettait en place, parce que vous avez eu une augmentation de vos indemnités décidée par Madame DELGA. C'est consensuel, ça permet de poser un petit acte collectivement pour dire que, sur la question du cumul des indemnités, c'est quand même quelque chose à travailler pour l'ensemble des conseillers et conseillères. Merci de soumettre au vote ces trois amendements et pour vos éléments de réponse sur ces sujets.

Monsieur le Président

J'appelle à ne pas voter ces trois amendements pour les raisons que nous avons données.

Sur le dernier point, je crois que l'ensemble des élus qui sont là sont impliqués dans l'exercice de leur mandat du mieux possible. Nous, on a pris mesure – vous n'avez pas jugé utile de la relever, après avoir dit beaucoup de choses sur les uns et les autres, avoir mis beaucoup de suspicion sur la probité des uns et des autres – c'est

par exemple – ça n’existait pas – quand un conseiller municipal, à la Ville de Montpellier, et de Métropole n’était pas présent en séance, on applique la loi qui permet de supprimer la moitié de son indemnité, parce qu’il ne siège pas, il ne participe pas à l’exercice de sa fonction. On n’a pas vocation à aller plus loin. Je vais même vous dire les choses, Madame DOULAIN : vous également, vous bénéficiez d’indemnités. Personne ne s’est autorisé à commenter, à dire quoi que ce soit. Vous faites votre travail d’élue. On a des appréciations différentes. Ici, votre temps de parole est équivalent à mon silence, rapporté à mon intervention. Nous respectons vos positions, enfin en tout cas moi je les respecte et je crois comme l’immense majorité des collègues. Je crois que, si aujourd’hui on veut conforter notre démocratie, c’est de ne pas participer à ce discours anti-élu. Ici, il n’y a que des élus qui sont impliqués. Quand Monsieur RICO se fait agresser parce qu’il est Maire, c’est là où il faut absolument prendre la parole. Ça s’est passé à quelle heure, Jean-Pierre ? À 22 heures. Souvent au détriment sans doute de ta vie personnelle, ta vie de famille, de beaucoup de choses, pour être aux côtés des administrés. Je crois qu’il faut savoir raison garder. Après, bien sûr, il y en a qui sont toujours pour jeter des suspicions. Je ne crois pas que c’est votre intention. Je crois qu’ici, l’ensemble des élus...

Christian ASSAF

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, s’il vous plaît. Je vous le dis aussi, en plus cette Assemblée, c’est vrai, a fait quelques économies : on a baissé le montant des indemnités à la Ville de Montpellier et aussi à la Métropole.

Qui est pour les amendements de Madame DOULAIN ? On va voter en bloc. Madame DOULAIN, vous êtes pour vos amendements ? Qui s’abstient ? Les amendements sont rejetés.

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 78 voix

Qui est pour le règlement intérieur intégrant le Pacte de gouvernance ? Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstention : 1 voix

S’est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 13 : RESSOURCES - FIXATION DU MONTANT D’UNE BASE SERVANT A L’ETABLISSEMENT DE LA COTISATION MINIMUM - APPROBATION

Mme C. GIMENEZ, MM RY. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD), S. DESSEIGNE, Y. PELLET, L. JAOUL entrent en séance.

Mmes F. BRAU (avec le pouvoir de Mme M. BORNE), C. SERRANO (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) et M. F. RIO sortent de séance.

Mme C. OLLIER sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme A. DOULAIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Je donne la parole à Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Ce rapport concerne la fixation des bases minimales de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), une modulation de l’application des bases minimales. Comme vous le savez, Montpellier Méditerranée Métropole a comme compétence majeure l’accompagnement du développement économique, l’attractivité du territoire. Le législateur a souhaité qu’une de ses ressources principales soit la CFE – qui a remplacé il y a quelques années l’ancienne taxe professionnelle.

À Montpellier, et c'est le fruit de notre histoire, la contribution de nos entreprises à la CFE, les bases, sont historiquement linéaires. Il y a une absence de progressivité. C'est assez unique en France, ce qui fait que, dans la Métropole, une entreprise qui est soumise aux bases minimales et qui fait 35 000 euros de chiffre d'affaires par an paye la même CFE si elle a un local équivalent en taille, en superficie qu'une entreprise qui fait 500 000 euros de chiffre d'affaires. Il n'y a pas de progressivité pour les entreprises soumises à la base minimale – c'est à peu près la moitié des entreprises qui payent la CFE. Il n'y a pas de progressivité. Une entreprise qui débute ou un petit artisan de quartier qui va déclarer 50 ou 60 000 euros de chiffre d'affaires va payer la même CFE qu'une grande entreprise. Aujourd'hui on sait très bien que les entreprises peuvent faire beaucoup de chiffre d'affaires en ayant des locaux réduits – ou même pas de locaux du tout pour certaines – et la contribution sera la même. C'était donc injuste, et ça n'est pas ce que souhaitait le législateur.

La base minimale de la CFE dans la Métropole est aussi historiquement la plus basse de toutes les métropoles de France. Il y a un petit graphique qui peut être projeté : vous avez en bleu l'évolution des bases de la CFE de Montpellier Méditerranée Métropole. Quand vous avez un chiffre d'affaires qui dépasse 32 000 euros, jusqu'à 500 000 euros, vous êtes soumis à la même base minimale. Vous avez en rouge la base maximale, maximum légal. En noir en-dessous, vous avez Toulouse. Vous avez en vert la moyenne des métropoles. Une entreprise qui a un chiffre d'affaires de 500 000 euros aujourd'hui et qui est soumise à base minimale, va payer comme CFE à la Métropole 393 euros par an. Ailleurs cette même entreprise, même chiffre d'affaires, même superficie de locaux, même activité, paiera 2 500 euros par an.

Il y a, on le voit bien, une injustice territoriale. Nous avons discuté longuement avec l'ensemble des représentants du monde économique, qui nous ont dit comprendre pleinement notre volonté de créer plus de justice dans l'application des bases minimales. Ce qui importe profondément pour ce monde économique, c'est la reprise, et c'est ce que nous faisons ici dans la Métropole : c'est l'accompagnement de la reprise, c'est l'accompagnement de l'attractivité, c'est la lutte contre le déclassement de notre territoire. Le monde économique veut être aux côtés des élus et de la Métropole pour participer à cette reprise. Nous avons beaucoup échangé. Bien évidemment, il ne vous est pas proposé de rattraper Toulouse, ni même de rattraper aujourd'hui la moyenne – ce n'est pas ce que nous avons proposé ou discuté avec le monde économique. C'est simplement de mettre plus de justice, et de faire que des entreprises qui ont un plus grand chiffre d'affaires puissent contribuer un peu plus.

En revanche, des entreprises qui se créent ou qui ont un petit chiffre d'affaires ou qui ont subi des difficultés, la Métropole doit les accompagner, et nous proposons même pour certaines une baisse de la CFE – lorsque l'entreprise déclare moins de 32 000 euros de chiffre d'affaires, qu'elle peut avoir une CFE qui baisse. Mais que l'augmentation soit progressive en fonction du chiffre d'affaires, ce qui paraît être bien évidemment juste. Une entreprise qui a un chiffre d'affaires de 150 000 euros ne peut pas être soumise à la même base que l'entreprise qui en gagne 500 000 ou 600 000 euros.

Dans le rapport, on vous a proposé de moduler les bases minimales. Tout est expliqué. Je pourrai répondre à vos questions si vous en avez, avec l'administration. C'est une augmentation qui est mesurée, que nous avons co-construite avec le monde économique, et la recette supplémentaire sera affectée au développement économique. C'était l'engagement du Président dans le cadre d'un contrat qui sera élaboré avec les équipes de Madame EMAD, de Monsieur MEUNIER. C'est vraiment une recette qui va aller au développement de l'attractivité du territoire, au développement économique. Je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Guy LAURET

AFFAIRE N° 14 : RESSOURCES - ACTUALISATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR DU TARIF DE LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES - APPROBATION

Mmes C. RIBOT et C. SERRANO (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 14. Renaud peut-être, sur la taxe sur les surfaces commerciales.

Renaud CALVAT

Pareil : c'est la taxe sur les très grandes surfaces. Il y en a peu – 360 dans le territoire de la Métropole – mais il n'y a jamais eu d'indexation de cette taxe sur l'inflation. Depuis 2013, elle n'a pas évolué. On vous propose de l'indexer. C'est une augmentation de 460 euros par an. Cela concerne les grandes surfaces, qui n'ont pas vu leur taxe augmenter ou être adaptée depuis 2013. Comme elles ne sont pas automatiquement indexées sur l'inflation, le législateur a prévu que chaque année on puisse adapter et moduler la base. On vous propose qu'elle soit fixée à 1,15 – alors qu'elle était à un 1,10 depuis 2013. Vous voyez que c'est une augmentation très faible.

Monsieur le Président

Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Guy LAURET.

AFFAIRE N° 15 : RESSOURCES - INSTITUTION DE LA TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES - APPROBATION

Mme F. BRAU entre en séance (avec le pouvoir de Mme M. BORNE).

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Je me permets Renaud peut-être de la présenter. C'est une taxe dont le but est qu'elle ait un effet un peu volontariste sur les locaux commerciaux vides. Si vous êtes à l'Hôtel de Métropole et que vous longez le lycée Jean-Mermoz, depuis des années, il y a des locaux commerciaux vides qui déqualifient l'espace public. On a un certain nombre d'endroits comme ça, principalement dans la Ville de Montpellier – c'est le principal secteur concerné. Le but, c'est quand même d'inciter – ce qui a pour nous des coûts en entretien – les propriétaires à mettre en location, à travailler sur leur bail, à trouver des preneurs. D'ailleurs, dans le cadre de la réorganisation sous l'autorité des différents élus, on va travailler sur la dynamisation du commerce de proximité. Cette taxation sur les locaux commerciaux vides, elle a un objectif : c'est d'en avoir moins. Elle est un message adressé aux opérateurs. Et évidemment, sa recette – qui ne sera pas très importante – aura vocation, nous l'espérons, à décroître pour que les locaux soient occupés par de l'activité commerciale, du commerce de proximité.

Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 16 : ATTRACTIVITE - APPEL A PROJETS NOUVEAU SOMMET AFRIQUE - FRANCE 2021 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. RIO entre en séance.

M. M. DELAFOSSÉ sort temporairement de séance et laisse la présidence de séance à M. R. CALVAT.

M. L. JAOUL sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme S. MONIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Clare, quelques mots peut-être sur l'appel à projets du nouveau sommet Afrique-France.

Clare HART

Monsieur le Président, chers collègues. Initialement prévu en 2020 à Bordeaux, le nouveau sommet Afrique-France a été profondément repensé à la suite de la crise sanitaire, et notre Métropole aura l'honneur d'accueillir cet événement majeur du 7 au 9 octobre 2021. Ce 28^e sommet mettra au centre du jeu les acteurs et actrices de la société civile, entrepreneurs, intellectuels, chercheurs, influenceurs, créateurs, designers, artistes, sportifs, et à travers ces acteurs du changement, le sommet souhaite questionner et redéfinir les fondamentaux de la relation entre la France et le continent africain, en écoutant surtout la jeunesse et en créant un nouvel espace de dialogue tourné vers l'avenir. Les diasporas franco-africaines et la jeunesse de France sont invitées à y jouer un rôle clé, et l'engagement de la Métropole et de Montpellier témoigne de notre ambition de s'investir dans un partenariat avec l'Afrique au-delà des bordures de la Méditerranée, et de contribuer ainsi au rayonnement économique, culturel et universitaire de notre territoire.

Pour cela, la Métropole a lancé sa campagne Africa Montpellier, la saison d'Afrique dans la Métropole, avec une programmation riche et diverse d'événements culturels, sportifs et citoyens, organisés par la société civile métropolitaine entre juin et novembre 2021, et qui permettra de mettre à l'honneur et de renforcer les liens entre le territoire et l'Afrique. La Métropole a ouvert un appel à projets du 15 mars au 12 avril afin de soutenir l'implication des associations dans cette démarche, et nous avons aujourd'hui des événements prévus sur l'ensemble du territoire de la ville-centre, dans tous les quartiers, ainsi qu'à Castelnau-le-Lez, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone, Clapiers, Saint Jean de Védas, Le Crès et Cournonterral.

Aujourd'hui, il est proposé que la Métropole apporte son soutien financier à 75 projets déposés par 62 associations, pour un montant total de 300 000 euros. Et je voudrais en profiter vraiment pour remercier les équipes qui ont travaillé quand même d'arrache-pied sur ce gros projet, les équipes menées par notre chargé de mission Alexandre MAGAT – merci Alexandre – et toutes les équipes de la culture, du sport et des relations internationales. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Madame HART. Y a-t-il des prises de parole sur ce rapport ? Il n'y en a pas. Je mets aux voix. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme. Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 17 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SOMMET AFRIQUE-FRANCE 2021 - RENCONTRES LITTÉRAIRES - REMUNERATION ET PRISE EN CHARGE DE FRAIS - APPROBATION

Mme V. NEGRET sort de séance.

Renaud CALVAT

Madame HART, vous avez présenté ce sommet, mais je vous laisse aussi présenter le rapport 17 concernant les rencontres littéraires qui sont associées.

Clare HART

Merci, Monsieur le Vice-Président. Afin d'accompagner le sommet, la Métropole propose cet automne un cycle de huit rencontres littéraires autour de figures marquantes des littératures africaines, afin de faire découvrir l'extraordinaire vitalité et inventivité des créatrices et créateurs venus du continent africain. Quatre rencontres sont programmées en amont du sommet, de la mi-septembre au 7 octobre, et les quatre autres après, jusqu'à fin décembre 2021 pour étayer cette saison Afrique sur notre Métropole. Ici il convient d'autoriser la

rémunération, selon bien évidemment la grille des tarifs élaborée par le Centre national du livre, et la prise en charge des frais de transport, hébergement et restauration des intervenantes et intervenants, pour un montant maximum de 16 000 euros. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup pour cette présentation. Pas d'interventions ? Je mets aux voix. Une abstention ? Non, pas d'abstentions. Pas d'avis contraires ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 18 : AMENAGEMENT DURABLE - REALISATION D'UNE VOIE VERTE EN RIVE DE LA RM17E11 - DEMANDE D'OUVERTURE CONJOINTE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENQUETE PARCELLAIRE - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - APPROBATION

M. C. MEUNIER sort de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 18 concerne la mise en place d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à Montferrier-sur-Lez pour la réalisation de la piste cyclable. Je connais bien Madame le Maire, la piste cyclable entre Caudalie et le cœur de ville de Montferrier-sur-Lez, est très attendue, avec cette passerelle et la piste cyclable. Il faut réaliser quelques acquisitions foncières. Elles sont presque toutes réalisées. Il n'en reste plus qu'une, un peu plus complexe que les autres. Nous devons mettre en place une DUP pour réaliser cette voie verte, cette piste cyclable entre le nouveau quartier de Caudalie et le centre de Montferrier-sur-Lez.

Y a-t-il des prises de parole ou des demandes de précision ? Il n'y en a pas. Je mets aux voix. Pas d'abstentions ? Pas d'avis contraires ? Adoptée. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - ZAC CAMBACERES - GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET, MM. M. DELAFOSSE, C. MEUNIER entrent en séance.

MM. M. CALVO, R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. REYNAUD sortent de séance.

Renaud CALVAT

Le rapport 19 concerne la ZAC Cambacérés, une garantie d'emprunts à la SA3M. Y a-t-il des prises de parole ? Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Chers collègues. Je me permets d'intervenir de manière groupée sur les affaires 19 à 24. Je voterai contre. Ces affaires concernent la ZAC Cambacérés et la ZAC Ode à la mer. Je ne vais pas m'étendre sur le fait qu'on a une vision totalement différente du développement de l'urbanisme sur notre territoire. On est toujours sur le même modèle, la même rengaine. Sous prétexte de sauver quelques hectares de terres agricoles, vous allez bétonner tout le reste. On est sur ce modèle-là, et on va évidemment le justifier avec de jolis mots : « construction d'un écoquartier », « mixité structurelle ». J'attends avec impatience le moment où vous allez nous présenter dans quelques années le nouveau stade Louis-Nicollin, qui sera construit en bois et qui sera éco-responsable. C'est le nouveau concept « d'écocide éco-responsable », c'est assez brillant. En tout cas, j' imagine que vous pensez finalement quand même avoir un projet un peu différent que celui de vos prédécesseurs, dont le but était tout simplement de bétonner jusqu'à la mer. Effectivement, votre projet est révolutionnaire, Monsieur le Président, puisqu'il consiste à ne presque plus tout recouvrir de béton jusqu'à la mer. Finalement, on a toujours l'impression que les questions comme ça d'écologie vous dépassent un petit peu, et puis visiblement vos alliés écologistes n'arrivent pas trop à vous permettre d'y voir plus clair.

C'est surtout la mesure de l'urgence qui ne semble pas forcément très structurée dans votre majorité. Pour vous, l'urgence, c'est de concentrer les investissements de notre Ville au même endroit, toujours au même endroit, en dépouillant le reste, les autres quartiers. J'ai l'impression qu'avec ce que vous nous présentez sur ces différentes affaires, c'est votre projet, c'est que les touristes arrivent à l'aéroport, descendent, aillent prendre en photo l'arbre blanc, soient à Port Marianne, aillent éventuellement au futur casino. Mais derrière il y a vraiment cette dualité qui est en train de se construire sur notre Ville. Je ne comprends pas vraiment le projet derrière et les impacts environnementaux ne me semblent pas du tout réfléchis. Pendant ce temps-là – on va le voter tout à l'heure dans le budget supplémentaire – on décale un investissement qui était prévu à la piscine Neptune de 2,5 millions, on le décale à l'année prochaine parce que finalement ce n'est pas prioritaire. Et là on met toute l'énergie de nos services et de nos moyens financiers sur des opérations qui me semblent aujourd'hui vraiment dépassées.

Pour vous l'urgence, c'est aussi d'agir rapidement. Nous devons voter vite vite vite ces modifications de PLU pour Lattes et Pérols, alors même qu'il y a peut-être d'autres modifications de PLU, d'autres communes de la Métropole qui seraient prioritaires. Mais évidemment, les autres élus peuvent attendre, pas vos amis. Il sera très facile d'ici deux ans de faire un PLUi qui ne bétonnera pas, puisque tout aura été bétonné. C'est assez simple de comprendre ça. Pour vous, l'urgence, c'est aussi de ne pas trop concerter, évidemment. Je l'ai déjà exprimé à plusieurs reprises, mais on a vraiment saucissonné les différents sujets, que ce soit la concertation sur le devenir de l'ancien stade, sur le nouveau, sur ces zones-là. Vous allez nous dire « *mais si si, Madame DOULAIN, j'ai prévu deux réunions publiques qui vont se suivre pour essayer de créer un petit peu du liant dans tout ça* ». Pour moi, la copie n'est pas suffisante et je respecterai vos processus de concertation quand un jour vous aurez le courage de proposer aux Montpelliéraines et Montpelliérains plusieurs scénarios lors d'une concertation.

Monsieur le Président, finalement, l'urgence pour les Montpelliérains est claire : c'est celle de l'urgence climatique. Des villes ont littéralement brûlé cet été, parce qu'il fait 50°C. L'urgence, c'était d'attendre que le PLUi soit décidé collectivement pour décider de notre stratégie sur cette zone, sur l'Est de la Ville de Montpellier et de la Métropole. L'urgence, c'est de penser une ville équilibrée et pour nous, la copie, elle n'est toujours pas bonne.

Monsieur le Président

D'autres demandes de prise de parole ? Monsieur RICO, vous avez la parole, vous qui êtes Maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, j'interviens surtout pour l'affaire 23, qui concerne particulièrement Pérols, mais c'est pour faire suite aux propos que nous venons d'entendre. Je confirme : il y a urgence, il y a véritablement urgence ! Sur ce territoire, il y a des commerces qui sont présents depuis les années 70, il y a à peu près 500 millions d'euros de chiffre d'affaires généré par an sur mon territoire, il y a 5 700 emplois. Cette zone aujourd'hui, elle est en train d'agoniser, puisqu'à force de reporter les décisions, nous avons des acteurs économiques qui sont installés sur cette zone – une zone inondable – et qui ne peuvent pas investir sur leur outil de travail. Donc l'emploi est en train de se perdre. On est en train de dégrader de l'emploi, on est en train de dégrader l'économie, et on est en train de faire – j'ai déjà employé ce mot et je leur réemploi – crever des acteurs économiques.

On a voté deux délibérations précédemment, la CFE et la taxe sur les surfaces commerciales. Je rappelle que les acteurs économiques contribuent financièrement au fonctionnement de la Métropole. Il y a urgence, il y a vraiment urgence, je confirme, parce qu'il faut réparer hydrauliquement ce secteur. En 2014, lorsque j'étais élu, on l'a vu : les acteurs économiques étaient inondés, mais j'ai également eu 350 sinistrés sur ma commune, parce que le réseau hydraulique de l'ensemble de cette zone est totalement dégradé. Il faut désartificialiser ce quartier. Le bassin de rétention qui va être réalisé là va faire 80 000 mètres cubes en capacité de réception d'eau. Le lac de La Paillade fait 60 000 mètres cubes. C'est vraiment de la réparation hydraulique. Et oui, Monsieur le Président, je confirme – à contre-pied certes, mais je confirme – il y a urgence à prendre ces délibérations. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. *A fortiori*, il y a l'enjeu de la désimperméabilisation, pour mettre à l'abri la population face aux risques hydrauliques. La requalification de ces « *boîtes à chaussures* », qui sont d'un urbanisme daté, où il y a une activité économique, mais qui sont à reprendre. Monsieur le Maire, vous m'y sensibilisez très souvent et à juste titre : il y a la ligne 3 du tramway et ce sont des endroits qui peuvent être

transformés pour accueillir du logement dans certaines zones, et il y a aussi des besoins en matière de logement, parce qu'il y a des urgences écologiques naturellement, des urgences sociales et il y a des enjeux autour de l'emploi. Quant à cette zone, elle a vocation à être transformée comme vous l'avez indiqué, et évidemment ça ne se fait pas au détriment du reste du territoire. C'est d'ailleurs pour ça, en tant que Maire de Montpellier, je ne peux que remercier le Conseil de Métropole d'accompagner massivement les collègues sur la rénovation urbaine du quartier de la Mosson, sur le quartier des Cévennes ou les investissements qui vont être faits sur les bus à haut niveau de service, pour permettre d'équilibrer notre Métropole, à la fois dans la zone d'activités sur l'axe Castries-Vendargues-Castelnau-le-Lez – je vais à grand trait – ou sur la partie Ouest de la Métropole où beaucoup de gens passent du temps dans les embouteillages. Nous voulons leur offrir un système de mobilité alternatif. L'enjeu, c'est bien sûr l'équilibre. Mais si certains se satisfont de l'existant, de ce qui fut la route de la mer telle qu'elle a existé, c'est-à-dire imperméabilisée avec des « boîtes à chaussures », là nous avons évidemment un désaccord majeur. Quant aux modifications de PLU, chaque Conseil municipal les propose en lien avec Madame MANTION et les services d'urbanisme. D'ailleurs, il y a eu la modification dite 14 au Conseil municipal de la Ville de Montpellier, qui accompagne et rééquilibre la commune.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 20 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - GARANTIE D'EMPRUNT AUPRES DE LA BANQUE POSTALE A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 20. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - GARANTIE D'EMPRUNT AUPRES DE LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - APPROBATION

Mme C. VASSAS-MEJRI sort de séance (avec les pouvoirs de M. S. CHAMPAY et de Mme C. PINTARD).

Monsieur le Président

Affaire 21. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PEROLS - ODE A LA MER - MODIFICATION DE LA ZAC ODE ACTE 1 - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22. Même vote ? Pardon. René.

René REVOL

Cette affaire est la seule qui fait allusion à l'installation du nouveau stade. Donc je m'abstiens sur cette délibération.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, comme je vous avais prévenu lors de la Conférence des Maires, moi je ne peux pas voter, mais ce sont les deux élus de Lattes qui voteront abstention, puisque nous attendons toutes les explications sur l'installation du stade, qui est en limite de la Commune de Lattes.

Ceci étant, j'en profite pour évidemment me joindre aux propos de mon ami et collègue Maire de Pérols, Jean-Pierre RICO. Il est évident qu'il est urgent de réaménager et de lancer le programme d'Ode à la mer, qui a perdu trop de temps et qui sera source aussi de développement pour notre territoire.

Monsieur le Président

Merci. C'est bien noté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Zohra DIRHOUSI, M. Lionel LOPEZ, M. René REVOL.

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PEROLS - ODE A LA MER - PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23. Même vote que 22 ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE LATTES - ODE A LA MER - PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 24. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT - CLAPIERS - ZAC DU CASTELET - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 25. Cette fois-ci, c'est la commune de Clapiers. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SUSSARGUES - CONCESSION D'AMENAGEMENT ZAC « ECOQUARTIER DES CAPITELLES » - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 26. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE NO 27 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE PARTENARIAT ECOMOBILITE ENTRE DYNEFF ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. LAURET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 27. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE

Monsieur le Président, un mot très rapide : c'est juste une convention avec Dyneff pour mettre en place des actions d'écobilité sur le territoire. Il n'y a pas d'engagement financier. C'est juste de notre part une mise à disposition de locaux.

Monsieur le Président

Merci. Oui, bien sûr, Madame. Allez-y.

Célia SERRANO

C'est juste une intervention. Julie, pardon : on met en place des locaux, mais je crois qu'il y a aussi un relais de communication sur ce point, sur cette délibération. Est-ce qu'on pourra voir où ça se trouve ? Parce qu'on a des doutes et on craint un *greenwashing*. On aimerait aller voir en fait ce qui se passe réellement, pour peut-être voir l'année prochaine ce qu'il en est réellement et voter en connaissance de cause, parce que Dyneff qui fait des actions de communication sur la mobilité, on émet des doutes. Mais on va voter pour évidemment, mais juste savoir où ça a lieu. Merci.

Monsieur le Président

Madame SERRANO, vous avez tout à fait raison. On verra. Mais là c'est une innovation qui nous est proposée. On regarde et on voit dans un an.

Julie FRÊCHE

Je peux répondre tout de suite. En fait, c'est financé par les certificats d'économie d'énergie. De toute manière, effectivement, c'est une obligation de l'État vis-à-vis de Dyneff pour compenser effectivement ces actions, qui ont des effets polluants. Ces actions d'écobilité, elles m'ont été présentées. Tu peux être totalement rassurée sur celles qui vont être menées sur le territoire. Je te les présenterai en détail sans aucun problème.

Monsieur le Président

Merci, donc on vote là-dessus.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 28 : AMENAGEMENT DURABLE - AFFECTATION DU PRODUIT DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) - EXERCICE 2020 - APPROBATION

*Mme C. VASSAS-MEJRI entre en séance (avec les pouvoirs de M. S. CHAMPAY et de Mme C. PINTARD).
Mme S. MONIN (avec le pouvoir de M. L. JAOUL), MM. M. ASLANIAN (avec le pouvoir de
Mme F. DOMBRE-COSTE) et S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) sortent de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 28. Affectation du produit des Forfaits Post-Stationnement (FPS). Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 29 : AMENAGEMENT DURABLE - PARC DE STATIONNEMENT SAINT ROCH - CREATION D'UN NOUVEAU PRODUIT D'ABONNEMENT - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ et M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme A. SAURAT) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 29. Julie ? Rien de particulier. Y a-t-il des questions auprès de Madame FRÊCHE ? Pas de questions ?

Julie FRÊCHE

Peut-être juste pour vous dire que c'est quand même assez intéressant, parce que ça permet, dans des secteurs qui sont quand même très denses, d'offrir un tarif préférentiel aux grandes entreprises – je pense en l'occurrence au parking Saint-Roch avec la SNCF et la Poste – au-delà de 30 abonnements, ce qui permet de prendre les voitures qui aujourd'hui sont stationnées sur voirie, de les mettre dans des parkings et de libérer l'espace public. Donc c'est assez vertueux. C'est la création d'un nouveau titre d'abonnement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Marie MASSART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION D'AMENAGEMENT SUR LA COMMUNE DE COURNONTERRAL - TRAVAUX DE VOIRIE - REALISATION DES ACCES MULTIMODAUX AUX FUTURS LYCEE ET GYMNASSE - MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

*Mme S. MONIN (avec le pouvoir de M. L. JAOUL) et M. G. LAURET entrent en séance.
M. B. BELLANGER sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire n° 30. Travaux de voirie dans la perspective du lycée de Cournonterral, qui rééquilibre la Métropole et qui offre, grâce à l'action de la Présidente de Région et du Maire William ARS, un établissement où on travaille sur les mobilités douces, pas loin du BHNS. Monsieur le Maire, si vous voulez dire un mot.

William ARS

Monsieur le Président, chers collègues. L'arrivée d'un lycée est une belle aventure, c'est un beau projet, non seulement pour la Commune de Cournonterral, mais aussi pour les communes environnantes – et même au-

delà du territoire de la Métropole, puisque les intercommunalités voisines ont déjà les yeux tournés vers nous. Là, ce dont je veux témoigner, c'est d'abord la qualité des travaux et des échanges avec effectivement trois collectivités qui sont mobilisées, l'une sur le lycée lui-même, l'autre évidemment sur les questions de voirie, et pour ce qui concerne ma commune, sur le gymnase qui fait partie intégrante de l'équipement éducatif.

Souligner aussi, et en témoigner, que parfois le dialogue entre les politiques et les techniciens est un peu crispé, mais que finalement la voix de la raison l'emporte. Le Maire que je suis a pu – alors certes c'est une broutille à l'échelle d'un projet comme celui-ci – sur l'aménagement d'une voie technique, retenir la solution qui était proposée par les élus de Cournonterral. Je tenais à le souligner, parce que ce n'était pas gagné au départ.

Ce que je voulais dire aussi, c'est que là, on a effectivement le premier signe tangible de notre mobilisation en tant que Métropole sur ce magnifique projet. Il y a un enjeu de mobilité évidemment, puisque ce lycée devrait ouvrir pour la rentrée 2024. Là évidemment, l'enjeu que je veux souligner, c'est qu'il faut que le réseau de transport en commun proposé soit à la hauteur, soit efficace et soit opérationnel à ce moment-là. Je le souligne parce que, effectivement, le lycée répare d'une certaine façon une injustice ou un déséquilibre à l'échelle de notre territoire historique. J'ajoute mes remerciements à Carole DELGA d'avoir fait le choix de ce territoire-là pour le lycée. Mais l'enjeu mobilité, il est extrêmement fort. C'est un territoire qui a dû faire le deuil de la ligne 5 de tram, je le rappelle – ce n'est pas du fait de cette mandature-là, mais bon. Pour ce qui est des mobilités, il faudrait effectivement qu'elles soient de qualité, qu'elles soient fluides, qu'elles soient cadencées. On promeut le BHNS auprès de nos populations, on fait le job, mais il faudrait effectivement qu'il soit réalisé dans les temps.

Et le dernier élément : je suis un peu têtu – désolé Julie – mais j'insiste pour que le maximum de la ligne se fasse en site propre. Je sais que ça coûte plus cher, je sais que ça suppose des expropriations, mais c'est à mon avis le seul moyen pour que cette ligne de bus à haut niveau de service soit efficace et satisfasse nos usagers. Voilà, merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire, cher William. On prend la contribution sur le dernier point. Madame FRÊCHE le notait. Je propose de mettre aux voix s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole – en remerciant Monsieur LAFFORGUE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 31 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION LES COMPAGNONS DE MAGUELONE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31. Convention de partenariat entre l'association Les Compagnons de Maguelone et la Métropole. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS 2020 - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°2020-266 DU 23 NOVEMBRE 2020 - CORRECTION D'UNE ERREUR MATERIELLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32. Convention de fonds de concours 2020. Modification de la délibération. Correction d'une erreur matérielle. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 33 : AMENAGEMENT DURABLE - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE CARENCE ENTRE L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE, LA COMMUNE DE FABREGUES ET LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33. Politique foncière en faveur du logement social. Convention de carence entre l'État et l'Etablissement Public Foncier (EPF), la Commune de Fabrègues et la Métropole. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 34 : AMENAGEMENT DURABLE - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE CARENCE AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE, LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES ET LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34, pour la Commune de Saint Georges d'Orques. Même affaire. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 35 : CYCLES DE L'EAU - PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE EAU - REPONSE A L'APPEL A PROJETS « CLE EN MAIN » DE LA DELEGATION EXTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - MISSION MAROC POUR LE LANCEMENT DU PROJET DE GESTION INTEGREE DE LA RESSOURCE EN EAU DANS LA VALLEE DE L'ARGHEN - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame HART. Cycles de l'eau. Projets de solidarité. Les montants sont indiqués. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame HART ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Zohra DIRHOUSI, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 36 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER SUPAGRO ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIF AU PROJET DE CHAIRE EAU ET AGRICULTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. CALVO entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 36. Convention de partenariat entre Montpellier et Supagro sur le projet de chaire eau et agriculture. C'est l'excellence scientifique. On soutient et on travaille ensemble. Il y a d'autres conventions qui arriveront dans cet esprit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 37 : CYCLES DE L'EAU - DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE - COMMUNE DE VENDARGUES - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS DE LA PART DE L'ETABLISSEMENT U LOGISTIQUE RELATIVE A L'AUGMENTATION DES CAPACITES DE DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE SUR LA RUE DE LA GARENNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 37. Défense extérieure contre l'incendie. Y a-t-il des questions auprès de Madame NEGRET ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 38 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - SITES NATURELS PROTEGES DES SALINES DE VILLENEUVE ET DE L'ETANG DE VIC - DOMAINE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL - CONVENTION D'OCCUPATION DES SITES EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38. GEMAPI. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame NEGRET ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 39 : ENVIRONNEMENT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER), MM. B. BELLANGER, R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. REYNAUD entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 39. François VASQUEZ. Attribution de subventions à des acteurs. S'il n'y a pas de questions auprès de Monsieur VASQUEZ, je mets aux voix. Madame SERRANO, vous avez la parole.

Célia SERRANO

C'est juste pour annoncer que ces subventions, en fait, concernent les actions de sensibilisation dans les écoles de la zone pilote. La zone pilote, c'est une zone où nous mettons en place la politique zéro déchet sur le territoire. Ça concerne les 10 communes de l'Ouest de la Métropole. Je ne vais pas toutes les citer : c'est Pignan, Lavérune, Cournonsec, etc. Il y a aussi les écoles Beethoven, puisque le quartier des Grisettes est concerné à Montpellier, ainsi que les écoles Vasco-de-Gama, Jean-Mermoz et Pape-Carpantier. Ces actions-là concernent des actions de sensibilisation portant sur le compostage, la lutte contre le gaspillage alimentaire, les ateliers zéro déchet, etc.

Pour la Société Protectrice des Animaux (SPA), c'est le budget du fonctionnement, avec des travaux comme l'isolation de box pour les chiens de la zone refuge. Ce sont des travaux qui sont chaque année menés, en concertation évidemment avec la SPA. Et enfin, pour les Pattounes du Cœur, c'est une nouvelle subvention, puisqu'ils n'interviennent pas que sur Montpellier, mais sur les territoires de la Métropole, et donc c'était tout naturellement qu'il fallait les accompagner sur leurs actions envers les chats. Merci.

Monsieur le Président

Merci à vous, Madame SERRANO, de préciser ce travail très précieux et de sensibilisation auprès des enfants, qui sont des ambassadeurs incroyables auprès de leurs parents sur les grands enjeux de la transition écologique. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 40 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT 2021-2026 ENTRE LE CENTRE D'ÉCOLOGIE FONCTIONNELLE ÉVOLUTIVE (CEFE), MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRECHE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 40. Convention de partenariat avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive (CEFE). C'est le même type qu'avec SupAgro. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 41 : ENVIRONNEMENT - POLE OLEICOLE DE PIGNAN - SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE LES MOULINS DE VILLEVIEILLE ET DE PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE CO-FINANCEMENT AVEC LA REGION OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Attribution de subvention au pôle oléicole de Pignan. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 42 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DES ACTIONS DE MEDIATION ET D'EXPERTISE FAUNE ET BATI - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42. Convention entre la Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO). Qui a des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Roger CAIZERGUES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 43 : SOLIDARITES - ETAT DE REALISATION 2020 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2019-2024 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 43. État de réalisation 2020 du Programme Local de l'Habitat (PLH). Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 44 : SOLIDARITES - MISE EN ŒUVRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNEE 2021 - APPROBATION

Mme E. LLORET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 44. Mise en œuvre de la compétence de l'État d'attribution d'aides à la pierre. Il y a juste une petite modification sur la programmation, à la demande des communes de Murviel-lès-Montpellier et de Prades-le-Lez, sur les opérations situées avenue des Platanes et Plot Midi, qui sont supprimées de la programmation 2021 du financement du logement social. Les prévisions de financement pour l'année en cours, pour le logement social s'établissent à 1 634 logements, et non plus 1 668. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ok. Je n'ose imaginer un coup bas contre le logement social. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci pour la cause du logement social.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

AFFAIRE N° 45 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - "QUARTIERS "COURREAU/FIGUEROLLES/NORD-ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-156 DU 29 MARS 2021 - APPROBATION

M. G. BALAZUN sort de séance.

Monsieur le Président

Madame VASSAS-MEJRI, affaire 45, sur une opération de renouvellement urbain Courreau/Figuerolles. Qui a des questions ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 46 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX, RUE DU DOCTEUR MALABOUCHE A Cournonterral - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SOCIETE ANONYME D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. GIMENEZ et M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme A. SAURAT) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 46. Construction de 12 logements sociaux à Cournonterral. Ne prennent pas part au vote Monsieur BARRAL, moi-même... Il y a un problème. Je ne suis pas administrateur d'Erilia, moi.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ah, je suis de droit. Excusez-moi, je suis en toute confiance. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Pas de questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 47 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION D'UNE PENSION DE FAMILLE DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX, 243 RUE DE LA JASSE DE MAURIN A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SOCIETE ANONYME 3F RESIDENCES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47. 27 logements sociaux rue de la Jasse à Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 48 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX SUR LES COMMUNES DE CLAPIERS ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 48. 50 logements sociaux sur les Communes de Clapiers et de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 49 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE " 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 106 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49. Réhabilitation de 106 logements dans le cadre de l'opération « *rénover pour un habitat durable et solidaire* ». Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE NO 50 : SOLIDARITES - LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN GOUVERNEMENTAL DANS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50. Attributions de subventions dans le cadre du programme « *Logement d'abord* ». Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 51 : SOLIDARITES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE DE LA VILLE" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51. Attribution dans le cadre de la thématique « *Politique de la ville* ». Ce sont des acteurs associatifs qu'il faut saluer – comme ceux tout à l'heure. Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Serge DESSEIGNE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 52 : HORS COMMISSION - CONSEILS CITOYENS DE LA VILLE DE MONTPELLIER - PRINCIPES ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT DE LEURS MEMBRES - APPROBATION

*Mme E. LLORET entre en séance.
M. C. ASSAF sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 52. Conseils citoyens de la Ville de Montpellier. On a eu ce débat dans le Conseil municipal de Montpellier et il y a eu un petit rendu dans la presse locale. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 53 : ATTRACTIVITE - WHAT A TRIP HEYME FESTIVAL 2021 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER (AFIVAM) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53. C'est What a Trip Festival, convention et éléments mis à disposition pour ce très beau festival du voyage. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur MEUNIER ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 54 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - JUMEAU NUMERIQUE AU SERVICE DE LA SANTE ENVIRONNEMENTALE - CHU DE MONTPELLIER ET START UP KANOPY MED - CONVENTION POUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. MARIN-KHOURY sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54. Cité intelligente et financement en lien avec le CHU de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 55 : ATTRACTIVITE - SITE HELIOS - MODALITES D'ACCUEIL D'ACTEURS DE LA FILIERE DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - CONVENTION TYPE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55 sur la filière Industries Culturelles et Créatives (ICC) sur Fabrègues, sur le site qu'on appelle « *les entrepôts de Fabrègues* », convention d'occupation. Qui souhaite prendre la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 56 : ATTRACTIVITE - ZAC CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE MONTPELLIER (SERM) - APPROBATION

M. Geniès BALAZUN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 56. ZAC Cannabe, Commune de Cournonterral, garantie d'emprunt. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 57. Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 au budget principal. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 58. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 59. Y a-t-il des questions au sujet du budget annexe assainissement ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 60, sur le budget annexe assainissement collectif. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 61. Budget annexe parking. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ou des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES - REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 62. Budget annexe de l'eau potable. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 63 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 63. Vote en autorisations de programmes et crédits de paiement, créations, révisions, clôtures. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 64 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Mmes J. FRECHE, MARIN-KHOURY, MM. M. ASLANIAN (avec le pouvoir de Mme F. DOMBRE COSTE), C. ASSAF et S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 64. C'est le Budget Supplémentaire (BS). Monsieur CALVAT, trois minutes de présentation, et probablement un peu de discussion.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. C'est un BS extrêmement technique. Nous devons intégrer dans ce BS l'ensemble des affectations de résultats que vous venez de voter. Donc sur un BS de 220 millions d'euros, vous n'avez en fait en dépenses nouvelles que moins de 20 millions d'euros. Le reste ce sont des affectations de résultat, des reports à la section d'investissement ou des restes à réaliser d'investissements prévus en 2020, pour lesquels une partie du paiement doit être effectuée en 2021 et qui n'ont pas été intégrés au BP 2020 – puisque l'administration des finances préfère avoir une vision globale et donc intégrer ces dépenses-là au niveau du BS.

Concernant la section fonctionnement, je ne vais vous parler que des nouveautés par rapport au BP, c'est très faible, c'est un ajustement de cotisations. Plus 5 millions d'euros, c'est l'ajustement de la fiscalité à la suite des notifications de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). C'est la TaM qui nous reverse 2 millions d'euros de trop perçus par rapport à des services non effectués pendant la crise sanitaire.

C'est aussi une dépense de 1,8 million d'euros supplémentaires, liée au déplacement des déchets – on voit bien l'urgence de mettre en place, avec Monsieur VASQUEZ, notre stratégie de réduction des déchets. L'augmentation du coût avait été annoncée ici au moment de la réalisation du BP, ce que nous avons annoncé se produit : le fait d'envoyer nos déchets en grande partie dans les Pyrénées Orientales a un coût qui ne fera qu'augmenter ces prochaines années. Des recettes réelles de fonctionnement qui augmentent de 11-12 millions d'euros et des dépenses qui augmentent elles de 3,6.

Concernant la section d'investissement – objet principal des recettes supplémentaires – globalement, 1,2 million de recettes supplémentaires, mais nous avons un produit supplémentaire de Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) pour 9 millions d'euros, mais une subvention de la Région que nous attendons, de 6,7 millions, qui est décalée en 2022 concernant les travaux de la ligne 5 du tramway – qui seront réalisés en 2022. C'est vraiment un jeu d'écritures comptables. Concernant les dépenses – on en a parlé il y a quelques heures, Monsieur le Président – le succès de l'aide à l'acquisition des VAE, ce sont 5 millions d'euros supplémentaires que nous inscrivons au BS, qui viennent se rajouter aux 3 millions que nous avons votés au BP. Ce sont donc 8 millions d'euros qui sont consacrés par la Métropole pour l'aide à l'acquisition des VAE. Nous avons aussi près de 3 millions d'euros de travaux supplémentaires concernant la GEMAPI, dont près de 2 millions pour les travaux sur la Vallée de la Mosson à Lattes. 1 million d'euros supplémentaire aussi pour accompagner la transition énergétique, vous savez, le guichet unique Rénov'énergie et la rénovation des bâtiments métropolitains. Ensuite, en revanche, des travaux qui coûteront un peu moins chers que prévu à l'issue des ouvertures des plis sur la rénovation du centre nautique Neptune ou des travaux pour le centre de réhabilitation du casier de Castries, qui sont reportés à l'année prochaine, parce que la DREAL instruit encore le dossier. Je vous propose en balance 1,2 million d'euros en recettes réelles d'investissement et 13,7 millions d'euros en dépenses, ce qui nous donne une épargne brute du budget principal de 82 millions d'euros après le BS, et notre capacité de désendettement qui passe à 9,8 années. Voilà rapidement présenté ce BS, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Du coup, j'avais deux questions, mais c'était pour Madame la Vice-Présidente en charge la mobilité, donc je ne sais pas si je les pose quand même, ou...

Monsieur le Président

Allez-y, il n'y a pas de souci.

Alenka DOULAIN

C'était quand même pour revenir sur la question de l'optimisation de l'offre – j'en parle parce que les transports, c'est dans le budget principal maintenant. Je voulais juste peut-être – à l'avenir en tout cas – que quand vous faites des avenants de ce type, si justement vous assumez totalement les ajustements auxquels vous procédez, de tout simplement les mettre dans la délibération, qu'on puisse avoir les montants. J'ai demandé tout à l'heure quel était le montant que vous avez contractualisé avec la TaM sur cette partie optimisation de l'offre. Je n'ai pas eu le montant ; j'aimerais bien quand même l'avoir. Ça c'était ma première question.

Ma deuxième question, c'était pour revenir à ma première question aussi lors de l'affaire sur le passage en SPL, à laquelle je n'ai pas eu de réponse, sur la question de la DSP avec Transdev. Je voulais savoir où ça en était ? Parce que Madame la Vice-Présidente tout à l'heure disais « *oui, c'est très bien pour TaM Voirie, parce qu'ils vont pouvoir passer sur la SPL TaM, et donc ils seront dans la convention collective des transports collectifs* ». Effectivement, c'est une très bonne convention, il y a des gens qui se sont battus pour ça et du coup, je souhaite aussi que les salariés de Transdev – qui aujourd'hui ne sont pas sur cette convention collective – puissent l'avoir. Du coup c'était ma question de manière générale sur la fin de la DSP 2024 avec Transdev : qu'est-ce qui était prévu ? Ça va impacter nos finances publiques. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci. Madame FRÊCHE vous répondra en aparté sur ces points et vous communiquerez si vous le souhaitez. Juste un petit point, parce que tout à l'heure vous avez dit quelque chose d'inexact. Monsieur ASSAF, sur la piscine Neptune, en lien avec Monsieur MARTIN, travaille dur pour lancer ce chantier. Monsieur CALVAT a glissé cette incise en disant qu'avec l'ouverture des plis, il y avait plutôt des bonnes nouvelles pour les

finances. Il n'y a pas de baisse de l'ambition. Je voudrais d'ailleurs saluer l'ensemble du personnel de la piscine Neptune, qui est souvent une piscine où ça n'a pas été simple – je le dis et je me tourne vers Max – où des fois il y a eu des points de tension. La mobilisation de l'ensemble des agents, les dispositifs qui ont été mis, ont permis à ce jour d'éviter des points de tension qui pouvaient conduire parfois à la fermeture. Les travaux auront bien lieu et parfois, les plis, dans les cas des procédures, nous permettent de dégager quelques marges de manœuvre qui financent d'autres projets.

Je vous propose de mettre aux voix ce budget supplémentaire, en indiquant mes chers collègues qu'à la rentrée nous aurons – c'est un exercice nouveau pour notre territoire – une délibération cadre sur la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI), qui fixera l'ensemble des investissements pour le mandat. C'est une lisibilité pour les équipes administratives, c'est une cohérence pour l'ensemble des élus, des Maires pour les acteurs économiques, sur les choix qui sont les nôtres. Ils avaient été précisés lors de la présentation du budget. Il nous faut être au rendez-vous des plans de relance. D'ailleurs nous sommes en dialogue très régulier avec Monsieur le Préfet là-dessus. Compte tenu des taux qui sont extrêmement bas, nous pouvons avoir recours à l'emprunt. Par ailleurs, notre situation du point de vue de la dette s'améliore un petit peu.

Je mets aux voix le budget. Ah, il faut le faire voter par section.

Renaud CALVAT

Je reprends quelques secondes la parole pour faire voter par section. Section de fonctionnement, en dépenses, donc un budget de 56 371 654 ; bien sûr même somme en recettes, en section de fonctionnement. Et en section d'investissement, en dépenses 127 288 126 euros, bien sûr équilibré en recettes, ce qui nous fait un total BS de 183 659 780 euros en dépenses recettes. Donc section de fonctionnement : vous faites voter, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstention sur l'ensemble ? Ok. Adoptée.

Renaud CALVAT

Et ensuite, même vote en dépenses et en recettes. Et en dépenses d'investissement, même vote j'imagine, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Même vote ? Même vote.

Renaud CALVAT

Et en recettes : même vote ?

Monsieur le Président

Même vote.

Renaud CALVAT

Le BS est adopté. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 66 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire 66. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Même vote ? Même vote. Abstention ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 67 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire 67. Budget annexe parking. BS. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 68 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire 68. Budget annexe de l'eau potable. Budget supplémentaire, annexe de l'eau potable, sous le regard du Président de la Régie. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 69 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX
COMMUNES - APPROBATION**

M. F. VASQUEZ (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 69. Attribution de fonds d'équipement aux communes. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Jacques BOUSQUET

Madame le Maire, Régine ILLAIRE, et les membres du Conseil municipal de Cournonsec remercient Monsieur le Président et les membres du Conseil pour cette aide importante qui nous a été allouée. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher collègue. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole là-dessus ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES - REPARTITION 2021 DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 70. Répartition 2021 du fonds national de péréquation des ressources intercommunales. Y a-t-il des demandes de prise de parole, des questions auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 65 : RESSOURCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT - ADOPTION

Monsieur le Président

Excusez-moi. On vient d'adopter la 70, et je suis allé un peu vite, veuillez m'excuser, sur la 65, sur l'assainissement. Ce n'est pas un petit sujet. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée. Excusez-moi, je vais un peu vite.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 71 : RESSOURCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA VILLE DE MONTPELLIER NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété entre la Ville et la Métropole, avenant n° 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 72 : RESSOURCES - TARIFS BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2020-483 DU 17 DECEMBRE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72. Affaire culture, tarifs boutique du musée Henri Prades. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Monsieur le Président

Je voudrais juste à cette occasion remercier Madame la Ministre de la culture et le Musée du Louvre, Monsieur MARTINEZ – son Directeur, qui quitte ses fonctions – pour la mise en dépôt en présentation publique de deux tableaux de FRAGONARD, qui avaient été perdus. Je vois ici tous les amateurs du Musée et d'art relever la tête avec un sourire, puisque ces œuvres ont une valeur de 5 millions d'euros. Elles sont des trésors nationaux et elles ont été achetées par le Musée du Louvre, le ministère de la Culture et du mécénat. Elles

sont placées au musée Fabre, donc d'ores et déjà visibles. Madame la Ministre de la culture, après une procédure, m'a indiqué qu'elles pourraient rester de manière beaucoup plus longue au sein du musée Fabre, enrichissant ainsi les collections. Je ne peux que vous inviter à les découvrir, à les faire partager, et à remercier le Musée du Louvre et Madame la Ministre d'avoir fait le choix de Montpellier. Ça aurait pu être présenté au Louvre, ça aurait pu aller dans un musée parisien. Madame MARSALA et d'autres qui se sont occupés des sujets de culture, nous savons combien il faut affirmer notre position, et que la qualité des équipes et des équipements rend cela possible, et c'est vraiment une chance que le musée Fabre s'enrichisse ainsi de deux tableaux majeurs d'un peintre majeur de l'histoire de la peinture française, donc universelle.

AFFAIRE N° 73 : RESSOURCES - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL AU SEIN DES SERVICES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MISE EN ŒUVRE DES 1607 HEURES - APPROBATION

*M. F. VASQUEZ (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) entre en séance.
Mme A. RIMBERT et M. F. RIO sortent de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 73. Je donne la parole à Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. L'affaire 73 concerne l'organisation du temps de travail dans notre intercommunalité. Cette affaire est conduite par la loi de transformation de la fonction publique, qui prévoit que les collectivités, un an après leur mise en place, doivent présenter les modalités d'organisation, de gestion du temps des employés au sein de leur structure. Cette délibération a donc été négociée avec les cinq organisations syndicales de la Métropole où, je tiens à vous le dire, on n'est pas dans cette logique mathématique, systématiquement, mais on est bien dans une logique de compréhension globale du temps de travail et de l'application du travail sur la Métropole – ça fait écho à la délibération qui va suivre sur la mise en place du télétravail.

Vous dire que cette délibération présente bien les modalités et tout ce qui en ressort, notamment les impacts, mais également les modifications sur lesquelles on a voulu s'appuyer pour justifier, voire même compenser, le temps de travail de 1 607 heures. Concrètement, cela va conduire à modifier un temps de travail, puisque le gap qui a été constaté, c'est que les agents de la Métropole, en moyenne, effectuent 1 535 heures, et que bien évidemment certains en font plus, d'autres en font moins. Il y a un principe d'équité tout d'abord à retrouver dans les équipes, dans les services ou dans les unités. Il y a également une volonté, avec mon collègue Michel ASLANIAN à la Ville – que le Président nous a de suite pointé du doigt – c'est d'avoir un périmètre pour cette compétence qui soit reliée entre la Ville et la Métropole. Il faut trouver un accord qui soit bien évidemment très proche entre ces deux Collectivités. Enfin, nous nous sommes appuyés aussi sur des retours du niveau national et notamment de l'association France Urbaine sur le travail qui a été conduit, notamment dans plusieurs collectivités ou intercommunalités.

Dans les impacts, il y aura une évolution certaine de l'organisation du temps de travail, dans le but d'optimiser les postes et le fonctionnement. Qu'il y aura aussi – et ça c'était une demande forte de la part des organisations syndicales – de nouveaux régimes de temps de travail, des évolutions de la durée hebdomadaire ou journalière du travail, des droits à congés en matière de RTT, en fonction des options qui seront proposées, plus larges, donc plus de choix pour les agents, mais également des jours de permanence. On va travailler sur un cycle de travail différent, qui a été pour certains souhaité par les agents afin d'avoir d'autres façons de travailler.

Au-delà des impacts, la réflexion menée pour le passage a été l'occasion de prendre en compte plusieurs enjeux. Les enjeux, je vais vous en citer trois. La qualité de vie au travail, de la santé au travail, notamment la prise en compte de la pénibilité. Plusieurs jours accordés en fonction des métiers, et puis aussi en fonction des horaires de travail – je pense notamment aux personnes qui travaillent dans des médiathèques le week-end ou bien les ripeurs, qui ont un métier pénible, vous comprenez sûrement pourquoi. L'équilibre du travail entre la vie personnelle et sa vie professionnelle, mieux organiser et peut-être pour certains faire des choix judicieux sur la façon dont ils vont travailler demain – peut-être qu'à des moments ils vont travailler un peu plus pour pouvoir récupérer des jours RTT. C'est aussi une demande qui avait été portée par plusieurs organisations syndicales. Et puis le principe d'équité, mais ça, j'en ai déjà parlé.

L'organisation du temps de travail présentée pose le cadre général, pour la majorité des agents, puisqu'il y a des cycles de travail réguliers et classiques. Mais il y a aussi chez nous, dans notre Intercommunalité, des gens qui ont des régimes de travail atypiques – compte tenu du travail qui est rendu aux usagers ou aux contraintes auxquelles ils sont confrontés – on travaillera avec eux et les organisations syndicales.

Les principaux points qui ont été discutés et échangés avec les organisations syndicales – dont je tiens à dire ici que toutes n'ont pas voté contre cette délibération qui a été présentée en comité technique le 1^{er} juillet dernier.

Le premier point, ce sont deux jours qui seront dédiés à la sensibilisation et à la formation des agents, pour mieux comprendre leur environnement de travail et les évolutions du territoire, de la société, et aussi un jour dédié à un séminaire d'équipe afin de mieux se connaître et de mieux travailler ensemble.

Deuxième point, il y a plusieurs cycles proposés aux agents – c'est détaillé dans la délibération et donc je vous y renvoie – les agents auront la possibilité de travailler de 36 heures par semaine à 40 heures par semaine, et bien évidemment un nombre de jours de RTT plus important pour ceux qui travaillent 40 heures par semaine, jusqu'à 28 jours précisément. Les agents travaillant en temps partiel auront un calcul proportionnel, puisque ça nous a été bien spécifié, correspondant aux jours de congés et RTT.

Troisième point, les jours de fractionnement sont maintenus, jusqu'à 2 jours lorsque le nombre de congés annuels est pris entre le 1^{er} novembre et le 30 avril. Jusqu'à 2 jours également de compensation seront proposés aux agents ayant des cycles très contraints – travail de nuit ou, je l'ai dit tout à l'heure, en prenant les exemples des médiathèques et des ripeurs.

Ensuite, on a souhaité également avec les services élargir le temps de prise de poste, c'est-à-dire donner une plage horaire plus large et donc démarrer à 7 h 30 pour ceux qui le souhaitent, permettant ainsi de peut-être faciliter leur vie familiale, ou bien au titre des transports : c'est des fois plus fluide le matin de bonne heure qu'aux heures de pointe.

Enfin, également, la compensation – c'est le dernier point que j'évoquerai – avec une prime d'intéressement collectif, qui a été mentionnée dans cette délibération.

Tout simplement, pour conclure, vous dire que le passage aux 1 607 heures doit être délibéré aujourd'hui, avec une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022. En tout cas, je tiens à remercier les services, les organisations syndicales, Monsieur le Directeur Général des Services également pour le travail accompli sur cette affaire. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci à vous, Monsieur le Vice-Président, sur un dossier qui n'est pas simple. J'ouvre le débat. Monsieur DESSEIGNE, Monsieur MARTIN. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Merci, Président. Vous ne serez pas étonné, puisqu'en commission j'ai déjà donné mon avis, et je le dis de suite : je voterai contre cette proposition. Non pas par rapport au travail qui a été engagé, parce que je connais le travail qui a été engagé, je sais aussi qu'il y a eu des débats, qu'il n'y a pas une majorité des syndicats qui ont voté pour, etc. Ce n'est pas là le débat. Le débat, il est sur le fond.

Les députés, le 6 août 2019, ont mis en place cette loi d'augmentation – disons-le – du temps de travail et de retour sur les acquis qui avaient été faits par les collectivités territoriales pour les travailleurs. Je rappelle qu'à cette occasion l'ensemble des élus de gauche – socialistes, communistes, la France insoumise et un certain nombre d'autres élus – se sont positionnés contre cette loi, au nom de la volonté qu'il y avait de voir le temps de travail diminuer pour permettre l'accès à un maximum de gens au travail. Aujourd'hui, on est dans une situation où nous sommes contraints par la loi, donc la loi s'appliquera : que je vote pour ou contre, elle s'appliquera. Mais les communes, les collectivités territoriales, comment vont-elles faire avec les diminutions des dotations qui leur sont fournies pour pouvoir accéder à ce travail-là ? Comment fait-on pour travailler correctement dans les collectivités locales ? Aujourd'hui, il faudrait plus d'agents, plus de services publics. On ne peut pas parce qu'il y a des baisses de dotations. Alors on a trouvé autre chose : on fait travailler les gens plus longtemps.

C'est bizarre quand une collectivité comme la nôtre et celles qui les entourent, c'est-à-dire les 31 communes qui sont là, ont des difficultés à faire en sorte que le service public puisse être mis en œuvre. Je donnerai un exemple. Nous avons besoin de mutualiser par rapport aux logements indécents. Nous avons pris une décision sur Montpellier, nous avons envie de le mettre en place à Villeneuve-lès-Maguelone : on ne peut pas, si on parle de notre Commune, la mettre en œuvre sans augmenter le temps de travail, non pas des salariés en place, mais de nouveaux salariés ; ou alors on mutualise, et si on mutualise avec la Ville de Montpellier – qui a déjà les moyens de le faire – est-ce que ce sont les seuls agents qui vont devoir le faire ou l'ensemble de la Collectivité qui doit se donner les moyens d'avoir plus de personnel ?

Vous voyez bien que là, on est face à une décision qui est une décision de compensation, qui vise à faire en sorte que les gens travaillent plus sans gagner plus. Soyons clairs : je parle bien de salaire et non pas de prime, même si on n'en a pas parlé dans la délibération, c'était en question, j'ai bien suivi les débats. C'est augmenter le temps de travail pour faire en sorte de pouvoir pallier l'incapacité que la Collectivité a à répondre aux besoins du service public, parce que l'État par cette loi vise à travailler plus sans donner d'argent aux collectivités locales. C'est sur le fond politique que je me positionnerai, et c'est bien la position d'un conseiller métropolitain et ça n'engendre pas le vote de ma collègue, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, c'est bien la position de Serge DESSEIGNE, et je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci à vous, Monsieur DESSEIGNE, de votre intervention, et aussi vos convictions. Au Conseil municipal de Montpellier, on a eu ce débat, et je crois que le candidat que vous soutenez, Monsieur ROUSSEL, est très mobilisé sur ce sujet. Je donne la parole à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Le personnel territorial est la pierre angulaire de notre collectivité, et l'élément essentiel entre nos décisions et leur mise en œuvre, le lien indispensable entre l'autorité publique locale et nos concitoyens, les artisans quotidiens de nos projets politiques métropolitains.

La crise sanitaire et ses confinements successifs ont mis en évidence le dévouement des agents, indispensables travailleurs de première ligne, accomplissant au quotidien les tâches essentielles à la vie de la collectivité. Leur travail a favorisé la continuité du service public alors que le pays était à l'arrêt. Ils ont tenu alors que tout vacillait.

Après ce dévouement salué par tous, et notamment par le Président de la République, ils sont désormais les victimes du cynisme de ce dernier et de l'idéologie libérale du pouvoir en place. Au prétexte d'une fausse vertu à faire appliquer la loi des 35 heures, Monsieur MACRON veut organiser la dégradation des conditions de travail de nos agents et organiser l'augmentation du temps de travail sans contrepartie aucune, alors que le point d'indice de la fonction publique est gelé depuis bien trop longtemps avec les conséquences que nous connaissons pour le pouvoir d'achat.

Le calendrier d'application est d'autant plus cynique que pendant ce temps-là, le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30 %, et même doublé pendant le mandat de Monsieur MACRON. C'est donc chez les salariés, chez les fonctionnaires territoriaux que l'État propose d'aller chercher les marges de manœuvre des collectivités territoriales plutôt que chez les plus fortunés.

Cette réforme est donc plus que jamais à contre-courant des enjeux d'aujourd'hui comme de demain, d'autant plus dans un pays où le chômage progresse. Les 35 heures auront bientôt 25 ans, et nous le disons à nouveau : il est venu le temps de mieux partager le travail entre tous, à rebours d'une vision dépassée de notre société, soutenue par le Gouvernement et qui se traduit par cette loi de transformation de la fonction publique. Cette loi attaque le service public de proximité, sans lequel la crise profonde que traverse notre pays serait bien moins amortie. Elle représente une régression pour les agents, pour leur statut, et aussi une régression pour la libre administration des collectivités. Voilà pourquoi nous voterons contre. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention, Monsieur MARTIN, qui elle aussi exprime vos convictions. Ce n'est pas un dossier des plus simples. La relation à la fonction publique doit être profondément redéfinie. Moi je partage un point, et je crois que tous ici on a mesuré cet engagement professionnel, ce désintéressement, l'impartialité de l'exercice, l'exemplarité qui préside toujours à cette fonction, que ce soit dans la fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale. Saluer ici tous les agents dans la crise, on l'a vu avec les médiathèques récemment,

quand on a accueilli le nouveau conservateur, en partenariat avec les CCAS, pour faire des prêts de livres, pour maintenir la continuité de service public. Vous avez raison sur un point notamment : c'est la question de la rémunération et du point d'indice. On aurait d'ailleurs pu s'attendre que, dans la conférence territoriale, il y ait un effort. Ce débat aura lieu, en tout cas, il doit avoir lieu, tout comme il doit avoir lieu sur le périmètre de la fonction publique, entre ceux qui appellent à des coupes, on lit des tribunes de moins 500 000 fonctionnaires : je ne sais pas comment le pays fonctionnerait – on a là un vrai sujet.

Mais il y a un texte. À plusieurs reprises, la Cour des comptes, la Chambre régionale des comptes ont pointé ce sujet. Nous devons nous mettre en conformité avec la loi, quoi qu'on puisse en penser. Je veux ici vraiment saluer Joël RAYMOND, en tant que Vice-Président chargé des ressources humaines, l'ensemble des organisations syndicales. Il faut imaginer que ce n'est pas simple : le temps de travail est de 1 537 heures dans la collectivité, donc il y a eu des discussions, il y a bien sûr des points de vue différents qui se sont exprimés. Monsieur RAYMOND a longuement évoqué les différents points qui ont été l'objet de la discussion : prime d'intéressement collectif de 300 euros, prise en compte de la pénibilité sur certains métiers, essayer d'organiser le temps de travail, tout comme on délibérera tout à l'heure sur le Travail Collaboratif à Distance (TCD). Nous arrivons là avec cette discussion. On sera très attentifs, et ce sera dans la PPI sur les conditions de travail des agents, matérielles. Avec Monsieur ASSAF qui a visité l'ensemble des piscines, il y a des vestiaires pour certains agents ; ce n'est pas satisfaisant. Il manque des salles de repos ici, il y a beaucoup de travail à faire sur les conditions matérielles de travail. Dans la PPI, il y aura un budget assez conséquent qui sera consacré à cela.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL, Mme Agnès SAURAT.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES - MODALITES DE MISE EN PLACE DU TELETRAVAIL AU SEIN DES SERVICES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme A. RIMBERT et M. F. RIO entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 74. Mise en place du télétravail. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Madame DOULAIN. Le télétravail, oui.

Alenka DOULAIN

Merci. Très rapidement, cette affaire nous propose de voter l'accord de la mise en place du télétravail dans notre Collectivité. Elle fait suite à un accord-cadre national de 2021 qui est relatif justement à la mise en place du télétravail dans les trois fonctions publiques. Je voulais juste dire un petit ressenti : j'ai l'impression que ça a été fait quand même globalement dans la précipitation. J'entends qu'il y a un gros sujet sur les questions de télétravail ; c'est la question de l'indemnisation des personnes qui travailleraient de chez eux. Évidemment, ça induit des frais indirects et on le sait ; au-delà de la question de l'équipement, il y a la question des charges énergétiques, etc., qui sont induites par le fait de travailler de chez soi. Ce qui m'étonne, c'est que dans les fonctions publiques d'Etat et hospitalière, ils ont prévu justement une indemnisation forfaitaire de 2,5 euros par jour de télétravail pour les agents. Ce n'est pas imposé pour la fonction publique territoriale, et je trouve que du coup c'est dommage qu'on n'en parle pas dans cette délibération. J'ai l'impression qu'on est allé très vite, alors que c'est un vrai sujet, parce qu'il y a certains de nos agents qui voudraient plus télétravailler, et aussi c'est un vrai sujet parce que le télétravail risque, malgré nous, de se développer avec les vagues successives qui sont à venir avec la Covid-19. Je trouve que, à l'inverse, il y a des sujets tels que le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) qui, j'ai l'impression, patinent, sont longs, alors que c'est quand même un décret de 2014. Pour le coup, ce petit décret sur cet accord national, j'ai l'impression que ça va très très vite, et que c'est un peu à

double vitesse selon les sujets RH. Je voudrais bien des éléments là-dessus, sur pourquoi il n'y a pas de système d'indemnisation prévu sur le télétravail pour nos agents, ou s'il y en a un, peut-être aussi qu'il n'était pas dans la délibération, et je m'en excuse auquel cas. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention, Madame DOULAIN. Le télétravail, lors de ma première rencontre avec les organisations syndicales, c'était quelque chose qui était très demandé, de pouvoir y accéder. On a été dans une situation d'accélération liée à la crise sanitaire. Je veux là remercier tout le monde, et y compris les élus pour les crédits. On a acheté 3 000 ordinateurs pour pouvoir permettre de télétravailler et de pouvoir à la fois maintenir l'activité de service public. On va avoir ces deux jours de télétravail par semaine. Ça pourrait être peut-être dans des discussions à venir un petit peu élargi. Si on peut entendre parfois le sujet de la compensation énergétique, à l'inverse le télétravail, et c'est pour ça qu'il était aussi très demandé par les organisations syndicales, c'est qu'il rend du temps, du temps de transport et du coup de l'essence et donc des émissions de CO₂, et il ne nous a pas échappé qu'en observant les prix du carburant en ce moment, on sent l'impact immédiat du coût du pétrole. Donc voilà où on en est, voilà comment ça a été discuté. C'est un sujet qui sera de toute façon dans l'agenda social, comme d'autres.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Mes chers collègues, je ne crois pas qu'il y ait besoin de beaucoup de débats. Je vais, sans brader quoi que ce soit, aller un peu tambour battant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - REMBOURSEMENT DES FRAIS D'OBSEQUES DANS LE CADRE D'UN ACCIDENT DE SERVICE OU DE TRAJET - APPROBATION

Monsieur le Président

Remboursement des frais d'obsèques. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES - RECOURS A 10 CONTRATS SUPPLEMENTAIRES D'APPRENTISSAGE A LA RENTREE SCOLAIRE 2021/2022 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 76. Dix contrats d'apprentissage au sein de la Métropole. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 77. Modification du tableau des emplois et des effectifs. Y a-t-il des contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Attribution d'une subvention à l'amicale des retraités et au CASSC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Joël RAYMOND, Mme Agnès SAURAT, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 79 : ANIMATION DU TERRITOIRE - LANCEMENT DE L'APPEL A PROJETS ARTISTIQUES EN COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE GEORGES BRASSENS - APPROBATION

M. R. REVOL (avec le pouvoir de Mme Z. DIRHOUSSE) sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 79. Appel à projets dans le cadre du centenaire Georges BRASSENS que nous allons faire avec Sète. On lance un appel à projets à hauteur de 200 000 euros pour commémorer ensemble le grand chanteur, très Sétois, un peu Montpelliérain, mais c'est surtout la préfiguration d'une coopération en matière de culture entre nos Intercommunalités. Qui est contre ? S'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 80 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE MUSEE FABRE - CITY CARD MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Convention entre l'Office du tourisme et le musée Fabre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Boris BELLANGER, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 81 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA DIFFUSION THEATRALE - ATTRIBUTIONS POUR LE 3EME TRIMESTRE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Fonds d'aide à la création et diffusion théâtrale. Nouvelles attributions de subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 82 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES ET LA VILLE DE LATTES POUR L'ACCUEIL DES SCOLAIRES ET DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DES ATELIERS PEDAGOGIQUES 2021-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 82. Convention de partenariat entre Lattara et la Ville de Lattes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 83 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MECENAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA BANQUE DUPUY DE PARSEVAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Convention de mécénat entre le musée Fabre et la Banque Dupuy de Parseval. Mécénat, je veux les en remercier, de 40 000 euros, pour le triptyque de Yan PEI-MING, qui est un triptyque unique et pour lequel, chers collègues, nous espérons du mécénat. Peut-être qu'il faudra collectivement que nous propositions un vote pour acquérir ce triptyque, qui est une œuvre majeure puisqu'elle est en lien avec le tableau de Gustave COURBET, qui est présenté au musée Fabre. Je profite de cette tribune pour appeler au mécénat, pour que le budget du contribuable ne soit pas trop sollicité. Qui est contre ? S'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Unanimité. Le mécénat, que nous allons développer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 84 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET GOOGLE ART & CULTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84. Convention de partenariat entre le musée Fabre et Google Art & Culture. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 85 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MECENAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET MONSIEUR FREDERIC SALLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 85. Convention de mécénat entre le musée Fabre et Monsieur Frédéric SALLES, qui est le Président du fonds d'investissement NGB Invest, qui participe justement aux tableaux de Yan PEI-MING à hauteur de 5 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Qu'il en soit remercié.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 86 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER, LES RADIOS ASSOCIATIVES DE MONTPELLIER ET LEURS FEDERATIONS REPRESENTATIVES - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86. Conventions pluriannuelles de partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et les radios associatives. Très important. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 87 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT "CULTURE ET CULTURE SCIENTIFIQUE" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 87. Convention de partenariat entre l'Université et Montpellier Méditerranée Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 88 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION MOOVEMENT EVENT RELATIVE A L'ORGANISATION DU FESTIVAL FAMILY PIKNIK 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88. Convention de partenariat entre la Métropole et Family Piknik. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 89 : ANIMATION DU TERRITOIRE - EPIC DU DOMAINE D'O - DESIGNATION DU DIRECTEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 89. Epic du Domaine d'O. Désignation du Directeur. Il s'agit de Monsieur NÉGROU. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 90 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - DENOMINATION DU STADE D'HONNEUR - ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. FAYE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 90. Complexe Yves-du-Manoir et l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT). Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASSAF ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 91 : ANIMATION DU TERRITOIRE - NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2021-2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Natation et patinage scolaire. Conventions de partenariat 2021-2022 avec un certain nombre d'établissements. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 92 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION POUR L'ACCUEIL DE GROUPES A L'ÉCOLOTHÈQUE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS ET LES CRÈCHES SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 92. Convention pour l'accueil de groupes entre l'écolothèque et la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 93 : ATTRACTIVITE - MISSION D'AFFAIRES A DAEGU (COREE DU SUD) DU 29 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE 2021 - PARTICIPATION AU FORUM MONDIAL DES VILLES DE L'EAU - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 93. Mission d'affaires en Corée du Sud à hauteur de 6 000 euros. Qui a des questions ? Même vote ?
Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 94 : ATTRACTIVITE - MISSION D'AFFAIRES A HELSINKI (FINLANDE) DU 30 NOVEMBRE AU 3 DECEMBRE 2021 - PARTICIPATION AU SALON SLUSH - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 94. Mission d'affaires à Helsinki. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE NO 95 : ATTRACTIVITE - MISSION D'AFFAIRES A HEIDELBERG (ALLEMAGNE) DU 21 AU 25 OCTOBRE 2021 - FOIRE DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 95. Mission d'affaires à Heidelberg, qui vient en complément du jumelage avec la Ville de Montpellier. Nous aurons un déplacement à Heidelberg fin-septembre. Et le 3 octobre, mes chers collègues nous célébrerons la fête nationale allemande en présence du Maire de Heidelberg qui lancera la quinzaine franco-allemande en Occitanie à Montpellier. L'ensemble des Maires qui sont tributaires d'un héritage très puissant de relations avec des communes d'Allemagne seront évidemment les bienvenus et à l'honneur. Madame HART pilotera ça et ce sera l'occasion de renouveler notre engagement autour de l'amitié franco-allemande. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - MANDAT SPECIAL - MISSION OPERATIONNELLE DU PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A HEIDELBERG - PRISE EN CHARGE FINANCIERE DE L'ACCUEIL D'UNE DELEGATION OFFICIELLE ALLEMANDE EN OCTOBRE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Mandat spécial. C'est Heidelberg, affaire 96, pour l'accueil de la délégation. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 97 : ATTRACTIVITE - ASSOCIATION MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 97. Subvention à la Maison de l'Europe, 7 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE POINT POUR LA CO-ORGANISATION DE LA CINQUIEME EDITION DE FUTURAPOLIS SANTE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

98. Convention entre la Métropole et le journal *Le Point* pour Futurapolis. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MIDI LIBRE POUR LA CO-ORGANISATION DE LA DEUXIEME EDITION DU FORUM "LE MONDE NOUVEAU" A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

99. Convention entre la Métropole et *Midi libre* pour accueillir « *Le Monde Nouveau* ». Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 100 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 100. Modification des délégations du Président sur les occupations du domaine privé. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 101 : HORS COMMISSION - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2020 – APPROBATION

Mme M. FAYE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 101. Rapports annuels des délégués. Il faut donner acte. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Julien MIRO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER

AFFAIRE N° 102 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, sur la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL). Même vote ? Même vote. Il est parti.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 103 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme M. MASSART sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur ASLANIAN sur la SERM. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 104 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SA3M - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Sur la SA3M, affaire 104, même vote ? Pardon, Monsieur LÉVITA. Excusez-moi.

Max LÉVITA

C'est sur la SERM. Que je sache, sur le rapport, il y a tout lieu d'être satisfait du fonctionnement de la SERM. En tant qu'ancien Président, je pense que je vous ai laissé une société qui est en parfait état de fonctionnement. J'aimerais vous l'entendre dire.

J'aimerais avoir simplement des précisions sur l'avenir de la SERM. Parce que tout à l'heure vous avez dit que vous avez reçu les organisations syndicales de TaM. Je ne crois pas que vous ayez reçu celles de la SERM – ceci étant, je ne le sais pas, je peux me tromper. J'aimerais simplement que vous nous donniez des précisions, parce qu'en plus, je n'ai pas compris ; la SA3M, elle continue d'exister ou elle ne continue pas d'exister ? Vous envisagez une liaison entre la SERM et ACM, si j'en crois la presse.

Est-ce que vous pourriez nous préciser votre vision, je vous prie, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Bien sûr, Monsieur LÉVITA. Pardonnez mon omission tout à l'heure. Alors, il n'y a pas d'organisations syndicales à la SERM, ce sont des représentants du personnel. Ils ont été reçus et j'ai moi-même, en ma qualité de Président de la SERM, eu une visioconférence avec l'ensemble du personnel, qui a pu poser très librement les questions sur les enjeux de cette fusion. Il y a eu une information à leur endroit.

Ensuite, je prends acte effectivement qu'aujourd'hui la SERM est dans une situation d'équilibre économique. Elle a même dégagé un excédent, ce qui est plutôt bien. Ce qui nous a questionnés – ce n'est pas un reproche à votre endroit, ne le prenez pas comme ça, c'est un point – c'est que souvent la Collectivité pour agir recourt à des mandats auprès de sa société d'aménagement. Parfois c'est très légitime, parfois elle pourrait avoir la capacité de faire, et c'est ce questionnement qui est le nôtre, et ce sera un sujet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir. Je prends ici un exemple, pour la SERM, pas pour la SA3M, mais par exemple sur les constructions d'écoles, on donne pour la Ville de Montpellier un mandat. Parfois ce sont les services dits de la Direction Architecture Immobilier (DAI) qui réalisaient les écoles. C'est ce type de périmètre.

Enfin, sur la fusion qui est opérée, pour nous, d'autres métropoles ont engagé ce chemin : celle de Grenoble, celle de Clermont-Ferrand – on les a contactées d'ailleurs pour voir. Quel est l'enjeu de la fusion ? C'est de pouvoir avoir un outil intégré, qui permette à la fois de porter la politique du logement social et la politique d'aménagement, et de production de logements. La SPL SA3M, elle, demeure. Elle sera intégrée au Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Cela va lui donner une force et une capacité à être plus efficace, plus agile, forte des compétences qu'ont les deux entités, parce qu'il y a des collaborateurs de très grande qualité, d'expérience, et il n'y a pas de débat sur ce qui existe à ACM et à la SERM. Face à des opérateurs financiers – Monsieur LÉVITA, je crois que vous y serez très sensible – ça va permettre aussi de pouvoir lever des emprunts, ça va permettre de parfaitement participer à la dynamique de la transition énergétique, notamment avec cette composante de la SERM qui est Énergies du Sud, qui pourra être intégrée sur les objectifs de rénovation thermique du logement social. Voilà le schéma que nous avons construit. Vous pouvez avoir une appréciation. Vous l'avez eu dans votre propos tout à l'heure. Finalement, tous ces outils sont là et ça fonctionnait bien, on peut le dire – ou on peut essayer de dire – à l'aune des nouveaux enjeux, des projets que nous menons, mais aussi de l'environnement économique, nous pouvons les réinterroger pour qu'ils puissent continuer à être efficaces. Parfois on a parlé de « *satellite* » : ça me choque quand on utilise ce terme. Ce n'était sans doute pas votre conception, Monsieur LÉVITA. Mais un satellite, il ne peut pas être autonome de la Collectivité. C'est l'outil au service de la Collectivité. Aujourd'hui, dans la question de la production de logements, sur l'aménagement du territoire, nous avons besoin d'un outil qui soit fort. Cette fusion, elle a été rendue possible par la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), et à l'image de Clermont-Ferrand et de Grenoble, nous la réalisons. L'engagement qui est le nôtre, c'est une fusion, il n'y a pas de réduction du périmètre du personnel – vous avez parlé tout à l'heure de l'inquiétude.

Je propose donc de donner acte sur l'affaire. Et donc on garde la SPL SA3M qui, elle, sera dans le GIE. Vous connaissez parfaitement ce schéma.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE OCCITANIE EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 105, sur Occitanie Events. On donne acte.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 106. Montpellier Events – et félicitations à l'équipe Montpellier Events, pour les 40 congrès ! Je propose de donner acte.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame LLORET sur les services du funérarium, où je veux aussi saluer les équipes, parce qu'elles ont affronté le deuil dans la crise de la Covid-19, et elles ont fait preuve d'un professionnalisme immense dans les moments les plus éprouvants dans la vie de familles. Vraiment, chère Éliane, je t'invite à retranscrire en notre nom les remerciements à toutes les équipes qui ont affronté la situation de manière remarquable. Quand on dit aux gens « *non, votre famille ne peut pas assister à des obsèques* » ... Remarquable. Je propose de donner acte sur l'affaire 107.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE NO 108 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme M. MASSART entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 108, sur le rapport des organismes extérieurs sur la TaM.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 109 sur la SOMIMOM, présidée par Madame MASSART. Donner acte.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE ARAC OCCITANIE - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 110, sur la SPL Arac Occitanie, qui est l'aménageur régional. Donner acte.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 111, sur la SPL de l'Étang de l'Or. C'est un donner acte.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 112 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 112. Attribution de subventions, fonds de concours dans le cadre de la thématique « Culture ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Thématique « Sports ». Y a-t-il des questions auprès du Vice-Président ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INSERTION" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 114. Subventions dans le cadre du « Développement économique ». Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 115 : REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 115. Conférence régionale du sport. Je propose la nomination de Monsieur MARTIN et de Monsieur BOURDIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole propose de désigner au sein de la Conférence Régionale du Sport de la région Occitanie Messieurs Hervé MARTIN (titulaire) et Christophe BOURDIN (suppléant).

Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Monsieur le Président

Nous arrivons au terme de ce Conseil de Métropole.

Renaud CALVAT

Mesdames et Messieurs les Maires, avant de partir, vous serez remis par Étienne ROSSIGNOL un courrier et le Pacte de gouvernance, que vous pourrez remettre à vos conseillers municipaux. Avant de partir, Étienne ROSSIGNOL vous attend et vous remettra l'enveloppe qui correspond au nombre de conseillers municipaux de votre commune.

Monsieur le Président

Je voudrais juste avant, mes chers collègues, avoir des remerciements à la fois pour les personnes qui assurent la traduction en langue des signes de nos travaux et qui permettent à l'ensemble de nos administrés de suivre les travaux du Conseil. Je voudrais également remercier les services de l'Assemblée qui ont bien compris qu'il fallait à 3-5 jours, la veille des commissions – et je sais pouvoir compter sur leur professionnalisme – mais qui ont assuré la qualité des travaux. Vraiment, je veux les en remercier, parce qu'il faut se le dire : le rythme a été relativement soutenu, puisque c'est la première année du mandat. Saluer également à travers Olivier NYS l'ensemble de l'administration territoriale qui a été pleinement mobilisée pour mettre en œuvre les décisions sur lesquelles vous avez délibérées. Parfois, on dit toujours « *c'est la faute de l'administration, ça ne va pas* » : ce n'est pas tout à fait exact, loin de là, elle ne cesse de s'améliorer. Non, je veux vraiment la saluer pour son professionnalisme et son engagement. Enfin, mes très chers collègues, vous souhaiter à tous une trêve estivale méritée. Les choses ne sont pas simples sur le plan sanitaire, et le repos est le bienvenu. Merci à vous pour la qualité de nos travaux et l'esprit qui préside à cette Assemblée qui est fondé sur le respect, le travail et le sens de l'intérêt général, quelles que soient les appréciations. Merci à chacun d'entre vous et bonne trêve estivale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h30.